91-01108

MICROLOG

Les Bâtisseurs de l'Ontario : rapport du Groupe d'étude du premier ministre sur les années du patrimoine

LES BÂTISSEURS DE L'ONTARIO

RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE
DU PREMIER MINISTRE
SUR LES ANNÉES DU PATRIMOINE

Juin 1990

LES BÂTISSEURS DE L'ONTARIO

RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE DU PREMIER MINISTRE SUR LES ANNÉES DU PATRIMOINE

Membres du Groupe d'étude du premier ministre sur les années du patrimoine :

John Eakins, député provincial de Victoria-Haliburton, président

Bruce Owen, député provincial de Simcoe Centre, vice-président

Personnel d'appui :

Curtis Fahey, historien

David Selby, coordonnateur

Publié par le ministère de la Culture et des Communications.
Imprimé par l'imprimeur de la Reine pour l'Ontario,
Province de l'Ontario, Toronto, Canada.

© L'imprimeur de la Reine pour l'Ontario 1989.

ISBN 0-7729-7369-5
D90-2396 07/90 2100

This publication is also available in English.

91-01108/

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1

PREMIÈRE PARTIE : LE TRAVAIL DU GROUPE D'ÉTUDE 5

Envois postaux 5
Réunions à Toronto 6
- Maison de l'Ontario 7
- Célébrations Montréal 7
- Ministère des Richesses naturelles 8

Tournée de visites 8
- Ottawa 9
- Windsor 9
- London, Kitchener et Hamilton 10
- Niagara-on-the-Lake 10
- Kingston 11
- Peterborough et Lindsay 11
- Barrie 11
- Sudbury et Sault Ste. Marie 12
- Thunder Bay 12
- Rétrospective 13

DEUXIÈME PARTIE : POINTS DE VUE DES PARTICIPANTS 15

Enthousiasme pour les années du patrimoine 15
Raison d'être des années du patrimoine 17
- Importance du patrimoine 17
- Préoccupations des milieux du patrimoine 18
- Une plus grande solidarité 20

Nature des célébrations 22
- Ne pas répéter 1984 22
- Initiatives locales 23
- Rôle de la province 24
- Des projets durables 24
- Financement 24
- Nouveaux crédits 25
- Participation de tous les Ontariens 25
- Les autochtones 25
- Les jeunes 26
- Profiter des ressources existantes 26
- Tourisme 26

Projets suggérés 27
Projets provinciaux 27
Projets locaux 28

TROISIÈME PARTIE : ÉTUDE DES DOCUMENTS 29

Liste d'anniversaires préparée par le MCC 29
Autres listes 31
Autres commémorations ailleurs en Amérique du Nord 31
Colombie-Britannique, 1958, 1966 et 1971 32
Manitoba, 1970 33
Île-du-Prince-Édouard, 1973 34
Alberta, 1980 34
Saskatchewan, 1980 35
Ontario, 1984 37
Nouveau-Brunswick, 1984 38
Canada, 1967 38
États-Unis, 1976 40
États-Unis, 1987-1991 41
Conclusions 42

QUATRIÈME PARTIE : PLANIFICATION DES ANNÉES DU PATRIMOINE 45

Possibilités 45
Sensibilisation au patrimoine ontarien 45
Collaboration intergouvernementale 46
Promotion du tourisme 47
Esprit communautaire et solidarité ontarienne 48
Options 49
Perspectives 51

CINQUIÈME PARTIE : RECOMMANDATIONS 57

Initiatives locales et rôle provincial 57
Nouveaux crédits 57
Parrainage par des entreprises 57
Organisation locale 57
Collaboration interministérielle 57
Projets durables 57
Participation de tous les Ontariens 58
Anniversaires d'événements locaux 58
Dates des anniversaires 58
Place importante de John Graves Simcoe 58
Rôle des jeunes 58
Une expérience d'apprentissage pour tous 58
Profiter des événements existants 59

Tourisme 59
Projets provinciaux recommandés 59
Autres projets provinciaux 59
Projets locaux recommandés 59
Responsables 60
Urgence d'agir 60

BIBLIOGRAPHIE 61

ANNEXE A : PARTICIPATION DES ONTARIENS AU GROUPE D'ÉTUDE 65

ANNEXE B : PROJETS SUGGÉRÉS 77

ANNEXE C : LISTE D'ANNIVERSAIRES PRÉPARÉE PAR LE MCC 95

INTRODUCTION

Pour l'Ontario, les années 1991 à 1993 seront une période d'anniversaires. Trois anniversaires méritent particulièrement d'être soulignés : le bicentenaire (10 juin 1791) de l'Acte constitutionnel créant le Haut-Canada, aujourd'hui l'Ontario (voir la note à la fin de l'introduction); le bicentenaire (septembre-octobre 1792) de la première session de la première législature à Newark (Niagara-on-the-Lake), et le 125^{e} anniversaire (1er juillet 1867) de la Confédération.

Ce ne sont là que quelques exemples. Le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a dressé une liste de 172 anniversaires au cours de cette période qu'il a désignée comme «années du patrimoine». Cette liste est représentative de toutes les régions de la province et regroupe divers thèmes : arts, communications, éducation, religion, colonisation, sports, agriculture, médecine, économie, transports, Franco-Ontariens, autochtones et multiculturalisme.

Voici quelques exemples tirés de cette liste : bicentenaire (août 1793) de la fondation de Toronto; bicentenaire (9 juillet 1793) de la loi prévoyant l'abolition progressive de l'esclavage; centenaire (1893) de la création du parc Algonquin, premier parc provincial de l'Ontario; 175^{e} anniversaire (1816) de la loi intitulée *Common School Act*, qui jetait les fondements du système d'éducation ontarien; 150^{e} anniversaire (16 octobre 1841) du Queen's College (aujourd'hui l'Université Queen's) à Kingston; 125^{e} anniversaire (15 août 1866) du Collège d'Ottawa (aujourd'hui l'Université d'Ottawa), première université bilingue au Canada; centenaire (décembre 1891) de l'invention du basket-ball par James Naismith, du comté de Lanark; 75^{e} anniversaire (29 juillet 1916) du grand incendie dans le district de Cochrane; centenaire (6 juillet 1891) du décès de Sir John A. Macdonald; 50^{e} anniversaire (1942) de la fondation de la Société historique du Nouvel-Ontario; 250^{e} anniversaire (mars 1743) de la naissance de Joseph Brant, célèbre chef de guerre et homme d'État mohawk; 75^{e} anniversaire (avril 1917) de la bataille de la crête de Vimy; 75^{e} anniversaire (12 avril 1917) de la reconnaissance des droits électoraux provinciaux des femmes; bicentenaire (18 avril 1793) du premier journal publié en Ontario, *The Upper Canadian Gazette*; 125^{e} anniversaire (17 octobre 1868) du décès de Laura Secord, héroïne de la Guerre de 1812; 125^{e} anniversaire (1868) de la découverte d'argent à Silver Islet, dans le district de Thunder Bay.

L'importance des anniversaires de cette période est évidente. L'anniversaire principal que constitue le bicentenaire de l'Acte constitutionnel est associé au fondement juridique de la province moderne de l'Ontario, et le 125^{e} anniversaire de la Confédération est l'anniversaire national le plus important depuis le centenaire du Canada en 1967. De la même façon, le bicentenaire de la première législature rappelle les événements historiques marquants des années 1790 et le rôle de premier plan joué par le lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe dans la création de notre système politique et juridique actuel. Les autres anniversaires de cette période, qu'ils soient importants pour l'ensemble de la province ou pour des

groupes particuliers et les collectivités locales, sont associés aux principaux événements de l'expérience collective ontarienne au cours des deux derniers siècles. La culture politique, le développement économique, le développement des collectivités et la diversité culturelle : autant d'éléments essentiels de l'histoire et de la réalité moderne de l'Ontario qui sont mis en valeur par les anniversaires de la période 1991-1993. Tous ces anniversaires nous rappellent notre identité et la route que nous avons parcourue jusqu'à ce jour.

Le public se demandait ce que la province entendait faire pour souligner les anniversaires de la période 1991-1993. Le premier ministre a donc constitué, le 7 novembre 1989, le Groupe d'étude sur les années du patrimoine, en le chargeant de recueillir les avis du plus grand nombre possible de groupes et de particuliers sur les programmes éventuels à mettre en place à l'échelon provincial pour souligner les anniversaires de cette période. Si le groupe d'étude déterminait que l'organisation de programmes spéciaux présentait de l'intérêt, il devait aussi faire des recommandations sur les rôles respectifs du gouvernement provincial et des collectivités locales. Il disposait de trois mois pour faire son travail, en collaboration avec le MCC.

Tel était le mandat du groupe d'étude. Il devait plus particulièrement étudier les documents existants sur les principaux anniversaires de la période 1991-1993, examiner les formules retenues ailleurs pour souligner des anniversaires analogues, consulter les autorités municipales et les milieux du patrimoine sur les possibilités de participation locale, indiquer diverses options de participation du gouvernement provincial et présenter des recommandations sur le rôle du gouvernement provincial.

Il n'avait pas pour mandat de recommander un budget pour les années du patrimoine, ni de suggérer des structures administratives pour les programmes recommandés. Essentiellement, le groupe d'étude devait se concentrer sur la recherche et consulter le public pour déterminer si les anniversaires de la période 1991-1993 étaient considérés importants; le cas échéant, il devait déterminer la façon de les commémorer.

En 1984, l'Ontario a célébré son bicentenaire officiel, pour souligner l'installation dans la province des loyalistes de l'Empire-Uni au cours des années 1780. Lors de nos rencontres dans les diverses régions de la province, nous n'avons jamais désapprouvé le choix de 1784 comme date du bicentenaire. Tout en reconnaissant l'importance de l'arrivée des loyalistes au cours des années 1780, nous avons souligné l'importance des dates des années du patrimoine et demandé si elles méritaient d'être commémorées. Nous n'avons pas suggéré la nécessité d'un deuxième bicentenaire — en fait, comme on le verra, la plupart des gens qui ont comparu devant nous ont repoussé cette idée — mais demandé plutôt s'il fallait faire quelque chose pour souligner les anniversaires imminents. Notre travail consistait à écouter et à garder l'esprit ouvert.

Notre participation au groupe d'étude a été pour nous un travail à la fois exigeant et stimulant. Nous avons rencontré un nombre considérable de gens dont on ne saurait trop souligner la fierté qu'ils éprouvent pour notre passé et la volonté de le préserver. Nous avons admiré des exemples magnifiques de notre patrimoine architectural, comme l'église de l'Assomption, à Windsor, le palais de justice de Niagara-on-the-Lake, l'hôtel de ville de Kingston et la maison Ermatinger à Sault Ste. Marie. Mieux encore, au cours de nos déplacements et de nos consultations, nous avons été fascinés par l'intérêt, la couleur et la richesse étonnante de notre histoire. Tout comme le Canada, l'Ontario n'est pas né de la révolution, et n'a pas été marqué par la guerre civile. Son histoire n'en est pas moins fascinante, tissée par des gens d'origines diverses qui ont lutté pour bâtir une société marquée par la liberté, l'ordre et la tolérance. Si nous connaissions déjà ces grandes lignes de notre histoire, notre participation au groupe d'étude nous a permis de mieux les comprendre et de mieux les apprécier.

Notre rapport *Les bâtisseurs de l'Ontario* présente le résultat de nos recherches et de nos conclusions. Il comprend cinq parties. La première partie décrit le travail du groupe d'étude. La deuxième partie présente les suggestions qui nous ont été faites par les particuliers et les groupes. La troisième partie porte sur l'étude des documents de recherche sur les anniversaires des années du patrimoine et montre comment ont été soulignés ailleurs des anniversaires analogues. La quatrième partie présente les principales conclusions du groupe d'étude, les options que peut choisir le gouvernement provincial et celles que nous préconisons. La cinquième partie présente une série de recommandations précises.

Le rapport comprend également trois annexes. L'Annexe A donne une liste des personnes qui nous ont rencontrés ou présenté un mémoire. L'Annexe B regroupe les projets de célébration qui ont été suggérés, selon diverses catégories (expositions, publications, etc.), avec les noms des auteurs des suggestions. L'Annexe C présente la liste des anniversaires préparée par le MCC.

La principale conclusion que nous tirons de cette vaste consultation auprès d'historiens, de représentants des organismes du patrimoine, des autorités municipales et de nombreux citoyens, c'est que le gouvernement provincial doit jouer un rôle dans la commémoration des anniversaires marquants des années du patrimoine. Il ne devrait cependant pas le faire en répétant les festivités de 1984, mais en coordonnant plutôt un ensemble modeste de programmes et d'événements axés principalement sur les initiatives locales. Ces programmes et événements ne devraient pas s'attacher surtout à la célébration du passé, mais à son observation attentive, et ils devraient avoir une valeur d'enseignement durable.

Le groupe d'étude est d'avis que la commémoration, dans l'optique recommandée, des anniversaires de la période 1991-1993 aura des effets positifs en favorisant la collaboration intergouvernementale et le tourisme en Ontario. Sur un autre plan, tout aussi important, elle favorisera une meilleure compréhension du passé, le renforcement de notre identité et l'élimination des barrières entre les différentes régions et les citoyens de l'Ontario. Ce dernier objectif, aujourd'hui plus que jamais, doit faire partie des priorités provinciales.

Nous tenons à remercier le premier ministre de la possibilité qu'il nous a donnée de servir comme membres du Groupe d'étude sur les années du patrimoine. Nous espérons qu'il trouvera utiles nos observations et recommandations.

L'Acte constitutionnel ou Canada Bill, a été adopté par la Chambre des communes en Grande-Bretagne, le 18 mai 1791. Le 6 juin, la Chambre des Lords adoptait le projet de loi en lui apportant des amendements, qui furent acceptés par la Chambre des communes le 7 juin, et le projet de loi reçut la sanction royale le 10 juin. Le 24 août, un décret du gouvernement britannique divisait le Québec en deux nouvelles colonies, le Haut-Canada et le Bas-Canada, et l'Acte constitutionnel entrait en vigueur le 26 décembre.

PREMIÈRE PARTIE
LE TRAVAIL DU GROUPE D'ÉTUDE

Officiellement constitué le 7 novembre 1989, le groupe d'étude n'a cependant commencé ses activités qu'avec l'arrivée de son personnel — un historien et un coordonnateur — à la fin de novembre. Jusqu'à la fin de février 1990, il a cherché à rejoindre le plus grand nombre possible de particuliers et d'organismes par le biais d'une importante campagne d'envois postaux, de rencontres organisées à son bureau de Queen's Park, à Toronto, et d'une tournée de visites de deux semaines dans la province. Simultanément, le groupe d'étude devait évaluer les travaux de recherches sur les anniversaires de la période 1991-1993, voir comment avaient été soulignés ailleurs des anniversaires analogues, et lire et évaluer les mémoires soumis. Le reste du temps fut consacré à répondre aux demandes téléphoniques et à renseigner les médias d'information.

Cette période de trois mois a été très active et fertile en événements. Dans la troisième partie du présent rapport, nous présentons les résultats de nos recherches sur les anniversaires de la période visée et les expériences réalisées ailleurs. La section suivante présente un compte rendu détaillé des rencontres tenues à Toronto et dans le reste de la province.

ENVOIS POSTAUX

Le groupe d'étude a tout de suite constaté que dans le délai imparti de trois mois, il lui serait impossible de se rendre dans toutes les localités de la province, mais qu'il pouvait se servir efficacement du service postal. À cette fin, nous avons envoyé des centaines de lettres pour informer le public de la création du groupe d'étude et lui demander son avis sur la façon de souligner les anniversaires des années du patrimoine.

En tout, quelque 2 100 lettres ont été envoyées en deux mois, ce qui n'est pas une mince tâche, soit dit en passant, pour un effectif de quatre personnes. Les destinataires de ces lettres étaient des plus variés : historiens éminents, municipalités et cantons, conseils d'écoles publiques et d'écoles séparées, CCLCA (comités consultatifs locaux pour la conservation de l'architecture), musées, musées d'art, archives, sociétés historiques, organismes de conservation du patrimoine, organismes multiculturels, organismes représentant les autochtones, les francophones et d'autres groupes culturels, et les députés provinciaux et les ministres du Conseil des ministres. Il n'est pas étonnant, compte tenu du rythme accéléré des envois postaux, que des personnes et organismes aient été oubliés par mégarde. Mais nous sommes convaincus que nos envois postaux ont couvert l'ensemble de la province.

Nous n'avons jamais pensé recevoir un mémoire de chacune des personnes rencontrées, et nos correspondants n'avaient que quelques semaines pour répondre à nos lettres, en raison des délais accordés. Cela étant dit, nous avons quand même

reçu près de 200 mémoires, dont un bon nombre provenaient non seulement de particuliers, mais aussi d'organismes et de groupes importants comme les suivants : Ontario Heritage Alliance, l'Association des musées de l'Ontario, le Conseil ontarien des archives, l'Association of Ontario Archivists, Chiefs of Ontario, la Société historique de l'Ontario, l'Ontario Genealogical Society, le Carrefour francophone, la Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie, la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario et le Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario. Lors de la rédaction du rapport, d'autres mémoires nous arrivaient tous les jours, ce qui devrait se poursuivre sans doute pendant quelques semaines. Nous avons également reçu des dizaines d'appels téléphoniques de personnes demandant un complément d'information et, dans bien des cas, présentant des suggestions.

RÉUNIONS À TORONTO

Le groupe d'étude a organisé trente rencontres à son bureau de Queen's Park avec des particuliers et des organismes intéressés. Nous avons ainsi rencontré d'éminents historiens comme J.M.S. Careless et John Webster Grant; des représentants de la Société historique de l'Ontario; des représentants de la Série d'études historiques sur l'Ontario; l'agent général de l'Ontario au Royaume-Uni, Thomas L. Wells, et d'autres hauts fonctionnaires de la Maison de l'Ontario à Londres; des représentants de Célébrations Montréal, organisme chargé de la planification du 350e anniversaire de Montréal, en 1992; Harris Boyd, du Secrétariat d'État du Canada, responsable fédéral de la planification du 125e anniversaire de la Confédération; des hauts fonctionnaires du ministère des Richesses naturelles de l'Ontario; T. Cuyler Young, directeur du Musée royal de l'Ontario; et des responsables du Musée d'art de l'Ontario.

Nous avons aussi rencontré à Toronto des représentants de différents secteurs des groupes de conservation du patrimoine et de la société ontarienne, notamment les personnes suivantes : Shiu Loon Kong, président du Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario, et Henry McErlean, coordonnateur général du Conseil; Scott James, administrateur délégué, et Margaret May, coordonnatrice de projets, de la Commission historique de Toronto; Ian Wilson, archiviste de l'Ontario; Mark Krasnick, directeur général, et David McNab, directeur des négociations communautaires, région Ouest, du Secrétariat aux affaires autochtones; G. Ramsay Cook, directeur général, et Robert L. Fraser, rédacteur principal, du *Dictionary of Canadian Biography*; Beverly Polowy, présidente, et Margaret Wilson, secrétaire-trésorière, de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario; des représentants de la Ontario Genealogical Society; Sylvia Thompson, Chiefs of Ontario; Barbara L. Craig, présidente du Conseil ontarien des archives; Margaret May, présidente, Jan Schroer, directrice générale, et Paul Martinovich, directeur des communications, de l'Association des musées de l'Ontario; Bob Watts, de la Union of Ontario Indians; Sue-Ellen Boyes et Laura Arseneau, du Musée McMichael; et Richard Alway, président de la Fondation du patrimoine ontarien.

Nous sommes convaincus que toutes ces rencontres ont été intéressantes et utiles. Trois d'entre elles méritent cependant une mention particulière : il s'agit de nos rencontres avec l'agent général Thomas L. Wells et d'autres hauts fonctionnaires de la Maison de l'Ontario, à Londres; avec les représentants de Célébrations Montréal; et avec les hauts fonctionnaires du ministère des Richesses naturelles.

Maison de l'Ontario

Lors d'une rencontre, le 9 janvier, l'agent général Thomas Wells et les hauts fonctionnaires Graham Wiffin (attaché culturel) et George Hutchison (directeur des affaires publiques), de la Maison de l'Ontario, à Londres, nous ont remis un mémoire soulignant d'emblée que les années du patrimoine constituaient "une occasion remarquable d'organiser au Royaume-Uni des activités qui permettraient de renforcer les liens culturels et historiques entre l'Ontario et le Royaume-Uni et de rehausser l'image de marque de l'Ontario en Grande-Bretagne". Dans cette optique, le mémoire énumérait 32 suggestions de projets, dont un grand nombre axés sur la vie du lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe.

Voici quelques exemples de projets suggérés dans le mémoire de la Maison de l'Ontario : célébrations dans le sud-ouest de l'Angleterre, axées sur Wolford (où sont ensevelis Simcoe, son épouse et cinq de leurs enfants) et comportant des projets spéciaux dans les écoles, musées et bibliothèques de Devon et Cornwall; désignation d'une piste historique Simcoe, avec apposition de plaques dans les localités du sud-ouest de l'Angleterre qui sont associées à la vie de Simcoe; spectacles solos par un acteur ontarien représentant Sir John A. Macdonald; célébration commémorative à la Chambre des communes de Londres, à laquelle participeraient le premier ministre et des dignitaires du gouvernement de l'Ontario; proclamation de la Semaine de l'Ontario à Londres, en 1991; échanges d'élèves entre le sud-ouest de l'Angleterre et l'Ontario, à partir de concours de rédaction; promotion de voyages spéciaux par des agences du Royaume-Uni en vue de favoriser la venue en Ontario de touristes britanniques au cours des années 1991-1993; exposition culturelle itinérante illustrant les liens culturels et historiques qui unissent l'Ontario et le Royaume-Uni. L'agent général et ses fonctionnaires désirent offrir toute l'aide nécessaire pour faire de ces années du patrimoine un succès "de part et d'autre de l'Atlantique".

Célébrations Montréal

Le groupe d'étude a rencontré des représentants de Célébrations Montréal le 17 janvier. Nous avons constaté avec surprise — et un peu d'inquiétude — que les responsables montréalais sont très avancés dans leur planification du 350^{e} anniversaire de Montréal. La Corporation des célébrations du 350^{e} anniversaire de Montréal (1642-1992) travaille depuis environ un an et dispose d'un effectif à temps plein de 12 personnes. Son budget actuel est de 3 500 000 $ (subvention de la ville) et elle prévoit un budget de 54 000 000 $ pour les trois prochaines années (provenant de la ville, de la province, du gouvernement fédéral et du secteur privé). François Gagnon et Marcel Tremblay, représentants de l'organisme, nous ont expliqué que le rôle de la Corporation consiste à encourager la réalisation de programmes et d'activités par divers groupes et à offrir des conseils et des crédits

d'amorçage pour ces programmes et activités, le financement principal étant assuré par tous les paliers de l'administration et le secteur privé. Ils ont également souligné que la Corporation ne demande pas mieux que d'organiser des projets conjoints avec l'Ontario en 1992. Les possibilités suivantes ont été suggérées : tournée des forts historiques de l'Ontario, en 1992, par les Troupes franches de la marine, suivie par un rassemblement des garnisons de l'Ontario à Montréal, en 1992; érection d'un pavillon de l'Ontario à Montréal, dans le cadre des célébrations du 350e anniversaire.

Ministère des Richesses naturelles

Nous avons rencontré le 25 janvier des hauts fonctionnaires du ministère des Richesses naturelles, soit le responsable de la Direction des parcs et loisirs, Norm Richards, et l'agent d'élaboration des politiques, Mark Garscadden. Nous avons été impressionnés par l'ampleur des plans du ministère pour la célébration du centenaire du parc Algonquin, qui est à l'origine du réseau de parcs provinciaux. Le projet principal du ministère, dont la réalisation commencera au printemps et sera achevée en 1993, porte sur la construction d'un musée et d'un centre d'information au parc Algonquin. Le ministère entend aussi procéder à une restauration importante de tous les parcs provinciaux, créer deux nouveaux parcs en 1993 et faire adopter, également en 1993, une nouvelle Loi sur les parcs provinciaux. Un document général préparé par le ministère énumère une gamme extraordinaire de suggestions de projets — qui vont de la publication d'un ouvrage illustré sur le réseau de parcs jusqu'à l'organisation de journées de randonnées pédestres, de festivals et de conférences — et indique l'intention du ministère de recourir en grande partie au secteur privé pour financer ses initiatives du centenaire.

TOURNÉE DE VISITES

Notre tournée de l'Ontario s'est déroulée en trois étapes. Nous avons d'abord commencé par Ottawa, les 10, 11 et 12 janvier. Nous avons ensuite passé quelques semaines à tenir des réunions à Toronto. Nous avons repris la route le 5 février, et visité Windsor, London, Kitchener, Hamilton, Niagara-on-the-Lake, Kingston, Peterborough et Lindsay. Après une visite à Barrie, nous avons ensuite pris la route du Nord et visité Sudbury, Sault Ste. Marie et Thunder Bay, avant de revenir à Toronto le vendredi 15 février.

Le temps imparti ne nous permettait pas de visiter toutes les collectivités de la province. Pour favoriser la plus grande participation possible, nous avons considéré chacune des villes visitées comme un centre régional, et invité à nous rencontrer les gens des régions avoisinantes. C'est ainsi que la population de Chatham fut invitée à Windsor, celle de St. Catharines à Niagara-on-the-Lake, celle de Brockville à Kingston, etc.

Pour que nos invitations parviennent à l'ensemble des particuliers et organismes intéressés de chaque collectivité, nous avons pu compter sur la collaboration des bureaux régionaux du MCC, des bureaux des circonscriptions électorales des députés de tous les partis, ainsi que, dans le cas de Windsor, sur les efforts extraordinaires de Mark Walsh, président de la Southwestern Ontario Archivists

Association. Nous avons ainsi été en mesure de communiquer avec tous les citoyens intéressés. Pour leur aide en cette matière, ainsi que pour leur collaboration sur des questions plus terre-à-terre comme l'hébergement et les salles de réunion, nous tenons à les remercier chaleureusement.

Ottawa

La première partie de notre tournée nous a menés à Ottawa, les 10, 11 et 12 janvier, où nous avons reçu un accueil de bon augure. Le premier jour, nous avons rencontré des représentants du ministère de la Défense nationale; Jean Pigott, présidente de la Commission de la capitale nationale, et deux hauts fonctionnaires de la Commission; et Victor Suthern, directeur du Musée canadien de la guerre. Le lendemain, nous avons rencontré le maire d'Ottawa, James Durrell, et David O'Brien, chef de l'administration de la ville; les historiens Duncan McDowall, Blair Neatby, Stan Mealing et Keith Johnson; et un fonctionnaire du Musée canadien des civilisations. Le dernier jour, nous avons rencontré Michael Swift, archiviste national adjoint, et Richard Huyda, directeur des programmes publics, des Archives nationales du Canada; des représentants du Musée de Nepean; Andrew Haydon, président du conseil de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton; et le président et secrétaire-trésorier des comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry.

Windsor

Notre visite dans le sud de l'Ontario au cours de la première semaine de février a commencé par une chaleureuse réception à Windsor, qui nous a laissé un souvenir impérissable. À notre arrivée, le 5 février, à midi, le maire John Millson nous accueillait à un déjeuner au manoir historique Willistead. Par la suite, Mark Walsh nous a guidés dans une visite brève, mais fascinante de quelques lieux historiques importants de Windsor, dont le clou a sûrement été notre visite de l'église de l'Assomption, dans la paroisse catholique la plus ancienne de l'Ontario. Le reste de l'après-midi, de 14 h 30 à 17 h, a été consacré à des audiences au Mackenzie Hall. Les intervenants se sont suivis toutes les dix minutes, notamment les suivants : le maire John Millson et la conseillère Sheila Wisdom, le Groupe d'étude du patrimoine de Windsor, le Conseil multiculturel de Windsor et du comté d'Essex, la Bibliothèque publique de Windsor, le Conseil du patrimoine du Sud-Ouest, la Windsor Black Coalition, le Can-Am Indian Friendship Centre et le North American Black History Museum.

Nous avons constaté que Windsor s'intéresse vivement aux années du patrimoine, comme en témoigne la requête qui nous a été présentée par le maire de considérer Windsor comme le point de départ de toutes les célébrations du patrimoine qui seront organisées. Cette requête est fondée sur le fait que Windsor est la région de peuplement continu la plus ancienne de la province, les premiers colons y étant arrivés en 1749, et sur son emplacement géographique à l'extrémité ouest de la route 401, qui en fait le point d'accès aux États-Unis et, par les Grands Lacs, à la région nord de l'Ontario. Un comité a déjà été constitué pour planifier le centenaire de la ville de Windsor, en 1992, et les citoyens désirent ardemment commencer à planifier leur participation aux commémorations du patrimoine.

London, Kitchener et Hamilton

Après Windsor, nous avons visité London. Le soir du 5 février, nous avons présenté un bref mémoire au conseil municipal. Le lendemain matin, nous avons notamment rencontré à l'hôtel de ville Nancy Poole, du Musée d'art régional et du Musée historique de London, Dean Jacobs, du Centre du patrimoine de Walpole Island, et un représentant de la Fondation du patrimoine de London. London célébrera son bicentenaire en 1993 — son emplacement a été choisi par Simcoe en 1793 — et comme dans le cas de Windsor, un comité a été constitué pour planifier les célébrations de cet anniversaire.

Nous étions ensuite à Kitchener l'après-midi du 6 février, et à Hamilton le matin du 7 février. À Kitchener, nous avons rencontré des représentants des Amis de la bibliothèque, Université de Waterloo; les professeurs Gerald Stortz et Ken McLaughlin, du Collège St. Jerome, Université de Waterloo; et Susan Hoffman, de la Société historique de Waterloo. À Hamilton, nous avons notamment rencontré le maire Robert Morrow, Barbara Teatero, du Musée Joseph Brant de Burlington, Mel Bailey, du *Dictionary of Hamilton Biography*, Brian Henley, du *Hamilton Spectator*, et des représentants du CCLCA de Hamilton. Le maire s'est montré intéressé à constituer un comité des années du patrimoine, en vue de commencer à planifier les commémorations locales.

Niagara-on-the-Lake

On avait également fait les choses en grand à Niagara-on-the-Lake. Ici aussi, nous avons été conviés à un déjeuner officiel, au cours duquel le maire Stan Ignatczyk et plusieurs représentants des groupes du patrimoine ont attiré notre attention sur certains problèmes. Essentiellement, ce n'est pas la ville de Niagara-on-the-Lake, mais la province qui retire le plus d'avantages des revenus qui proviennent de ce centre touristique : la province obtient la part du lion par le biais de la taxe de vente, et les maigres revenus de la ville lui viennent de la taxe foncière sur les établissements commerciaux. Contrairement aux autres centres touristiques, Niagara-on-the-Lake ne peut élargir son assiette d'imposition commerciale et industrielle, car elle détruirait ainsi ses attraits historiques. Le maire et ses collègues suggèrent une solution possible : que la province envisage la possibilité de faire de Niagara-on-the-Lake un district du patrimoine, qui serait ainsi admissible à des subventions spéciales.

Après le déjeuner, nous avons entendu plusieurs intervenants, notamment des représentants des Amis de Fort George, du CCLCA de Niagara-on-the-Lake, de la Société historique et du Musée de Niagara, des St. Catharines and District United Empire Loyalists, du Comité de la Fête du Canada et de l'Église épiscopale méthodiste britannique de St. Catharines. Plusieurs de ces intervenants faisaient partie d'un comité spécial constitué par la ville sur la participation de Niagara-on-the-Lake à la commémoration des années du patrimoine. Le projet qui retient le plus l'attention est l'organisation d'une cérémonie spéciale pour commémorer la tenue, en 1792, de la première législature à Newark, nom original de Niagara-on-the-Lake.

Kingston

Le 8 février, nous étions à Kingston, où des plans sont déjà en cours pour la commémoration d'anniversaires locaux importants au cours de la période 1991-1993 : bicentenaire de la Cathédrale St. George, où eut lieu l'assermentation, en 1792, de Simcoe et des membres de son Conseil exécutif; 150e anniversaire (1991) du choix de Kingston comme siège du Parlement des Canadas unis; 150e anniversaire (1991) de l'Université Queen's; centenaire (1991) du décès de Sir John A. Macdonald.

Nos rencontres à Kingston ont ressemblé à celles organisées à Windsor et à Niagara-on-the-Lake : des mémoires furent présentés toutes les vingt minutes au cours de l'après-midi, par des intervenants profondément attachés à l'histoire de leur localité. Nous avons notamment entendu la mairesse, Helen Cooper; Margaret Angus, historienne; Bill Fitsell, directeur du Temple de la renommée et du Musée international de hockey; Claude Bordeleau, du Groupe d'histoire et de généalogie des Mille-Îles; et des représentants de la police de Kingston, qui célèbre son 150e anniversaire (1991), du Comité du bicentenaire de la Cathédrale St. George, de la Société historique de Kingston et de la Société historique du district de Brockville.

Peterborough et Lindsay

Le lendemain, 9 février, nous étions à Peterborough, où une splendide réception nous attendait. Sylvia Sutherland, mairesse de la ville, nous informa qu'à la réception de notre lettre, elle avait invité les citoyens et les fonctionnaires de la ville à siéger à un comité chargé de planifier à l'échelon local les années du patrimoine. Parmi les autres intervenants entendus, citons Doug Armstrong, directeur de l'administration du comté de Peterborough; Elwood Jones, historien, de l'Université Trent; Alda Whitfield, préfet du canton de North Monaghan; Ken Armstrong et Robert Fenton, du Adam Scott Collegiate; et des représentants de la Société historique de Peterborough, du YWCA de Peterborough (qui célèbre son centenaire en 1991), du CCLCA de Peterborough, et du Musée du centenaire et des Archives de Peterborough.

Nous avons quitté Peterborough pour nous rendre à Lindsay, où nous avons notamment rencontré le maire de la ville, Lorne Chester, le président du conseil de comté de Victoria, Frank Poole, le sous-préfet de Lindsay, Kay Hick, Jamie Morris, de la Société historique du comté de Victoria, et Verne C. Graham, du CCLCA des cantons de Anson, Hindon et Minden.

Barrie

L'arrêt suivant nous amena à Barrie, le 12 février, où nous avons également rencontré au cours de l'après-midi divers représentants de groupes, notamment des suivants : le Musée du comté de Simcoe, l'Association historique du comté de Simcoe, le Comité du patrimoine de Barrie, le CCLCA de Barrie, la Société historique de Tecumseh et West Gwillimbury, le Festival Leacock du patrimoine, Festivals Ontario et les Parcs historiques de la Huronie (Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons et les Établissements navals et militaires de Penetanguishene).

Sudbury et Sault Ste. Marie

Nous avons achevé notre visite en nous dirigeant vers le Nord. Nous étions à Sudbury le 13 février, où nous avons visité Science Nord, avant de rencontrer le maire, Peter Wong, Thérèse Boutin, du Théâtre du Nouvel-Ontario, l'historien local Gary Peck, et David White, personnage éminent qui est membre de plusieurs organismes autochtones.

Le 14 février, nous quittions Sudbury pour nous rendre à Sault Ste. Marie, qui nous a aussi laissé des souvenirs marquants. Des mémoires nous furent présentés par plusieurs intervenants, notamment Judy McGonigal, du musée local; Willy Eisenbichler, du Comité du patrimoine de Sault Ste. Marie; Mary Capstick, du Conseil des arts de Sault Ste. Marie; Suzanne Curran et Cher Leveille, de Hospitality and Travel Sault Ste. Marie; Solange Fortin et Daniel St-Jean, du Centre francophone; et le professeur Don Jackson, de l'Université Algoma.

Le professeur Jackson nous a raconté l'histoire captivante du chef Shingwauk, qui persuada le lieutenant-gouverneur John Colborne, dans les années 1830, de créer dans la région un établissement scolaire pour autochtones, précurseur des internats anglicans qui se multiplièrent par la suite en Ontario. Situant cet épisode dans le contexte général de l'histoire des autochtones en Ontario, le professeur Jackson a fait ressortir la richesse de l'expérience des autochtones et la nécessité de renforcer les liens avec les autochtones. En conclusion, il a souligné que des membres de la collectivité locale et régionale autochtone, en collaboration avec le personnel et les élèves de l'ancienne école Shingwauk et de l'Université Algoma (située sur le campus Shingwauk), prévoient organiser une réunion des anciens de l'école Shingwauk, en 1991, pour marquer le 160^{e} anniversaire de l'école. Il a indiqué que cette commémoration, dont le thème illustrerait 160 années d'éducation interculturelle dans la région d'Algoma, serait un projet tout indiqué pour les années du patrimoine.

Thunder Bay

Dernier arrêt : Thunder Bay, le 15 février. Nous y avons rencontré notamment le maire, Jack Masters; Taina Hordy, directrice du Centre multiculturel de Thunder Bay; Fran Caddo, du Conseil régional des arts de Thunder Bay; Patricia Vervoort, du CCLCA de Thunder Bay; Madge Chan, de l'Association multiculturelle du Nord-Ouest de l'Ontario; et un représentant de l'Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario.

Nous avons quitté Thunder Bay pour revenir à Toronto, où nous avons tenu nos dernières rencontres.

Rétrospective

Si nous jetons un regard rétrospectif sur ces visites, nous pouvons dire sans hésitation que nous avons atteint notre but et rencontré le plus grand nombre possible de citoyens intéressés pour en recevoir les avis éclairés. À cet égard, nous pensons que nos efforts ont été couronnés d'un succès sans réserve, tant par le nombre de personnes rencontrées que par la qualité des mémoires et exposés présentés.

Nous avons surtout été touchés par la détermination et l'enthousiasme manifestés pour la conservation du patrimoine dans toutes les régions de la province. Dans tous les endroits visités, nous avons entendu des citoyens évoquer avec passion et compétence l'histoire de leur collectivité locale et de l'Ontario. Nous n'oublierons jamais l'éloquence avec laquelle Helen Smith nous a raconté le rôle de son église, l'Église épiscopale méthodiste britannique de St. Catharines, qui a servi de refuge aux esclaves fugitifs. Nous garderons aussi le souvenir de Ken McLaughlin, du Collège St. Jerome, qui a joué un rôle important pour sensibiliser les gens à l'histoire locale dans la région de Kitchener; de Don Jackson, de Sault Ste. Marie, qui nous a tenus sous le charme en nous racontant l'histoire du chef Shingwauk et des autochtones; de Margaret Angus, de Kingston, qui a consacré la plus grande partie de sa vie, simplement et sans éclat, à l'étude et à la conservation de notre histoire... et d'un grand nombre d'autres intervenants.

Notre tournée nous a convaincus davantage que les personnes qui habitent l'Ontario constituent sa plus importante ressource.

DEUXIÈME PARTIE
POINTS DE VUE DES PARTICIPANTS

Les consultations organisées par le groupe d'étude ont clairement fait ressortir deux points. Tout d'abord, ceux qui nous ont rencontrés ou présenté un mémoire s'intéressent énormément aux années du patrimoine et sont largement en faveur d'une commémoration de ces anniversaires — et de l'ensemble de l'histoire de la province — par le gouvernement provincial et les collectivités locales, au moyen de divers programmes. En deuxième lieu, rares sont ceux qui aimeraient une répétition du bicentenaire de 1984, avec ses feux d'artifice, ses réceptions et ses défilés. De façon générale, on estime que les programmes devraient entraîner des coûts modestes, être axés principalement sur les initiatives locales et présenter un intérêt durable.

Nous résumons ci-après ce que nous avons entendu lors de la présentation des mémoires et exposés, notamment l'importance du soutien accordé aux initiatives éventuelles des années du patrimoine, et les raisons pour lesquelles les participants aux consultations estiment que les anniversaires de la période 1991-1993 devraient être célébrés. Nous présentons aussi les points de vue du public sur ce que devrait être la nature de ces célébrations, et quelques-unes des suggestions qui nous ont été faites concernant les projets qui pourraient être réalisés à l'échelon local et provincial au cours de cette période.

ENTHOUSIASME POUR LES ANNÉES DU PATRIMOINE

Dans un mémoire présenté au groupe d'étude à Peterborough, le 9 février, Elwood Jones, historien, Université Trent, souligne que les anniversaires de cette période donnent aux Ontariens la chance de mieux connaître leur passé. Décrivant le passé comme «une terre étrangère», où «les façons de faire sont différentes», Jones estime qu'il est possible «avec la formule appropriée, en ayant peut-être recours à un gouvernement réceptif comme agent de voyage, de visiter cette terre, peut-être même en première classe. La commémoration du passé ouvre des fenêtres sur la vie, les coutumes, les croyances et les interactions de ceux qui nous ont précédés. Les années du patrimoine offrent à tous l'occasion d'ouvrir des fenêtres sur le passé. Le gouvernement peut jouer un rôle important pour faciliter une meilleure connaissance de cette terre étrangère, qui ne peut qu'enrichir l'expérience de tous».

D'autres pensent comme le professeur Jones. Dans une lettre au groupe d'étude, datée du 6 février, le professeur Harry Turner, de l'Université McMaster, spécialiste de l'histoire du Canada et auteur d'un ouvrage qui paraîtra bientôt sur l'histoire du Haut-Canada, écrit ce qui suit : «Il n'est pas nécessaire d'entreprendre des choses qui auraient l'envergure des célébrations de 1984. Des projets plus modestes, axés sur les anniversaires les plus importants, seraient cependant non seulement justifiables, mais présenteraient un grand intérêt public. Nous vivons à une époque où nous sommes obnubilés par le présent. Le rappel du passé collectif de l'Ontario pourrait contribuer à restaurer un certain équilibre.»

Ce ne sont là que deux témoignages d'appui à l'idée de commémorer d'une façon ou d'une autre les années du patrimoine. Mais il y en a beaucoup d'autres. *Tous ceux* qui ont comparu devant le groupe d'étude estiment que les anniversaires de la période 1991-1993 ont une importance primordiale pour l'Ontario et ne peuvent passer inaperçus. Un grand nombre ont également félicité le premier ministre pour avoir envisagé ce projet et mis sur pied le groupe d'étude pour recueillir les avis du public. Un représentant de la Société historique de Kingston a souhaité que le gouvernement fédéral accorde autant d'importance à notre histoire — et à la nécessité de consulter les collectivités locales sur les sujets d'importance historique. En outre, sur les quelque 200 mémoires reçus par le groupe d'étude, *trois* seulement ont mis en doute le bien-fondé de la commémoration des anniversaires de cette période.

L'enthousiasme manifesté pour la commémoration des principaux anniversaires de notre histoire est également confirmé par les plans mis en oeuvre pour célébrer les différents anniversaires locaux au cours de la période 1991-1993. Tel qu'indiqué précédemment, Windsor planifie déjà la célébration de son centenaire en 1992; London a mis sur pied un comité chargé d'organiser les célébrations de son bicentenaire en 1993; Niagara-on-the-Lake a également un comité chargé de planifier des manifestations spéciales à l'occasion des années du patrimoine; et Kingston planifie déjà les célébrations du centenaire du décès de Sir John A. Macdonald, du 150^{e} anniversaire de la convocation du Parlement des Canadas unis, du bicentenaire de la Cathédrale St. George, etc. Nous avons également souligné la décision de la mairesse de Peterborough, Sylvia Sutherland, de constituer un comité des années du patrimoine chargé d'organiser des commémorations locales, et la décision du maire de Hamilton, Robert Morrow, d'en faire autant.

La décision des municipalités locales de constituer des comités d'organisation de ces célébrations soulève un autre point important : l'appui aux initiatives de célébration du patrimoine ne vient pas seulement des groupes de conservation du patrimoine. Les autorités municipales de Windsor, London, Niagara-on-the-Lake, Kingston, Peterborough et Hamilton ont à coeur, autant que les membres des CCLCA, des sociétés historiques et des autres groupes de conservation du patrimoine, de célébrer les anniversaires de la période 1991-1993. Il en va de même dans d'autres villes qui n'ont pas encore prévu de célébrations pour l'instant. Le maire d'Ottawa, James Durrell, le président du conseil de la Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, Andrew Haydon, et Jean Pigott, de la Commission de la capitale nationale, appuient fermement l'élaboration de programmes pour les années du patrimoine. Les maires de Sudbury et Thunder Bay, Peter Wong et Jack Masters, ont aussi indiqué qu'ils apporteraient leur collaboration si la province décidait de réaliser des projets pour commémorer les anniversaires de cette période.

C'est également la position prise par d'autres groupes qui ne s'intéressent pas directement au patrimoine — comme les autochtones, les francophones et les organismes multiculturels. Bob Watts, de la Union of Ontario Indians, Dean Jacobs, du Centre du patrimoine de Walpole Island, le Can-Am Indian Friendship Centre de Windsor, le Carrefour francophone, le Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario, le Centre francophone de Sault Ste. Marie,

l'Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario : autant d'organismes qui ont clairement indiqué que les années du patrimoine devaient être commémorées de façon particulière, et qu'ils étaient disposés à apporter leur collaboration.

De toute évidence, ils sont nombreux en Ontario ceux qui désirent vivement élaborer rapidement des plans pour faire en sorte que les années du patrimoine ne passent pas inaperçues. Ils ont des idées différentes sur la nature des projets à réaliser, mais tous s'entendent sur un point capital : les anniversaires de la période 1991-1993 doivent être commémorés par les collectivités locales et le gouvernement provincial.

RAISON D'ÊTRE DES ANNÉES DU PATRIMOINE

De l'avis du groupe d'étude, l'enthousiasme manifesté pour les années du patrimoine s'explique par plusieurs facteurs. Il y a tout d'abord un intérêt marqué pour l'histoire et le patrimoine, tant pour leur valeur intrinsèque que parce qu'ils permettent de renforcer notre identité. Il y a aussi la conviction que la commémoration de ces anniversaires et l'approfondissement de notre passé nous sensibiliseront davantage aux questions du patrimoine et à sa conservation. Enfin, en nous permettant de mieux nous connaître les uns les autres, les années du patrimoine contribueront à rapprocher les citoyens de l'Ontario.

Importance du patrimoine

Comme nous l'avons déjà souligné, les personnes que nous avons entendues éprouvent une grande fierté pour le passé de l'Ontario, plus particulièrement l'histoire de leur propre milieu. Cet attachement à notre histoire était plus manifeste à Windsor, Niagara-on-the-Lake et Kingston, mais nous l'avons aussi constaté partout. Les musées, les musées d'art, les sociétés historiques, les CCLCA et autres organismes de conservation du patrimoine de l'Ontario n'existeraient tout simplement pas sans la détermination des milliers de citoyens qui ont à coeur la conservation de notre patrimoine.

Les raisons de cet intérêt sont rarement exprimées, car c'est un sujet sur lequel il est souvent difficile de s'expliquer. Pourtant, certains intervenants ont cherché à nous dire pourquoi l'histoire est importante pour eux — et devrait l'être pour tous. Selon la mairesse de Peterborough, Sylvia Sutherland, la commémoration des dates historiques est importante en ce qu'elle nous fait «mieux connaître notre passé, les événements et les personnes qui ont contribué à façonner cette province et nos diverses collectivités». Ce point de vue était aussi celui du professeur Elwood Jones, de l'Université Trent, qui estime que les années du patrimoine «permettront aux citoyens de l'Ontario de mieux comprendre notre passé, de nous sensibiliser à la diversité de nos origines, de mettre en commun notre vision et nos réalisations, et de voir ce que pensaient nos prédécesseurs et comment ils prenaient des décisions sur des questions simples ou complexes».

Selon Sutherland et Jones, la connaissance de notre passé peut nous aider à mieux comprendre le chemin que nous avons parcouru et la route que nous allons suivre. Ce sens de l'identité et de l'orientation est très précieux dans un monde fragmenté en évolution rapide, où nous nous sentons trop souvent déracinés et distants les uns des autres. *Personne ne comprend mieux* ce phénomène que ceux qui s'intéressent à la conservation du patrimoine. Plusieurs nous ont dit que la conservation de notre passé et la sensibilisation à notre patrimoine devraient être l'une des grandes priorités du gouvernement, car si nous oublions notre histoire, nous perdrons notre âme. Allan Anderson, historien et président de la Société historique de Tecumseh et West Gwillimbury, a abordé ce thème avec passion, affirmant que «rien ne peut être plus important que de consacrer des fonds au patrimoine et à l'histoire».

C'est aussi ce qu'a fait observer, mais de façon différente, Richard Alway, président de la Fondation du patrimoine ontarien. Constatant que l'on est de plus en plus inquiet au Canada de la perte du sens de notre identité, Alway estime que si l'Ontario décidait de commémorer les anniversaires des années du patrimoine, ce serait là une contribution modeste mais positive pour nous aider à nous rappeler nos racines.

Les liens qui existent entre la connaissance de notre histoire et notre connaissance de nous-mêmes expliquent le soutien enthousiaste apporté de façon générale aux initiatives pour la célébration du patrimoine. Robert Fraser, du *Dictionary of Canadian Biography*, nous a indiqué qu'il était indispensable de souligner ces anniversaires, pour la simple raison que «nous devons profiter de toutes les occasions possibles qui se présentent de mieux faire connaître le patrimoine ontarien». Ce point de vue est notamment partagé par Michael Baker, de la Fondation du patrimoine de London, Susan Hoffman, de la Société historique de Waterloo, Nina Chapple, du CCLCA de Hamilton, Su Murdoch, des Archives du comté de Simcoe, Taina Hordy, du Centre multiculturel de Thunder Bay, et de bien d'autres. Cet appui général aux projets de commémoration des anniversaires de la période 1991-1993 s'explique par la conviction profonde que ces projets nous permettront de mieux comprendre notre passé, et ainsi de mieux nous connaître. En conséquence, ce serait une erreur impardonnable de ne pas en tenir compte.

Préoccupations des milieux du patrimoine

Dans un mémoire présenté au groupe d'étude à Windsor, le 5 février, le Groupe d'étude du patrimoine de Windsor, représentant la Société historique du comté d'Essex, la section du comté d'Essex de l'Ontario Genealogical Society, et la Southwestern Ontario Archivists Association, a évoqué les principaux problèmes des organismes de conservation du patrimoine. Soulignant que les subventions aux activités du patrimoine étaient lamentablement insuffisantes et que les amendements apportés à la *Loi sur la Société des loteries de l'Ontario* auront pour effet «de détourner des fonds affectés à la culture et aux loisirs au profit de la santé et d'autres priorités plus malléables», le Groupe d'étude du patrimoine de Windsor a évoqué la crise qui touche les "infrastructures du patrimoine". En raison d'un sous-financement chronique, «les archives locales, les musées et les bibliothèques

arrivent mal à répondre à la demande concernant l'accès au patrimoine local et à son interprétation». En outre, des sites archéologiques importants sont détruits tous les jours, et le patrimoine documentaire de la province risque également d'être perdu à jamais en raison de l'absence d'un réseau régional d'archives régionales. De l'avis du groupe, on ne peut qu'en tirer la conclusion suivante : «Le manque d'attention aux préoccupations concernant le patrimoine, l'intérêt réduit accordé aux programmes de financement du patrimoine — en d'autres termes, l'absence de collaboration véritable entre la province, les autorités locales et le secteur privé a eu pour effet de réduire considérablement la possibilité de rassembler, conserver, interpréter et rendre accessible le patrimoine ontarien.»

En vue de résoudre ces problèmes, le Groupe d'étude du patrimoine de Windsor a présenté plusieurs recommandations. Certaines portent sur une gamme variée de nouveaux programmes de financement; d'autres concernent l'élaboration de nouveaux programmes-cadres sur l'histoire locale dans les écoles, l'inclusion d'un volet archéologique dans les études environnementales, et la désignation de certaines régions de la province comme régions cibles pour la conservation du patrimoine. Le groupe estime que ces mesures «visent à offrir au passé de l'Ontario un avenir plus assuré».

D'autres ont exprimé des inquiétudes analogues, sans cependant le faire de façon aussi approfondie. Plusieurs ont souligné la nécessité d'un réseau d'archives régionales, notamment Su Murdoch, des Archives du comté de Simcoe, et Elwood Jones, de l'Université Trent. Ian Wilson, archiviste de l'Ontario, a présenté un plaidoyer éloquent en faveur de la construction d'un nouvel immeuble pour abriter les archives provinciales, soulignant qu'en raison de l'état déplorable de l'immeuble actuel, le patrimoine de la province court le danger d'être détruit. Barbara Craig, présidente du Conseil ontarien des archives, a fait observer que les archives locales ne reçoivent aucune aide provinciale et qu'il est important de remédier le plus tôt possible à cette situation. L'Association des musées de l'Ontario recommande instamment l'augmentation des subventions provinciales de fonctionnement aux musées locaux, dont la survie quotidienne est difficile.

D'autres questions ont été soulevées par les représentants des CCLCA. Comme bien d'autres, ils ont rappelé l'urgence d'adopter une loi plus sévère sur les biens culturels. Autrement, les bâtiments historiques en Ontario continueront de tomber sous les coups des démolisseurs, et les CCLCA, déjà découragés, se sentiraient de plus en plus réduits à l'impuissance. Les représentants des CCLCA nous ont fait d'autres recommandations, portant notamment sur l'adoption d'un plan triennal provincial visant à inciter les municipalités à se doter de CCLCA et à créer ou renforcer les comités de conservation du patrimoine dans leurs plans officiels; la constitution d'un registre provincial des immeubles désignés au titre de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario;* de nouveaux programmes de financement en vue d'aider les CCLCA; une aide financière plus importante aux propriétaires de bâtiments historiques; et la coordination des règlements concernant les subventions du MCC aux fins de conservation du patrimoine avec ceux des autres ministères, comme le ministère du Logement.

Chacun de ces groupes aborde les problèmes de la conservation du patrimoine dans une optique légèrement différente, mais tous s'entendent sur la réalité de la crise des «infrastructures du patrimoine». On ne s'étonnera donc pas que les années du patrimoine leur semblent une occasion propice pour résoudre le problème chronique du sous-financement, remédier aux lacunes de la loi actuelle sur les biens culturels et régler d'autres problèmes. En fait, le Groupe d'étude du patrimoine de Windsor soutient même qu'un changement fondamental en matière de politique et de financement du patrimoine est une condition ***sine qua non*** du succès des programmes de célébration du patrimoine.

Cela étant dit, on estime cependant qu'il serait bon de commémorer les anniversaires de la période en cause même si tous les problèmes des organismes de conservation du patrimoine n'étaient pas réglés au cours des années 1991-1993. Ces organismes font preuve de réalisme, et ils savent bien que les fonds publics provinciaux sont lourdement sollicités de tous côtés, et qu'il est peu probable que des solutions à tous les problèmes qu'ils ont depuis longtemps — en particulier les crédits plus importants dont ils ont besoin — seront apportées en trois ans. Ils n'entendent donc pas simplement considérer les années du patrimoine comme une occasion d'obtenir tout ce qu'ils ont inscrit sur leurs «listes de voeux». Ils estiment plutôt que la commémoration des anniversaires de la période 1991-1993 favorisera une plus grande sensibilisation aux questions actuelles concernant le patrimoine. Pour cette seule raison, ils sont d'avis que la commémoration de ces anniversaires mérite leur soutien. Ils estiment que les programmes mis sur pied à cette occasion permettront de créer des conditions propices à un soutien accru du public pour la cause du patrimoine et à des solutions à long terme à leurs problèmes.

Sans être exprimé de cette façon, ce point de vue était souvent implicite dans les exposés qui nous ont été présentés. C'est ce que disait Ian Wilson, des Archives publiques de l'Ontario, en soulignant que les difficultés qu'il connaissait venaient du fait que très peu de gens connaissent le rôle des archives, et que les programmes de célébration du patrimoine seraient couronnés de succès s'ils ne faisaient que sensibiliser davantage le public au rôle important que jouent les archives dans la conservation du passé. Un point de vue analogue a été exprimé par Margaret May, Jan Schroer et Paul Martinovich, de l'Association des musées de l'Ontario, qui ont convenu avec nous qu'il était peu vraisemblable que l'on réponde à tous les besoins des musées de l'Ontario au cours de cette période, mais que les programmes de célébration du patrimoine seraient quand même utiles s'ils ne faisaient que sensibiliser davantage le public à l'importance du patrimoine.

Une plus grande solidarité

En dernier lieu, l'appui du public aux années du patrimoine dépend directement de l'anxiété qu'il éprouve à l'égard du présent et de l'avenir.

Nous avons déjà évoqué le point de vue de Richard Alway, qui constate un sentiment de malaise croissant chez les Canadiens, difficile à définir, mais qui existe véritablement, et qui semble découler d'une inquiétude lancinante de perdre le sens

de leur identité. Lors de nos déplacements et de nos consultations, nous avons également constaté cette inquiétude du public touchant l'érosion progressive de notre identité nationale. Nous avons aussi commencé à comprendre que ce malaise s'explique par un sentiment de déception chez un grand nombre de gens.

Ce sentiment de déception est évident chez les autochtones, qui continuent de se sentir marginalisés et exclus de notre société. Il est particulièrement vif dans la région nord de l'Ontario, où l'éloignement des centres de décisions économiques et politiques engendre un sentiment palpable d'aliénation. Ce sentiment est particulièrement aigu chez les francophones.

Nous sommes arrivés dans la région Nord peu après le début de la controverse suscitée par la décision de Sault Ste. Marie et de Thunder Bay de se déclarer villes unilingues anglaises. Dans ce contexte, nous pensions rencontrer des francophones transportés de fureur. Ils le sont peut-être, mais ceux qui nous ont rencontrés étaient davantage stupéfiés et humiliés. Se considérant victimes de l'intolérance, ils commencent à se sentir méprisés dans un milieu pour lequel ils ont toujours éprouvé un sentiment d'appartenance.

Des représentants du Centre francophone de Sault Ste. Marie ont raconté que deux de leurs amis francophones avaient été récemment invités à ne pas parler français en public. Une représentante de l'Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario a ajouté qu'elle entendait maintenant des gens dire que les francophones devraient retourner au Québec. Elle n'arrive pas à comprendre : elle est née et a fait ses études à Hearst, en Ontario, et n'a jamais vécu au Québec.

Dans ce contexte, on nous a dit à maintes reprises qu'en favorisant une meilleure compréhension de notre histoire au cours des années du patrimoine, la province contribuerait à une plus grande solidarité. De l'avis des autochtones, les programmes de commémoration de la période 1991-1993 pourraient sensibiliser davantage l'ensemble de la population à la contribution des autochtones à l'histoire de l'Ontario et à leurs préoccupations actuelles. Des intervenants de diverses origines ethniques ont souligné la nécessité de tisser des liens entre le nord et le sud de l'Ontario, et l'intérêt considérable que présenteraient des programmes de commémoration du patrimoine visant cet objectif. Des francophones ont souligné avec passion que l'intolérance prend sa source dans l'ignorance, et que la commémoration des anniversaires de la période 1991-1993 offrait une occasion admirable d'abolir les barrières entre les citoyens de l'Ontario. Selon eux, en apprenant à mieux nous connaître les uns les autres, nous pourrions apprendre à vivre ensemble dans l'harmonie et le respect mutuel.

L'importance du patrimoine dans la promotion de la compréhension et de la tolérance a été éloquemment exprimée par la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario et le Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario. Dans son mémoire, la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario souligne que la réalisation de programmes de célébration du patrimoine reconnaissant le caractère multiculturel du passé de la province permettrait non seulement de présenter une histoire de l'Ontario plus riche que celle qui est parfois proposée, mais aussi d'accentuer le sentiment d'appartenance à la province des

divers groupes culturels d'aujourd'hui». Le Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles s'exprime sensiblement de la même façon : «Nous croyons qu'en incitant tous les Ontariens à participer à la célébration de notre patrimoine collectif, nous les aiderons à comprendre et à s'approprier des éléments de notre passé commun qu'ils ne connaissent pas et qui leur sont étrangers. En dernière analyse, ce partage de notre riche patrimoine collectif constitue la façon la plus pratique d'aider les gens de tous les groupes sociaux à comprendre la diversité et l'unité qui caractérisent l'Ontario et le Canada. C'est là une façon très efficace de promouvoir le civisme et le multiculturalisme.»

NATURE DES CÉLÉBRATIONS

Les gens qui nous ont fait part de leurs points de vue désirent donc commémorer les anniversaires des années du patrimoine en raison de l'intérêt qu'ils portent à la conservation du patrimoine, de leur désir de sensibiliser le public au patrimoine, et parce qu'ils sont convaincus que cette cause peut favoriser la solidarité ontarienne.

Nous sommes maintenant ramenés à quelques questions fondamentales : Quelle est la nature des programmes préconisés pour les années du patrimoine? De quelle façon ces anniversaires devraient-ils être organisés et financés? Bref, quelle devrait être la nature des célébrations de la période 1991-1993?

Nous chercherons à répondre à ces questions dans la section suivante, en soulignant les éléments essentiels qui se sont dégagés de nos consultations publiques.

Ne pas répéter 1984

Le bicentenaire de l'Ontario célébré en 1984 ne manque pas de défenseurs. Certains estiment que le choix de l'année 1784, plutôt que 1791, pour commémorer la fondation de la province était une décision justifiée. D'autres pensent que le bicentenaire a favorisé l'esprit communautaire et laissé un héritage permanent sous forme d'ouvrages sur l'histoire locale.

Le groupe d'étude a bien entendu ces points de vue, mais il a plus souvent entendu l'autre version. La plupart des historiens, dont J.M.S. Careless et J.K. Johnson, deux spécialistes éminents de l'histoire du Haut-Canada, ont désapprouvé le choix de l'année 1784 comme date du bicentenaire. D'autres personnes ont décrit les célébrations de 1984 comme étant un acte d'opportunisme politique, improvisé au dernier moment par le gouvernement conservateur de l'époque pour bien paraître aux yeux de l'électorat à la veille d'une élection. D'autres ont déploré que le bicentenaire ait été axé sur les loyalistes de l'Empire-Uni, ce qui fait qu'un grand nombre de gens n'ayant pas d'ancêtres loyalistes ou habitant des régions de la province non colonisées il y a 200 ans se sont sentis exclus. Enfin, qu'ils aient ou non apprécié le bicentenaire, rares sont ceux qui ont manifesté de l'intérêt pour une répétition des célébrations extravagantes organisées à cette occasion. L'immense majorité des mémoires présentés au groupe d'étude indique une préférence pour des célébrations plus modestes et discrètes, un grand nombre insistant explicitement sur le fait qu'il ne fallait pas répéter les réceptions et les défilés de

1984. La représentante d'un important projet historique nous a invités à écarter ce genre de festivités en 1991-1993, en expliquant qu'un grand nombre de groupes de conservation du patrimoine avaient été gravement ulcérés par cette insouciance à l'endroit de l'histoire.

Il est intéressant de souligner que le groupe d'étude a entendu quelques critiques selon lesquelles, à l'instar des célébrations du bicentenaire de 1984, la notion des années du patrimoine avait une inspiration politique. Mais ces critiques se sont évanouies lorsque nous avons indiqué qu'il y avait peu de chances qu'il y ait des élections provinciales en 1991, 1992 ou 1993, sans compter que les programmes de commémoration qui seraient mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine ne commenceraient probablement pas avant le milieu de 1991, soit bien après le moment le plus vraisemblable où une élection provinciale pourrait être déclenchée.

Initiatives locales

Invités par le groupe d'étude à donner leur point de vue sur ce qu'il faudrait faire pour commémorer les anniversaires de la période 1991-1993, presque tous ont convenu que les programmes mis sur pied à cette occasion devraient être axés sur les initiatives locales.

Cela ne veut pas dire que la possibilité de projets provinciaux est écartée; au contraire, comme on le verra bientôt, le groupe d'étude a reçu plusieurs suggestions concernant des projets dont l'ampleur exigerait qu'ils soient financés et organisés par le gouvernement provincial. Mais de l'avis général, *l'importance première* doit être accordée aux initiatives locales, et non aux projets provinciaux. L'Ontario compte des régions distinctes — est, sud, centre et nord — et au sein de chacune de ces régions, les gens s'identifient davantage à leur histoire locale qu'à l'histoire de la province. En conséquence, nous a-t-on dit, la plupart des programmes à l'occasion des années du patrimoine devraient être élaborés et organisés à l'échelon local, et favoriser la participation locale la plus large possible. En outre, la commémoration des anniversaires locaux devrait avoir autant d'importance que celle des anniversaires provinciaux. L'objectif principal des années du patrimoine devrait être la commémoration de l'histoire de chaque collectivité ontarienne.

Sylvia Sutherland, mairesse de Peterborough, s'est exprimée éloquemment à ce sujet : «Il est évident que nous pouvons tous célébrer l'Acte constitutionnel et la Confédération, voire le bicentenaire de Toronto. Mais je pense que nous devons aussi nous intéresser à ce qui nous touche de plus près... Sans vouloir offenser personne, je pense que les initiatives locales suggérées sont plus importantes, à bien des égards, que certains des projets suggérés au plan provincial... Ici, à Peterborough, il nous faut nous sensibiliser davantage à notre patrimoine... Nous devons honorer la mémoire de nos héros locaux, passés et actuels. Nous avons toutes les raisons du monde d'être heureux dans cette ville, et nous devons le manifester. J'invite le groupe d'étude à encourager les initiatives locales axées sur les anniversaires locaux, organisées à l'échelon local dans chacun de nos villages et chacune de nos villes.»

Rôle de la province

De l'avis du public, même si les programmes à l'occasion des années du patrimoine doivent être axés principalement sur les initiatives locales, le gouvernement provincial a quand même un rôle indispensable à jouer. En plus d'organiser certains projets à caractère provincial, il devra assumer des responsabilités au plan de l'aide financière aux projets locaux et de la coordination de ces projets.

On nous a souligné à maintes reprises le caractère essentiel de la coordination des projets. Les fêtes du bicentenaire de 1984 ont été notamment critiquées pour leur absence d'orientation thématique. Tous tiennent à éviter cette erreur pour les années du patrimoine. En assurant la coordination et les avis spécialisés nécessaires aux projets locaux, le gouvernement fera en sorte que les célébrations à l'échelon local respecteront certains critères de base et des thèmes communs.

Des projets durables

Quels sont ces critères de base et ces thèmes communs? Sur ce point comme sur bien d'autres, les participants sont presque unanimes. Tout d'abord, on pense généralement que les programmes à l'occasion des années du patrimoine, à l'échelon provincial ou à l'échelon local, devraient avoir un caractère durable. Plutôt que des festivités comme en 1984, les personnes que nous avons consultées préfèrent des projets ayant une signification véritable. Elles croient fermement que lorsque le rideau tombera sur les commémorations de cette période, il devrait rester quelque chose pour témoigner de nos efforts. À leur avis, il faut éviter à tout prix d'organiser des festivités vite oubliées. Les années du patrimoine doivent laisser un témoignage durable pour l'avenir.

Financement

Certains groupes désirent que la province profite des années du patrimoine pour augmenter le financement accordé au secteur du patrimoine, mais leurs demandes doivent être considérées en tenant compte du manque général d'intérêt — découlant peut-être d'attentes réalistes — pour l'organisation d'une célébration provinciale très coûteuse. Au cours des trois derniers mois, on nous a présenté, bien sûr, des projets coûteux, mais un grand nombre de représentants des milieux du patrimoine nous ont dit que la commémoration du passé peut et devrait se faire sans dépenses extravagantes. Ils estiment qu'à part le financement de certaines initiatives provinciales, le gouvernement devrait limiter ses dépenses pour les programmes réalisés à l'occasion des années du patrimoine à l'affectation aux projets locaux de subventions «d'amorçage».

À cet égard, nous gardons un souvenir très vif de notre visite à Kingston. Lors des rencontres tenues au cours de l'après-midi, personne n'a parlé de subventions. Bien sûr, les gens de Kingston s'attendent à un certain financement des programmes de célébration du patrimoine, mais comme les gens de Windsor, London et Niagara-on-the-Lake, ils sont prêts à réaliser leurs projets locaux malgré tout. Leur attitude

montre bien que si le gouvernement provincial décide de jouer un rôle dans la commémoration des anniversaires au cours des années du patrimoine, un grand nombre de collectivités demanderont au trésor provincial de fournir une aide, et non pas d'assumer tous les coûts.

Nouveaux crédits

Comme on estime généralement que les «infrastructures du patrimoine» souffrent d'un sous-financement chronique, un grand nombre d'intervenants nous ont clairement indiqué que les fonds prévus pour les programmes à l'occasion des années du patrimoine doivent provenir de nouveaux crédits, et ne pas être retranchés aux programmes existants. Le Groupe d'étude du patrimoine de Windsor a fait observer ce qui suit : «Si les célébrations ont lieu sans l'adoption de nouveaux crédits et sans élargissement des programmes existants, les fonds disponibles au MCC pour les activités habituelles nécessaires concernant le patrimoine diminueront — et la situation déjà difficile deviendra désespérée.»

Participation de tous les Ontariens

De l'avis général, il est nécessaire que toutes les régions de la province et toutes les couches de la population participent aux programmes prévus à l'occasion des années du patrimoine. On estime également que ces programmes, dans leur ensemble, doivent traduire la diversité géographique et culturelle de l'Ontario moderne. Selon plusieurs, si ces deux critères de base sont respectés, les années du patrimoine permettront d'asseoir sur des fondements durables l'avenir de notre société multiculturelle. Comme le souligne Shiu Loon Kong, président du Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario : «Je crois que la célébration de la diversité du patrimoine de notre province est importante et opportune. Étalée sur trois années, elle permettra de sensibiliser davantage le public à la splendeur de notre passé et à la riche diversité individuelle et sociale dont nous témoignons tous aujourd'hui. Lorsque tous les Ontariens connaîtront mieux leur identité, nous pourrons aller de l'avant avec confiance et avoir une vision claire de notre avenir.»

Les autocbtones

À maintes reprises, les participants aux rencontres ont souligné l'importance de reconnaître la contribution des autochtones à l'histoire de l'Ontario et de susciter leur participation aux commémorations organisées à l'occasion des années du patrimoine. Ces observations nous ont été présentées non seulement par des autochtones — notamment Sylvia Thompson (Chiefs of Ontario), Bob Watts (Union of Ontario Indians) et Dean Jacobs (Centre du patrimoine de Walpole Island) — mais aussi par des non-autochtones. C'est ainsi que Jeanne Beck, de la Série d'études historiques de l'Ontario, Elwood Jones, de l'Université Trent, et Don Jackson, de l'Université Algoma, trois non-autochtones, ont souligné la nécessité de reconnaître l'expérience historique des autochtones au cours des années du patrimoine, et chacun d'eux a aussi recommandé des projets portant sur l'histoire des autochtones.

Pour leur part, les autochtones ont indiqué que leur survie serait leur seul motif de célébration à cette occasion. Ils se sont dits désireux de participer aux programmes axés sur leur histoire et leur culture, qui permettraient de mettre en valeur les causes historiques de leurs difficultés actuelles à la fin du XX^{e} siècle et pourraient contribuer à sensibiliser les autres à leurs préoccupations.

Les jeunes

Jean Pigott, présidente de la Commission de la capitale nationale, nous a expliqué que dans ses travaux de planification pour la région de la capitale, la commission a toujours les yeux tournés vers l'avenir et accorde une place particulière à la participation des enfants. Elle a recommandé aux responsables de la planification des années du patrimoine de faire de même. Après tout, les enfants représentent l'avenir.

Ce message a été maintes fois répété et approfondi. De l'avis général, c'est par le biais du système d'éducation que les enfants pourraient le mieux participer aux activités organisées à l'occasion des années du patrimoine. En raison du rôle important que les écoles peuvent jouer à cette occasion, un grand nombre de suggestions de projets éducatifs ont été présentées, notamment des concours de rédaction, des échanges d'élèves et l'adoption de nouveaux programmes sur l'histoire du Canada.

Profiter des ressources existantes

Les organismes du patrimoine ont maintes fois suggéré que dans toute la mesure du possible, les programmes mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine profitent des ressources existantes. Par exemple, les responsables des musées locaux, des festivals, etc. pourraient être incités — grâce à une aide financière modeste — à axer leurs manifestations sur le thème du patrimoine. De la même façon, les expositions historiques et artistiques itinérantes organisées par les grands musées et musées d'art pourraient être mises en valeur dans les documents publicitaires sur les années du patrimoine.

Plusieurs ont appuyé les suggestions à cet égard dans le secteur des festivals, notamment Doug Little, président du Festival d'été Leacock et président de Festivals Ontario, le Comité de la Fête du Canada de Niagara-on-the-Lake, et Madge Chan, de l'Association multiculturelle du Nord-Ouest de l'Ontario. Plusieurs ont appuyé les suggestions à cet égard relatives aux musées, aux archives et aux musées d'art, notamment le Musée royal de l'Ontario, le Musée des beaux-arts de l'Ontario et les Archives nationales du Canada, qui organisent tous d'importantes expositions itinérantes. Un grand nombre de représentants des musées locaux ont réagi favorablement à cette idée.

Tourisme

Selon les participants aux consultations, les programmes mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine recèlent des possibilités touristiques considérables. Mais ces possibilités ne pourront se concrétiser que si le gouvernement provincial assume la responsabilité de la publicité des activités locales au cours de cette

période. L'un des exemples donnés portait sur les rassemblements de retrouvailles. Les collectivités locales pourraient les organiser, mais elles n'auraient pas les moyens d'en faire la publicité — et naturellement, ceux que la chose pourrait intéresser doivent en entendre parler. La province assumerait la responsabilité de ce volet de l'opération, peut-être par le biais d'une campagne de promotion sur le thème des retrouvailles.

Une suggestion a particulièrement été appréciée pour favoriser le tourisme à l'occasion des années du patrimoine, à savoir la publication d'un calendrier des activités locales, distribué à l'échelle de la province. Ce calendrier jouerait un rôle très utile pour faire connaître aux citoyens de l'Ontario et aux gens de l'extérieur les festivités prévues et l'endroit de leur déroulement.

PROJETS SUGGÉRÉS

Le groupe d'étude a reçu des centaines de suggestions pour la réalisation de projets de célébration du patrimoine à l'échelon provincial et à l'échelon local. Certaines ont déjà été présentées, mais il peut être utile à ce stade de résumer les principales suggestions. La liste complète en est fournie à l'Annexe B.

Projets provinciaux

Au plan des initiatives provinciales, quelques projets d'investissement importants ont été suggérés, notamment la construction de nouvelles installations pour abriter les Archives publiques de l'Ontario, l'implantation d'une série d'archives régionales dans la province, la rénovation de l'Édifice de l'Assemblie législative à Queen's Park, et un film documentaire sur l'histoire de l'Ontario.

Voici quelques autres projets provinciaux présentés : visite royale en juin 1991, pour commémorer le bicentenaire de l'Acte constitutionnel; réunion spéciale du Conseil des ministres le 8 juillet 1992, à Kingston, pour commémorer le bicentenaire de l'assermentation du lieutenant-gouverneur Simcoe et des membres de son Conseil exécutif; commémoration spéciale (en collaboration avec Niagara-on-the-Lake) en septembre 1992, de la première session de la première législature; nouveaux programmes de financement du patrimoine et modifications à la politique du patrimoine (en particulier adoption d'une nouvelle loi sur le patrimoine); sonneries militaires; projets variés au Royaume-Uni axés sur Simcoe; expositions historiques et artistiques itinérantes et représentations théâtrales; reconstitutions historiques; enregistrements sur vidéocassettes et pour la radio et la télévision sur l'histoire de l'Ontario; importants colloques provinciaux; concours de rédaction (avec présentation des gagnants aux membres de la famille royale lors de leur visite en juin 1991); nouveaux documents d'appui sur l'histoire du Canada dans les écoles; élaboration d'un programme de formation civique dans les écoles; échanges d'élèves; aide financière à de grands projets de publications comme le *Dictionary of Canadian Biography*; calendrier provincial des activités prévues à l'occasion des années du patrimoine.

Projets locaux

De nombreuses suggestions ont été également présentées concernant les projets locaux, notamment les suivantes : expositions muséologiques; publications sur l'histoire locale; compilation de récits; festivals; colloques, ateliers et conférences (réservés à l'échelon local); rassemblements de retrouvailles; circuits de visite à pied; revues militaires; tournois sportifs; articles sur le patrimoine dans les journaux locaux; recherches généalogiques; cérémonies religieuses spéciales; cérémonies de dédicace; campagnes de recherche de vieux documents (lettres, photographies, etc.); reconstitutions historiques (à un échelon plus modeste que les reconstitutions historiques provinciales); concours sur le patrimoine dans la presse locale (pour vérifier les connaissances historiques et recueillir des suggestions de projets locaux); embellissement des vieux cimetières; nomination d'historiens officiels dans les villes; plantation d'arbres; programmes locaux d'apposition de plaques sur les murs de résidences privées historiques.

TROISIÈME PARTIE
ÉTUDE DES DOCUMENTS

Un élément essentiel de notre travail a porté sur l'étude des documents dont pourraient s'inspirer les planificateurs des années du patrimoine pour organiser les programmes et activités de commémoration. Ces documents comprenaient des listes d'anniversaires préparées par le MCC, les collectivités locales et les organismes de conservation du patrimoine, et des données publiées ou non publiées sur l'approche adoptée ailleurs pour commémorer des anniversaires analogues.

LISTE D'ANNIVERSAIRES PRÉPARÉE PAR LE MCC

Nous avons indiqué dans notre introduction que la liste des anniversaires provinciaux préparée par le MCC présente 172 anniversaires regroupés selon divers thèmes : depuis les arts et les communications jusqu'à l'agriculture, aux sports et au multiculturalisme. Cette liste comporte des thèmes très diversifiés, en plus de refléter le caractère multiculturel de l'Ontario d'aujourd'hui et de représenter toutes les parties de la province (voir Annexe C). Certains anniversaires marquants, qui ont une importance pour l'ensemble de la province, ont été mentionnés ailleurs dans ce rapport, mais il y en a d'autres qui ont une importance particulière pour certaines régions et certains groupes ethniques.

Pour bien saisir la portée de la liste préparée par le MCC, il n'est pas nécessaire de s'arrêter longuement sur ce document. Un coup d'oeil rapide suffit pour avoir une idée des anniversaires à commémorer, comme les suivants : 60e anniversaire (12 novembre 1931) de l'inauguration du Maple Leaf Gardens, à Toronto; 150e anniversaire (1841) de la naissance à Galt de Joseph Emm Seagram, fondateur de la distillerie de Waterloo, dont les produits sont vendus à l'échelle internationale; bicentenaire (24 septembre 1791) de la naissance en Pennsylvanie de Samuel Lount, réformateur qui fut exécuté pour son rôle dans la rébellion de 1837-1838; 60e anniversaire (11 décembre 1931) du Statut de Westminster, qui reconnaissait au Parlement du Canada l'égalité législative avec celui de la Grande-Bretagne; centenaire (14 novembre 1991) de la naissance à Alliston de Sir Frederick Banting, qui isola et purifia l'insuline avec les chercheurs Charles Best, J.J.R. Macleod et J.B. Collip; 75e anniversaire (8 juillet 1917) du décès dans le parc Algonquin du peintre Tom Thomson; 75e anniversaire (22 novembre 1917) de la création de la Ligue nationale de hockey; centenaire (8 avril 1893) de la naissance à Toronto de Mary Pickford, surnommée «America's Sweetheart».

Voici quelques exemples d'anniversaires qui ont une importance particulière pour les collectivités locales : 175e anniversaire (1816) de la colonisation de Perth par des immigrants écossais et des soldats licenciés; 175e anniversaire (13 août 1816) de la capture de Fort William (Thunder Bay), siège de la Compagnie du Nord-Ouest, par Lord Selkirk, en représailles contre l'opposition violente de la compagnie à son établissement dans la vallée de la rivière Rouge; 50e anniversaire (1er novembre 1941) de l'inauguration du Rainbow Bridge à Niagara Falls; 25e anniversaire (1967)

de l'inauguration, près de Midland, de Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons, reconstruction d'une mission jésuite du XVII^{e} siècle; 125^{e} anniversaire (1867) de l'ouverture de la première mine d'or en Ontario, à Eldorado; 150^{e} anniversaire (1842) de l'achèvement du canal Cornwall, qui a grandement contribué à l'industrialisation de Cornwall; 125^{e} anniversaire du début des travaux de construction de la route Dawson, lien essentiel entre le littoral de Thunder Bay et le lac Shebandowan.

Quant aux anniversaires qui reflètent le caractère multiculturel de l'Ontario, en voici quelques-uns : 60^{e} anniversaire (8 octobre 1931) du décès à Toronto de Luigi von Kunits, immigrant autrichien qui créait, en 1922, le New Symphony Orchestra (aujourd'hui l'Orchestre symphonique de Toronto); 150^{e} anniversaire (1841) de la création, près de la ville actuelle de Dresden, du British American Institute, école de formation professionnelle pour les esclaves fugitifs, mise sur pied par Josiah Henson et un groupe d'abolitionnistes; 30^{e} anniversaire (1962) de la création à Toronto de la Jamaican Canadian Association; 20^{e} anniversaire (1972) de la tenue à Toronto du premier Festival international des Estoniens; 20^{e} anniversaire (1973) de la fondation à Toronto du Black Theatre Canada; 25^{e} anniversaire (1968) de l'adoption des projets de loi 140 et 141, autorisant l'implantation de programmes d'éducation complets en langue française dans les écoles bilingues ou les écoles séparées de langue française; 60^{e} anniversaire (1933) de la construction du siège permanent de la section de Sudbury de la Fédération nationale ukrainienne; 225^{e} anniversaire (année présumée, 1768) de la naissance du grand chef shawnee Tecumseh, qui mourut au cours de la Guerre de 1812 en combattant du côté des Britanniques.

De toute évidence, la liste des anniversaires de la période 1991-1993 préparée par le MCC est un document remarquable. Nous sommes surpris de l'importance du travail qu'elle a nécessité, et nous tenons à féliciter les responsables — les fonctionnaires de la Direction du patrimoine, du MCC — pour avoir fait un aussi bon travail.

Malgré toutes les qualités de cette liste, le MCC n'a jamais prétendu que c'était là une liste définitive. Nous croyons que si le gouvernement décide d'aller de l'avant avec les programmes de commémoration des années du patrimoine, le MCC devrait chercher à élargir sa liste en accordant une attention spéciale aux anniversaires associés aux femmes, aux membres des groupes culturels minoritaires et à la région nord de l'Ontario. Il devrait aussi chercher à augmenter le nombre d'anniversaires locaux. Dans tous ces domaines, la liste est déjà bien faite, mais il est possible de l'améliorer. Compte tenu de l'intérêt du public pour les anniversaires associés aux collectivités locales et aux groupes culturels, aucun effort ne devrait être ménagé pour améliorer ces points.

AUTRES LISTES

La liste du MCC est la seule qui couvre l'ensemble de la province. Mais le groupe d'étude a également été informé par divers groupes et particuliers de certains anniversaires d'importance pour des collectivités et groupes précis. Voici quelques exemples qui nous ont été communiqués : 175e anniversaire (1992) des Établissements militaires et navals de Penetanguishene; 150e anniversaire (1991) de la police de Kingston, la plus ancienne en Ontario, qui vient au deuxième rang pour l'ancienneté au Canada (le premier rang étant occupé par la police de Terre-Neuve); centenaire (1991) de l'arrivée des premiers immigrants ukrainiens au Canada; 175e anniversaire (1991) de la fondation de Hamilton.

Il existe un grand nombre d'autres dates d'anniversaires qui peuvent être commémorées. Ian Bowering, curateur du Musée Invararden Regency Cottage, de Cornwall, nous a remis une liste de trois pages pour Cornwall et les comtés de Stormont, Dundas et Glengarry; des listes aussi détaillées d'anniversaires d'intérêt pour les francophones nous ont été communiquées par le Carrefour francophone et Claude Bordeleau, du Groupe d'histoire et de généalogie des Mille-Îles.

Mais comme un grand nombre de groupes n'ont commencé à dresser des listes d'anniversaires qu'après la création de notre groupe d'étude, les recherches sur ce sujet restent embryonnaires. Comme nous l'indiquons dans la cinquième partie (Recommandation 8), nous pensons que si des plans sont mis en oeuvre pour la participation du gouvernement provincial aux années du patrimoine, ces plans devraient comprendre notamment une campagne visant à inciter les collectivités locales à faire des recherches sur les anniversaires dans leurs régions. Les listes élaborées pourraient être remises à un registre central, en vue d'être distribuées dans toute la province.

Il est évident que les citoyens de toute la province sont désireux et en mesure de faire des recherches sur les anniversaires d'événements historiques qui les intéressent. Un encouragement de la part du gouvernement provincial ne saurait que susciter une recrudescence d'intérêt pour notre histoire.

AUTRES COMMÉMORATIONS AILLEURS EN AMÉRIQUE DU NORD

Si le gouvernement provincial décide de jouer un rôle dans la commémoration des années du patrimoine, il serait bien avisé d'étudier ce qui s'est fait ailleurs en Amérique du Nord pour commémorer des anniversaires analogues.

Nous analyserons maintenant ce qui a été fait dans plusieurs autres régions à cet égard : Colombie-Britannique (1958, 1966 et 1971), Manitoba (1970), Île-du-Prince-Édouard (1973), Alberta (1980), Saskatchewan (1980), Ontario (1984), Nouveau-Brunswick (1984); au Canada (1967) et aux États-Unis (1976 et 1987-1991). À bien des égards, tous ces exemples sont différents les uns des autres, mais on peut en tirer des renseignements utiles sur les meilleures façons de souligner un anniversaire.

En procédant à cette étude, nous ne voulons pas indiquer que les anniversaires provinciaux et nationaux qui y sont mentionnés devraient servir de modèles pour la commémoration des anniversaires de la période 1991-1993. Au contraire, comme nous le verrons plus loin, nous envisageons les années du patrimoine selon un éclairage très différent et plus tamisé. Nous pensons simplement que ces autres commémorations offrent des indications utiles sur les perspectives générales de commémoration d'anniversaires historiques.

Colombie-Britannique (1958, 1966 et 1971)

En plus de participer au centenaire du Canada en 1967, la Colombie-Britannique a célébré trois centenaires provinciaux. En 1958, elle commémorait le centenaire de la création de la colonie continentale de la Colombie-Britannique (la colonie distincte de l'Île de Vancouver avait été créée huit ans auparavant). En 1966, elle célébrait le centenaire de la fusion des colonies de la Colombie-Britannique et de l'Île de Vancouver. En 1971, elle commémorait le centenaire de la constitution de la province de la Colombie-Britannique.

En ce qui concerne le premier centenaire, la planification intensive commença en 1956, avec l'adoption de la loi sur la célébration du centenaire et la création du Comité du centenaire de la Colombie-Britannique. Par la suite, le Comité du centenaire constituait 17 sous-comités, et il y eut bientôt 333 comités locaux dans toute la province. Les comités locaux étaient autonomes et recevaient les suggestions du comité central, ne retenant que celles qui s'harmonisaient avec leurs propres plans.

Les programmes du centenaire de 1958 comportaient trois catégories de projets : Projets 1958, série de programmes parrainés par la province (tournées d'orchestres symphoniques, représentations musicales et théâtrales itinérantes, caravanes historiques, reconstitutions historiques et publications sur l'histoire locale); des célébrations locales, financées à raison de 0,40 $ par habitant; et des projets locaux d'intérêt permanent, comme la création de nouveaux parcs et terrains de jeux, centres communautaires, bibliothèques et musées, financés à l'aide de subventions paritaires à raison de 0,60 $ par habitant. En tout, des subventions paritaires furent versées pour 344 projets, et le coût total de l'ensemble des célébrations du centenaire a été d'un peu moins de 3 000 000 $.

Pour le centenaire de 1966, ainsi que pour la participation de la Colombie-Britannique au centenaire du Canada en 1967, des programmes analogues ont été adoptés. Mais il y avait des éléments nouveaux, notamment l'organisation de rencontres régionales en vue d'assurer de meilleures communications avec les collectivités locales, et la formation de nouveaux sous-comités provinciaux visant à encourager la participation des femmes et des autochtones. Ces deux centenaires ont laissé des traces permanentes dans la province — outre la construction d'un plus grand nombre de parcs, de bibliothèques, de centres communautaires, etc. — sous la forme d'un nouveau musée provincial et d'un centre d'archives, et des Jardins de la Confédération, adjacents aux édifices de l'Assemblée législative. Nous ne disposons d'aucune donnée sur le coût total des célébrations de ces années-là.

Le centenaire de la province en 1971 semble avoir été organisé de la même façon. Ces célébrations furent plus calmes que les précédentes, mais un travail important fut accompli. Un plus grand nombre d'ouvrages furent publiés sur l'histoire de la Colombie-Britannique, des expositions importantes ont été organisées, et une aide accrue fut apportée au plan de l'administration et du personnel des musées construits lors des centenaires précédents. Nous ne disposons également d'aucune donnée sur le coût de ces célébrations.

Robert G. Hartje, qui a étudié les célébrations d'anniversaires, a fait l'éloge des centenaires célébrés en Colombie-Britannique, en soulignant qu'ils avaient tous les caractéristiques suivantes : «direction attentive, perspective historique bien définie, planification remarquable, organisation de qualité, diversité des projets et programmes» (Hartje, *Centennial USA: Pathways to Celebration*, 171). Hartje a été particulièrement impressionné par les effets permanents du centenaire sur la vie culturelle de la province. Le nombre de musées, de bibliothèques et de musées d'art en Colombie-Britannique, qui était de 14 en 1952, est passé à 124 en 1971 (Hartje, 187).

Manitoba (1970)

Les célébrations du centenaire du Manitoba, en 1970, ont été organisées par la Corporation du centenaire du Manitoba, qui s'était également occupée de la participation de la province au centenaire du Canada en 1967. Un certain nombre de comités relevant de la Corporation étaient chargés des divers programmes. Comme en Colombie-Britannique, les comités locaux — au nombre de 216 — ont joué un rôle important dans l'élaboration et la mise en oeuvre des projets, et de nombreuses rencontres régionales furent organisées pour faciliter la planification locale.

Les organisateurs du centenaire du Manitoba ont fait montre de génie en publicité, communiquant leur message par le biais d'entreprises de relations publiques, de communiqués de presse, de brochures sur le centenaire, de bureaux de conférenciers, de centres d'information, ainsi que de la radio et de la télévision. Ils avaient une gamme importante d'activités à faire connaître, regroupées en six catégories : Festival 70, axé sur les arts (notamment spectacles musicaux, représentations théâtrales et expositions artistiques); Sports 70 (championnats provinciaux, nationaux et internationaux), campagne de bonne forme physique ressemblant au programme actuel Participaction, excursions en canot et tournées en motoneige dans le nord du Manitoba; Patrimoine 70, comportant des projets de publications, des activités interconfessionnelles, des programmes scolaires spéciaux sur le patrimoine manitobain, et une caravane du centenaire illustrant le Manitoba d'hier et d'aujourd'hui; Jeunesse 70, encourageant la participation des jeunes au centenaire par le biais du jumelage d'écoles, d'échanges d'élèves et de conférences; Retrouvailles 70, invitant plus de 5 000 anciens Manitobains à retourner au Manitoba pour le centenaire; et Reconnaissance 70, programme de remise de prix aux citoyens manitobains, particulièrement à ceux du milieu agricole.

De nouveaux immeubles ont surgi dans toute la province au cours du centenaire : salles de concert, musées d'art, théâtres, bibliothèques et musées. Le coût des activités du centenaire n'est pas connu, mais les revenus provenaient de quatre sources : le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial, les collectivités locales et une campagne de souscription publique connue sous le nom de Campagne des citoyens pour le centenaire. Les dépenses engagées semblent avoir été valables. Évoquant les célébrations du Manitoba, Hartje souligne que «la diversité des activités, l'enthousiasme des animateurs et des participants et les fonds recueillis pour la promotion des activités montrent bien les résultats que peut donner un centenaire et l'enthousiasme qu'il peut provoquer» (Hartje, 171-172).

Île-du-Prince-Édouard (1973)

Nous n'avons guère découvert de données sur le centenaire de l'Île-du-Prince-Édouard en 1973. Nous savons cependant qu'il fut organisé par une commission centrale du centenaire et 48 comités locaux représentant les villes et villages et les régions rurales de la province. Le centenaire a été financé par le gouvernement fédéral et la province. Une attention particulière a été accordée aux possibilités touristiques des festivités, et 100 projets d'investissement «à caractère durable» — pour reprendre les termes du calendrier officiel des activités — ont été entrepris. L'année du centenaire fut très fiévreuse, comportant plus de 700 activités dont le caractère festif était prépondérant. En fait, le centenaire s'est déroulé sous le thème d'une fête à célébrer. Les principales activités furent les suivantes : concours d'embellissement du milieu, expositions, concerts, sports, congrès divers, offices religieux, défilés et pique-niques.

Alberta (1980)

Le 75^{e} anniversaire de l'Alberta en 1980 a été une célébration somptueuse, qui a coûté environ 75 000 000 $. Pourtant, sa célébration n'a pas eu plus de succès — selon certains, elle en a eu beaucoup moins — que les commémorations plus modestes organisées en Saskatchewan au cours de la même année.

Le manque de temps prévu pour la planification stratégique est probablement l'une des raisons des difficultés qu'ont connues les organisateurs de cet anniversaire albertain : la planification n'a vraiment commencé qu'en mai 1979, six mois avant le début prévu pour les célébrations, dont les responsables étaient la Commission Alberta 75, qui relevait d'un comité du Conseil des ministres. La Commission comptait un effectif de 60 personnes, et plusieurs sous-comités affectés à différents programmes, ainsi qu'un grand nombre de comités locaux dans la province. L'ensemble du budget de la Commission provenait du Fonds du patrimoine de l'Alberta. Environ 41 000 000 $ ont été versés aux municipalités locales, aux bandes indiennes et aux Métis, ainsi qu'aux conseils scolaires; plus de 8 000 000 $ ont été affectés aux projets des particuliers et organismes; le reste fut consacré aux programmes parrainés par le gouvernement comme une importante campagne de retour en Alberta, des activités artistiques et — réalisation la plus précieuse — l'Encyclopédie canadienne de Mel Hurtig.

Si l'on excepte l'Encyclopédie, ainsi que le Festival des arts qui a encouragé l'organisation de festivals locaux et a parrainé des tournées d'artistes du spectacle dans la province, il semble qu'on ait accordé une très grande importance à l'organisation de fêtes et de célébrations comme les reconstitutions historiques, les cérémonies spéciales, les compétitions sportives, pique-niques, expositions, défilés et spectacles historiques, et beaucoup moins à des projets visant à faire mieux comprendre le passé et planifier l'avenir. Les célébrations semblent également avoir été caractérisées par l'absence d'un thème principal et une coordination insuffisante.

Même en Alberta, les critiques ont été nombreuses. À maintes reprises, on soulignait que les célébrations en Saskatchewan avaient marqué profondément cette province, tandis qu'en Alberta, qui avait consacré beaucoup plus d'argent à cette fin, il semblait y avoir peu de résultats tangibles malgré les dollars et les efforts investis.

Saskatchewan (1980)

Il y avait de bonnes raisons pour qu'un grand nombre d'Albertains considèrent avec envie le 75^{e} anniversaire de la Saskatchewan. Du début à la fin, la célébration de cet anniversaire en Saskatchewan a été bien conçue et parfaitement organisée. Les dépenses furent relativement modestes : le coût total s'est élevé à un peu plus de 7 000 000 $.

La préparation de cet anniversaire avait commencé deux ans auparavant. En juin 1978, une société de la Couronne était mise sur pied, la Saskatchewan Diamond Jubilee Corporation (connue aussi sous le nom Celebrate Saskatchewan). Selon son rapport officiel, elle était chargée de «coordonner, promouvoir et mettre en oeuvre une gamme variée de programmes de commémoration axés sur les collectivités locales». En 1980, la Corporation avait un effectif de 30 personnes et comptait cinq divisions distinctes : promotion, opérations régionales, programmes publics, programmes privés et administration. Il y avait six bureaux régionaux chargés d'encourager la programmation locale, et un nombre remarquablement élevé de comités locaux, soit 659, représentant 876 collectivités. La programmation comportait quatre catégories : activités provinciales coordonnées par les ministères et la Corporation, programmes du secteur privé, activités individuelles et familiales, et projets communautaires organisés par les groupes locaux.

Au plan du financement, le programme de subventions paritaires à l'intention des collectivités a grandement facilité les initiatives locales. Dans le cadre de ce programme, une localité devait d'abord constituer un comité des célébrations, représentatif de sa population et des divers groupes d'intérêt. Ce comité devait organiser trois projets répondant aux critères suivants : les projets devaient rassembler un nombre important de personnes, être axés sur les thèmes du patrimoine (le passé), de la célébration (le présent) et de la perspective (l'avenir), et l'un des trois projets devait comporter des avantages à long terme pour la localité. Une fois les projets approuvés par la Corporation, le comité local était admissible aux subventions. La plupart de ces subventions étaient constituées de crédits d'amorçage visant à favoriser la participation du milieu. Il y avait aussi un fonds discrétionnaire d'aide aux projets locaux ayant une portée plus grande, les

subventions moyennes accordées à ce titre se situant entre 1 500 $ et 2 500 $. Enfin, les projets de construction n'étaient pas admissibles à l'un ou l'autre de ces programmes.

Plus de 3 200 projets et activités furent réalisés par les particuliers et les groupes, à l'échelon local et provincial. Ils étaient extrêmement variés, souvent ingénieux. En voici quelques exemples : prix aux familles agricoles pionnières et aux fermières, recherches sur les concessions, interviews de leurs grands-parents par les élèves, pièces radiophoniques, histoire en deux volumes de la Saskatchewan et publications innombrables sur l'histoire locale, tournées de spectacles par des artistes de la Saskatchewan, colloques publics sur des questions sociales et politiques, festivals, expositions muséologiques, nouveaux documents d'appui dans les écoles sur l'histoire de la Saskatchewan, échanges d'élèves entre le nord et le sud de la province.

Selon la Corporation, ses fonctions principales consistaient à soutenir et reconnaître «le travail et les idées» des particuliers, des familles, des groupes et des collectivités, et de «superviser les projets à caractère provincial pour s'assurer que rien n'est oublié et que tous les particuliers et toutes les couches de la société participent de façon significative aux célébrations de 1980». La Corporation a bel et bien atteint son but. En raison d'une direction éclairée, d'une organisation judicieuse axée sur les principes de l'initiative locale et de la coordination centrale, et d'une programmation novatrice conjuguant harmonieusement les éléments de festivité et les activités «plus sérieuses», les célébrations de 1980 en Saskatchewan ont été marquées par une participation extraordinaire des citoyens à l'échelon local.

Elles ont également entraîné des avantages économiques concrets, grâce à une campagne dynamique de publicité axée sur le tourisme, dans la province et ailleurs. La Corporation pouvait annoncer ce qui suit avec fierté : «Le taux d'occupation dans les hôtels et les motels, surtout à Régina et Saskatoon, a connu une augmentation se situant entre 10 et 15 pour 100. L'augmentation du nombre de passagers des autocars de tourisme a été de cinq pour cent. Air Canada et Pacific Western Airlines ont connu une augmentation de six pour cent. La clientèle des terrains de camping provinciaux a augmenté de 15 pour 100...» Dans l'ensemble, l'accroissement des recettes touristiques en Saskatchewan a été de 13,8 pour 100 en 1980, contre une moyenne nationale de 0,05 pour 100.

Sans compter l'effet, moins tangible, mais tout aussi réel, des célébrations sur la fierté nouvelle envers le passé et, pour reprendre les termes de la Corporation, "un regain d'espoir et d'optimisme pour l'avenir». Selon Ian Wilson, qui était archiviste de la Saskatchewan en 1980, «lorsqu'on écrira l'histoire de la Saskatchewan moderne, l'année 1980 sera considérée comme une année capitale, marquant une transition importante».

Ontario (1984)

Les documents sur le bicentenaire de l'Ontario en 1984 sont fragmentaires, mais les grandes lignes de l'histoire des célébrations sont relativement bien connues.

Le gouvernement a d'abord annoncé ses plans pour la célébration du bicentenaire au milieu de 1982. Par la suite, l'élaboration de la stratégie globale fut confiée à un comité du Conseil des ministres, sous la direction de Margaret Birch, secrétaire de la province aux Affaires sociales. L'exécution des plans conçus par le comité du Conseil des ministres revint à une petite équipe de coordonnateurs, à Queen's Park, et de coordonnateurs régionaux du ministère des Affaires civiques et culturelles à Sudbury, Thunder Bay, Ottawa, Peterborough, Barrie, Hamilton, London et dans la Communauté urbaine de Toronto. Il y avait aussi une commission consultative du bicentenaire regroupant 43 citoyens éminents, et des comités de bénévoles dans les diverses localités.

Plusieurs sources de financement avaient été prévues. Un programme de subventions paritaires aux municipalités, calculées à raison de 0,50 $ par habitant et se situant entre 500 $ et un maximum de 10 000 $, fut administré par le ministère des Affaires municipales et du Logement. D'autres fonds furent mis à la disposition des bandes indiennes par le biais du ministère des Affaires civiques et culturelles, ainsi que des commissions locales des services publics, par le biais du ministère des Affaires du Nord. En outre, le programme de subventions Wintario pour le bicentenaire prévoyait des subventions paritaires pouvant aller jusqu'à 3 000 $. Le coût total des célébrations du bicentenaire en deux ans a été de 10 000 000 $.

Dès le début, la responsabilité du financement et de la programmation se trouvait donc répartie entre différents ministères. Quant à la nature des programmes mis en oeuvre, l'accusation de ceux qui ont critiqué l'importance excessive accordée aux fêtes et aux réjouissances semble quelque peu fondée. Le calendrier officiel des activités pour la période de juin à décembre 1984 indique clairement que la commémoration du bicentenaire a été axée sur des célébrations à caractère festif, sans thèmes unificateurs. En contraste avec un petit nombre d'expositions et de conférences, il y avait une gamme étendue de festivités et réjouissances diverses : foires, tournois sportifs, réceptions en plein air, feux d'artifice, défilés, pique-niques, danses folkloriques, spectacles artistiques et défilés de mode, bals costumés, promenades en boghei, concours de pêche, spectacles historiques, concours de barbes, fêtes mondaines, carnavals et marchés aux puces.

En résumé, le bilan du bicentenaire de l'Ontario est équivoque. Le bicentenaire a effectivement favorisé l'esprit communautaire dans un grand nombre de régions de la province, mais l'absence de thème central et l'importance accordée aux réjouissances ont fait en sorte que les célébrations n'ont pas permis d'axer l'attention du public sur le passé et l'avenir de la province.

Nouveau-Brunswick (1984)

L'année 1984 a été une année spéciale pour le Nouveau-Brunswick. La planification du bicentenaire de la province avait commencé au début des années 1980. Chargée d'organiser les célébrations, la Commission du bicentenaire du Nouveau-Brunswick disposait d'un effectif de 20 personnes et comptait six sous-comités distincts. Dotée d'un budget de 5 000 000 $ — dont la moitié provenant du gouvernement fédéral — elle a accordé une aide financière aux projets communautaires, parrainé des initiatives provinciales et coordonné les efforts des ministères et organismes gouvernementaux ainsi que des entreprises.

Représentant les diverses régions et cultures de la province, les membres de la commission ont délibérément cherché à susciter la participation locale en organisant des rencontres régionales périodiques. En outre, les subventions versées aux comités locaux du bicentenaire et aux autres organismes pour la préparation des célébrations ont représenté 57 pour 100 du budget de la commission.

Les programmes du bicentenaire comportaient plusieurs catégories : des projets municipaux, des projets organisés à l'échelon régional ou provincial par des groupes de citoyens, des rassemblements familiaux, des publications, des projets «commandés» (une sonnerie militaire, une revue musicale et une tournée de conférences par Antonine Maillet) et des activités spéciales comme la visite du pape et de membres de la famille royale. Les ententes de financement étaient différentes pour chacune des catégories. Par exemple, les projets municipaux étaient admissibles à des subventions de 2 500 $, plus 2 $ par habitant; les projets spéciaux étaient subventionnés jusqu'à concurrence de 50 pour 100 du coût total, avec une limite de 30 000 $; les rassemblements familiaux étaient admissibles à une subvention maximale de 250 $ par famille (chaque rassemblement devait comprendre plus de 50 personnes). Comme en Saskatchewan, les projets de construction étaient écartés des subventions.

La programmation du bicentenaire était assez équilibrée, comportant à la fois un caractère festif et des activités sportives, défilés, etc., et des activités plus sérieuses comme des expositions, conférences, concours de rédaction et échanges d'élèves. La formule semble avoir été très appréciée. En outre, plus de 2 000 groupes communautaires ont participé aux projets municipaux, 380 projets spéciaux ont été réalisés, 181 rassemblements familiaux ont regroupé 61 000 personnes, et 123 ouvrages ont été publiés. Dans l'ensemble, malgré un budget relativement modeste, les célébrations ont remporté un vif succès.

Canada (1967)

Expo 67, le Train de la Confédération, Bobby Gimby... Le centenaire du Canada en 1967 a laissé un souvenir inoubliable.

En 1961, l'intérêt croissant du public pour le centenaire imminent du Canada entraîna l'adoption de la *Loi sur le centenaire du Canada* et la création, du moins sur le papier, de la Commission du centenaire. Mais la Commission de 13 personnes ne devint opérationnelle qu'avec la nomination, en 1963, de John F. Fisher —

surnommé bientôt «M. Canada» — au poste de commissaire. Les préparatifs commencèrent alors, atteignant leur point culminant au moment où le premier ministre Lester Pearson alluma la flamme du centenaire sur la colline parlementaire à minuit précis, le 1er janvier 1967.

En théorie, la responsabilité ultime du centenaire relevait du premier ministre, du Conseil des ministres et, plus particulièrement, du Secrétariat d'État; en pratique, c'est la Commission du centenaire qui dirigeait tout. Elle chapeautait une structure complexe comprenant le comité national, organisme intergouvernemental de soutien à la planification et à la coordination; un organisme consultatif, la Conférence nationale; des comités provinciaux du centenaire, chargés d'appliquer les politiques fédérales en les adaptant à leurs besoins; et environ 6 000 comités locaux. La Commission du centenaire avait également des représentants régionaux dans tout le Canada et était conseillée par un organisme de citoyens, le Conseil canadien du centenaire.

Les programmes du centenaire furent regroupés en quatre catégories principales : les programmes gouvernementaux, les Projets du centenaire, le Programme commémoratif de la Confédération, et les projets nationaux importants. La diversité et l'ampleur des programmes laissent pantois. Les programmes gouvernementaux comportaient notamment l'émission de timbres commémoratifs et de pièces de monnaie, des films, des ouvrages, des conférences et des expositions. Le programme des projets du centenaire (financé en partie par le gouvernement fédéral, et en partie par les provinces et les collectivités locales) entraîna la construction de plus de 2 000 installations de toutes sortes à travers le pays : parcs, centres communautaires, immeubles municipaux, bibliothèques, musées, musées d'art, patinoires, piscines, etc. Le Programme commémoratif de la Confédération, dont les coûts étaient partagés entre Ottawa et les provinces, suscita la réalisation d'importants projets commémoratifs comme la construction de salles de concert, de musées d'art et d'immeubles publics dans chacune des capitales des provinces et des territoires. Les projets nationaux importants, entièrement financés par Ottawa, étaient répartis en 23 catégories d'activités d'une extrême diversité : reconstitutions historiques, festivals, tournées musicales et théâtrales, Train et caravanes du centenaire, canotage, sonneries militaires dans 40 villes, activités sportives, échanges d'élèves, conférences, plans d'embellissement des localités, publications, etc.

Le centenaire a coûté cher — son coût total est d'environ 90 000 000 $, mais il a connu également un immense succès. Robert Hartje écrit avec raison : «À la fin de 1967, presque tous les Canadiens avaient célébré l'anniversaire de leur pays... La célébration du centenaire par le Canadien moyen a probablement été marquée par la frivolité, mais elle a entraîné des avantages importants pour le Canada, non seulement au plan des immeubles, des publications et des innovations culturelles et historiques, mais aussi en insufflant un nouvel esprit à l'identité canadienne» (Hartje, 55).

Bien des raisons expliquent le succès du centenaire du Canada : le caractère remarquable de l'organisation et de la direction, un bon équilibre entre la coordination centrale et l'initiative locale, ainsi qu'entre les réjouissances et les

activités culturelles et éducatives, une collaboration efficace entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, la participation des jeunes et des divers groupes culturels, et une publicité éclatante. L'année du centenaire fut véritablement une année remarquable.

États-Unis (1976)

L'évocation du bicentenaire de la Révolution américaine nous fait souvent penser aux défilés, aux feux d'artifice et aux manifestations enflammées de patriotisme. Mais ce bicentenaire, c'était bien davantage.

La planification du bicentenaire fut d'abord confiée à la Commission du bicentenaire de la Révolution américaine, mise sur pied en 1966. En raison du mécontentement provoqué par son travail, un nouvel organisme fut créé en 1974, l'Administration du bicentenaire de la Révolution américaine (ARBA), qui fut chargée d'organiser les célébrations autour de trois thèmes : Patrimoine 76 (le passé), Festivals USA (le présent) et Horizons 76 (l'avenir). En plus de l'ARBA, il y avait des commissions du bicentenaire dans chacun des États, et des comités locaux du bicentenaire.

Les célébrations du bicentenaire couvraient la période 1976-1983, mais l'axe majeur des fêtes était l'année 1976. Malgré des coûts importants — plus de 50 000 000 $ ont été consacrés entre 1969 et 1977 à un important programme de subventions directes et paritaires — toutes les couches de la société américaine furent mobilisées. Les retombées économiques furent également importantes : les recettes touristiques augmentèrent de 11,2 pour 100 en 1975, et de 12 pour 100 en 1976.

Qualifiant eux-mêmes les activités du bicentenaire comme étant une série de célébrations locales, les responsables organisèrent une gamme infiniment variée de festivités et d'activités : défilés, pique-niques, foires, feux d'artifice, cirques et reconstitutions historiques (la chevauchée de Paul Revere, l'insurrection "Tea Party" de Boston, la bataille de Lexington et Concord). Plus de 4 000 activités de ce genre furent organisées au cours du seul week-end du 2 au 5 juillet. Une importance considérable fut également accordée aux activités culturelles et éducatives, ainsi qu'aux projets à caractère durable. Les programmes Patrimoine 76 étaient des plus variés : restauration de bâtiments historiques, publications sur l'histoire locale, expositions historiques, compilation de récits historiques, conférences, films; le Programme national des documents historiques a également favorisé la recherche, l'identification et la conservation des documents historiques. Dans le cadre de Festivals USA, les activités suivantes furent notamment organisées : expositions artistiques, nouvelles compositions musicales, activités spéciales dans les parcs nationaux et spectacles de danses, de musique et de théâtre américain. Le programme Horizons 76, tourné vers l'avenir, comportait des projets très variés : création de plus de 4 000 parcs et zones de protection de la nature, efforts de conservation du patrimoine, campagnes de rénovation urbaine, nettoyage des quartiers, conférences sur l'avenir des États-Unis, bourses d'étude, programmes éducatifs pour les enfants défavorisés et prestation de nouveaux services sociaux aux femmes, aux personnes âgées et aux personnes mentalement handicapées. Enfin, sur le thème du multiculturalisme, divers programmes spéciaux étaient

prévus : expositions et conférences sur l'histoire des Noirs et des autochtones, spectacles de musique noire, construction de musées et de bibliothèques pour les autochtones, festivals multiculturels, etc. Une division spéciale de l'ARBA, la Bicentennial Ethnic Racial Coalition, était chargée de faire participer tous les groupes culturels au bicentenaire.

Lorsque tout fut terminé, l'ARBA pouvait conclure, avec une fierté compréhensible : «Une contribution durable a été apportée à notre pays. Qu'il s'agisse de la restauration de bâtiments ou de nouvelles constructions, des programmes éducatifs ou culturels, ou simplement de la collaboration harmonieuse de tous les groupes et de tous les milieux au bicentenaire — cet apport subsistera bien après que se seront évanouis les bruits des feux d'artifice, des défilés et des discours.»

États-Unis (1987-1991)

Les fêtes du bicentenaire de la Révolution américaine n'étaient pas encore terminées, en 1983, que les États-Unis amorçaient un plan ambitieux de commémoration du bicentenaire de leur constitution.

La Commission sur le bicentenaire de la constitution américaine, présidée par l'ancien juge en chef Warren E. Burger, fut créée en 1983 pour coordonner les activités à l'échelle nationale. Pour chacune des années de la période 1987-1991, la Commission se concentre sur des chapitres particuliers de l'histoire constitutionnelle, depuis la rédaction de la Constitution en 1787 jusqu'à l'adoption du Bill of Rights en 1791. La commémoration devant s'étaler uniformément sur cinq ans, la Commission a décidé de se concentrer non pas sur un programme de festivités — l'un de ses membres nous a dit qu'il serait impossible de maintenir l'enthousiasme si les réjouissances duraient cinq ans — mais sur un programme d'éducation ambitieux visant à faire mieux connaître au public l'histoire et l'importance de la Constitution. À ce stade, tous les États et territoires et plus de 2 500 collectivités ont mis sur pied des comités de coordination des activités locales, et 5 000 projets sont en voie d'élaboration. Disposant d'un effectif d'une cinquantaine de personnes (125 en 1987), la Commission a reçu à ce jour près de 68 000 000 $ de fonds fédéraux. Le secteur privé participe aussi de façon dynamique, notamment par la mise au point de produits spéciaux pour le bicentenaire.

Naturellement, la Commission a organisé des activités spectaculaires, notamment une célébration de la citoyenneté américaine au Capitole, le 16 septembre 1987, au cours de laquelle le président des États-Unis et 140 000 Américains — sans compter des millions de téléspectateurs — ont rendu hommage à la Constitution. Mais la Commission a raison de dire que les programmes éducatifs ont été prédominants. Ils étaient des plus variés : concours de rédaction, diffusion de plus de 12 000 000 mini-constitutions, subventions de 3 200 000 $ à plus de 100 projets de formation des enseignants et d'élaboration de programmes dans 38 États, colloques sur le sens de la Constitution, vidéocassettes sur les causes historiques jugées par les tribunaux constitutionnels, prix aux journalistes pour des reportages sur le bicentenaire,

expositions historiques, importants projets de publications, comme une Encyclopédie du Congrès et une série de 22 volumes sur les documents du premier Congrès.

Toutes ces activités, selon le président de la Commission, Warren Burger, constituent pour le public américain une leçon d'histoire et de civisme de premier plan. La Commission a exprimé l'espoir que «le bicentenaire apportera une contribution durable à notre patrimoine national grâce à une plus grande sensibilisation au «miracle» de notre constitution».

Conclusions

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de ce résumé des principales célébrations d'anniversaires au Canada et aux États-Unis depuis la fin des années 50 jusqu'à aujourd'hui?

Notre étude des documents nous a permis de conclure que les éléments ci-après sont essentiels à ce genre de célébration : initiative et participation locale, coordination centrale, programmes présentant un intérêt durable et importance accordée à l'éducation. En nous fondant sur ces critères, nous sommes d'avis que les célébrations les plus réussies ont été le centenaire du Canada en 1967, le bicentenaire de la Révolution américaine en 1976 et le bicentenaire de 1987-1991 (qui se poursuit), les trois célébrations d'anniversaires en Colombie-Britannique en 1958, 1966-1967 et 1971, et le 75^{e} anniversaire de la Saskatchewan en 1980. Les célébrations organisées en Alberta, au Manitoba, en Ontario, dans l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick ont aussi des points positifs, mais les autres nous ont davantage impressionnés.

L'initiative locale a marqué les célébrations au Canada et aux États-Unis, mais on la retrouve également, quoique à une moindre échelle, en Colombie-Britannique et en Saskatchewan. La Saskatchewan affiche un bilan remarquable à cet égard et constitue un exemple que les célébrations ultérieures devraient chercher à imiter. Nous avons également été frappés par les liens étroits entre les initiatives locales et la participation locale. Dans chacun de ces cas, le respect du rôle des collectivités locales par les structures administratives a favorisé directement un degré extraordinaire de participation du public. Incités à élaborer et organiser leurs propres programmes, les gens ont relevé le défi avec enthousiasme et se sont approprié les célébrations. Aux États-Unis, la mobilisation des bénévoles a atteint des proportions considérables dans toutes les régions. Il en a été de même pour le centenaire du Canada et les célébrations en Colombie-Britannique et en Saskatchewan.

Mais les particuliers et les collectivités ont également besoin d'une certaine orientation pour que les célébrations se déroulent bien et ne s'écartent pas des thèmes essentiels. Dans le cas des célébrations que nous considérons particulièrement réussies, cette orientation a été judicieusement assurée par des organismes de coordination centrale. Des erreurs ont naturellement été commises,

mais les réalisations remarquables accomplies les ont reléguées dans l'ombre. Toutes ces célébrations ont été organisées avec une efficacité admirable, et les participants n'ont jamais dévié de leurs objectifs.

Ces objectifs étaient simples. Dans le cas du centenaire du Canada, les activités de 1967 comportaient un grand nombre de défilés, de feux d'artifice, etc., mais ces festivités étaient également associées à une multitude de programmes plus sérieux. L'idée sous-jacente d'un grand nombre de ces programmes, c'est que le centenaire ne devait pas se limiter à des célébrations, mais chercher également à avoir des effets durables. Cette conviction a entraîné la construction d'immeubles commémoratifs du centenaire dans presque toutes les localités, et une gamme variée de programmes visant à faire mieux connaître leur passé aux Canadiens et à les inciter à regarder l'avenir avec confiance. Les immeubles commémoratifs du centenaire ont modifié le paysage, mais les programmes culturels et éducatifs ont modifié notre perception de nous-mêmes.

Une gamme variée de programmes à caractère durable — ouvrages, films, projets éducatifs divers — a aussi marqué les célébrations aux États-Unis, ainsi qu'en Colombie-Britannique et en Saskatchewan. Là aussi, sans oublier le rôle des festivités, les responsables des célébrations ont accordé une importance égale aux retombées permanentes. Le bicentenaire de la Constitution américaine, notamment, se caractérise dès le début par un programme éducatif bien conçu, bien organisé et ambitieux. Les Américains ne font pas que célébrer leur constitution; ils cherchent également à l'approfondir. En ce sens, le bicentenaire de la Constitution est un voyage de découverte pour tous les Américains. Les célébrations d'anniversaires ne pourraient atteindre de meilleurs résultats.

Ces célébrations sont également dignes d'éloges pour d'autres raisons. Le centenaire du Canada et les bicentenaires célébrés aux États-Unis illustrent de façon remarquable comment favoriser la participation des gens de tous les milieux culturels, ainsi que des jeunes. Les centenaires célébrés en Colombie-Britannique montrent comment susciter l'enthousiasme pour le passé. L'exemple de la Saskatchewan indique que le succès des célébrations d'un anniversaire ne se mesure pas à ses coûts. Enfin, tous ces exemples montrent clairement que les célébrations d'anniversaires peuvent avoir des effets remarquables sur les particuliers et sur l'ensemble des sociétés.

QUATRIÈME PARTIE
PLANIFICATION DES ANNÉES DU PATRIMOINE

En se fondant sur le travail réalisé au cours des derniers mois, le groupe d'étude est d'avis que les anniversaires de la période 1991-1993 présentent pour la province plusieurs possibilités dont il importe de tenir compte, et que l'organisation de certains programmes spéciaux pour commémorer ces anniversaires est tout à fait de mise. Nous pensons également que le gouvernement provincial a un rôle essentiel à jouer dans la commémoration de ces anniversaires. À notre avis, les collectivités locales et les groupes locaux devraient assumer la responsabilité de la plupart des initiatives, mais pouvoir compter sur l'aide et les conseils du gouvernement provincial.

Dans cette section de notre rapport, nous évoquons les possibilités offertes par les années du patrimoine. Nous résumons aussi les options qui s'offrent au gouvernement provincial et présentons nos conclusions sur la façon de faire un succès des années du patrimoine.

POSSIBILITÉS

Sensibilisation au patrimoine ontarien

Nous tenons d'abord à souligner que l'histoire *joue un rôle important*. Nos visites dans la province nous ont convaincus plus que jamais — grâce notamment à l'exemple remarquable de ceux qui s'intéressent au patrimoine — que notre histoire nous définit au plan personnel et social. L'évolution actuelle de l'Ontario n'est pas le fruit du hasard, mais découle de son passé. Nos valeurs — respect de l'ordre public et des lois, croyance aux droits de la personne, recherche du compromis dans notre vie sociale et politique — sont enracinées depuis plus de deux siècles dans notre expérience collective. Aujourd'hui, cette expérience se manifeste partout, non seulement dans les bâtiments historiques, documents d'archives et objets anciens, mais dans le tissu même de notre société.

Il en découle, à notre avis, que rien ne peut être plus important que l'étude de l'histoire. La connaissance de notre passé nous éclaire sur notre identité et sur nos origines. Elle révèle les valeurs fondamentales de notre mode de vie et les forces qui ont donné naissance à nos institutions sociales et politiques. Elle nous montre à la fois nos erreurs et nos réalisations, et ouvre des perspectives précieuses sur les problèmes à résoudre aujourd'hui. En approfondissant le passé, nous apprenons à mieux nous connaître. Nous apprenons à réfléchir sur le chemin que nous avons parcouru et à en tirer des leçons sur la route à suivre.

Malheureusement, la connaissance que nous avons de notre passé est très imparfaite. Il est vrai que bien des gens connaissent et apprécient notre histoire — les enseignants d'histoire dans les écoles secondaires, les historiens à l'université, le

personnel des musées et des archives, les membres des sociétés historiques — et nous en avons rencontrés beaucoup lors de notre tournée. Mais ces gens constituent une minorité. Il est regrettable que la plupart des Ontariens ne connaissent presque pas les événements importants et les principales figures de l'histoire de leur province, voire de l'histoire de leur propre localité. Au cours de notre tournée, nous avons nous-mêmes été surpris et un peu gênés de découvrir des pans de l'histoire de l'Ontario que nous ne connaissions pas. Ces visites dans les diverses régions de la province et nos rencontres avec des gens beaucoup mieux informés que nous se sont révélées une expérience d'apprentissage merveilleuse. Nous connaissons mieux maintenant le passé de l'Ontario, ce qui nous a permis de comprendre beaucoup mieux le caractère de la province.

Étant donné l'importance de notre histoire et la compréhension insuffisante que nous en avons, nous donnons raison à ceux qui nous ont dit que les anniversaires de la période 1991-1993 présentent pour la province une occasion à ne pas manquer. En commémorant ces anniversaires de façon appropriée et en profitant de l'occasion pour approfondir notre histoire, nous contribuerons à accroître l'intérêt pour le passé de l'Ontario. Ce regain d'intérêt favorisera une plus grande compréhension de notre histoire, ce qui contribuera naturellement à raffermir le sens de notre identité. Nous serons alors plus en mesure d'examiner l'état actuel de la province et de tracer avec un regard lucide la route à suivre d'ici l'an 2000 et au-delà.

Les années du patrimoine nous permettront aussi d'atteindre un autre objectif. Nous partageons les préoccupations de bien des gens concernant les problèmes associés aux «infrastructures du patrimoine», et nous estimons également avec eux que la première étape à franchir pour régler ces problèmes est de sensibiliser davantage le public aux questions du patrimoine. Les années du patrimoine nous aideront à atteindre cet objectif en stimulant l'intérêt pour le passé. En connaissant mieux leur histoire, les gens ne manqueront pas de mieux apprécier le rôle des milieux du patrimoine dans sa conservation. Ils seront également davantage sensibilisés aux problèmes que connaissent les musées, les bibliothèques, les archives et les autres établissements du patrimoine. Cette sensibilité accrue du public permettra à tous ces établissements d'être davantage en mesure d'atteindre leurs objectifs importants et légitimes.

Collaboration intergouvernementale

En plus de contribuer à la réalisation des objectifs culturels indiqués ci-dessus, les années du patrimoine permettront de favoriser une plus grande collaboration intergouvernementale.

Nous avons souligné que l'année 1992 marque le 125^{e} anniversaire de la Confédération, et que Montréal célébrera son 350^{e} anniversaire en 1993. Les plans du gouvernement fédéral concernant le 125^{e} anniversaire de la Confédération sont encore en voie d'élaboration, mais il est évident que l'Ontario pourra participer à ces célébrations de bien des façons. Nous avons également souligné dans la deuxième partie de ce rapport l'intérêt manifesté par les représentants de Célébrations Montréal pour l'organisation de projets conjoints entre Montréal et

l'Ontario en 1993. Nous comprenons également que le gouvernement du Québec prévoit commémorer le 200e anniversaire de l'Assemblée nationale en 1991. L'année 1991 marquant aussi le bicentenaire de l'Assemblée législative de l'Ontario, il est possible qu'un projet conjoint puisse être organisé à cette occasion par l'Ontario et le Québec. Bref, les années du patrimoine présentent de nombreuses possibilités de promouvoir la collaboration intergouvernementale.

Promotion du tourisme

Les années du patrimoine présentent aussi des possibilités économiques intéressantes. À cet égard, nous aimerions reprendre ce qui nous a été souvent dit lors de nos rencontres dans la province, à savoir que les programmes de commémoration des anniversaires de la période 1991-1993 pourraient avoir des avantages importants au plan touristique, à condition d'être bien conçus et organisés et de profiter d'une promotion efficace.

On ne saurait trop insister sur l'importance de la promotion touristique. Si la publicité faite à cette occasion comportait un important volet sur le patrimoine, en attirant l'attention sur l'histoire de l'Ontario, sur ses monuments les plus visibles et sur les diverses activités qui seront alors organisées dans la province, nous pensons qu'elle donnera un élan considérable aux activités de cette industrie et aux recettes qui en découlent. Cette campagne de publicité n'occasionnerait pas de dépenses accrues, en raison de la publicité touristique qui sera faite de toute façon. Il suffira d'adapter l'optique publicitaire en mettant davantage en relief le patrimoine.

Certains pourraient désapprouver notre position en évoquant l'expérience ontarienne lors du bicentenaire de 1984 pour montrer que ces activités n'influent guère sur le tourisme. À notre avis, cela ne prouve rien. Les études réalisées dans le sillage du bicentenaire n'ont pas indiqué que ces célébrations n'ont pas eu d'incidences sur le tourisme, mais plutôt que ces incidences étaient difficiles à évaluer. En outre, comme nous ne considérons pas ces célébrations comme un modèle à imiter, nous ne pensons pas qu'elles sont très révélatrices des retombées économiques que peuvent avoir ces commémorations. Enfin, tout indique clairement, si l'on excepte le bicentenaire de l'Ontario, que les célébrations d'anniversaires ont favorisé les activités touristiques. Les seules données dont nous disposons concernent la Saskatchewan et les États-Unis, mais il ne fait pas de doute que d'autres célébrations analogues ailleurs ont eu des résultats similaires.

Comme nous le dirons plus loin de façon détaillée, nous ne pensons pas que les programmes mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine devraient ressembler à des commémorations d'envergure. Mais nous sommes d'avis que même des commémorations modestes à caractère historique présentent la possibilité d'attirer des visiteurs en Ontario et d'inciter les Ontariens à voyager dans les diverses régions de leur province.

Les études récemment réalisées en Alberta sur les incidences économiques des établissements du patrimoine dans cette province sont intéressantes à cet égard. L'une de ces études, publiée en décembre 1989, indique que le réseau albertain d'établissements du patrimoine a eu des retombées considérables sur l'économie

locale en raison des activités touristiques suscitées de l'intérieur et de l'extérieur de la province : selon les données de l'étude, en 1989-1990, sept établissements du patrimoine gérés par la province avaient des incidences sur l'emploi de 289,1 années-personne, et que cinq de ces établissements avaient des incidences économiques de 11 860 000 $. Le rapport conclut ainsi : «Les économies régionales de l'Alberta reçoivent chaque année des dizaines de millions de dollars provenant des activités touristiques suscitées par le réseau provincial en expansion des musées, des centres d'interprétation et des lieux historiques. À l'avenir, compte tenu des nouveaux projets, du nombre accru de visiteurs et de la croissance du secteur des services qui cherchera à accroître ses recettes touristiques, ces incidences augmenteront considérablement et se traduiront par des centaines de millions de dollars pour ces établissements chaque année.»

Il n'y a pas d'études analogues pour l'Ontario, mais il serait surprenant que notre secteur du patrimoine n'apporte pas d'avantages considérables à l'économie. À notre avis, la période 1991-1993 offre d'excellentes possibilités d'accroître les incidences du secteur du patrimoine sur l'industrie touristique et l'ensemble de l'économie. Si le patrimoine coûte effectivement de l'argent, il en rapporte également, car il s'agit d'un investissement.

Esprit communautaire et solidarité ontarienne

Nous estimons également que les années du patrimoine présentent des possibilités intéressantes au plan social. Notre étude des célébrations réalisées ailleurs indique clairement que lorsque les gens collaborent à l'organisation de ces commémorations, il en résulte toujours un renforcement de l'esprit communautaire, qui peut durer longtemps. Souvent, les organismes communautaires mis sur pied en vue d'organiser ces célébrations restent en place une fois les célébrations terminées; de façon plus générale, les leçons apprises à cette occasion en matière de collaboration ont souvent des effets durables, au plan personnel comme dans le milieu. C'est exactement ce qui semble s'être passé en Saskatchewan, et rien ne donne lieu de croire que la chose ne peut se produire aussi en Ontario.

Sur une question connexe, le groupe d'étude est d'avis — comme les personnes qu'il a consultées — que la commémoration des années du patrimoine favorisera une plus grande solidarité ontarienne.

Nous avons souligné précédemment dans notre rapport qu'un certain nombre des personnes que nous avons rencontrées, notamment des représentants des francophones, ont été profondément ébranlées — et personnellement humiliées — par la montée de l'intolérance. Nous sympathisons avec ces personnes, et nous pensons avec elles que la meilleure façon de promouvoir une plus grande tolérance et de réduire la méfiance et les malentendus est d'approfondir notre connaissance de l'histoire. Lors de notre tournée dans la province, nous avons rapidement constaté que tous les Ontariens, dans toutes les régions et quelles que soient leurs origines ethniques, sont fiers de leur contribution à la société ontarienne. Il nous est également apparu évident que plus les gens parlent de leur passé, plus grande est leur estime d'eux-mêmes, et plus il leur est facile d'établir des rapports harmonieux

avec les autres. Si les gens étaient incités à mieux connaître leur histoire au cours des années du patrimoine, ils approfondiraient davantage leur connaissance d'eux-mêmes et de leurs concitoyens d'origines ethniques diverses. Tous seraient ainsi plus sensibles aux préoccupations des autres.

Le manque de compréhension entre les gens des différents groupes ethniques et des diverses régions de la province est naturellement un problème ancien, qui ne pourra être réglé du jour au lendemain. À eux seuls, les programmes mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine ne pourront non plus le régler. Pour être couronnés de succès, ils devraient être accompagnés de bien d'autres initiatives de la part de tous les paliers de l'administration, mais aussi des organismes communautaires et des particuliers. La commémoration des anniversaires de la période 1991-1993 nous donnera cependant l'occasion de redresser les torts commis et de mieux nous connaître les uns les autres, constituant ainsi une étape modeste, mais importante dans la bonne voie. Diverses activités, notamment l'organisation d'expositions et de conférences sur l'histoire des autochtones et des Franco-Ontariens, et la publication d'ouvrages sur la transformation de la société ontarienne en société multiculturelle, ne pourraient que renforcer la solidarité ontarienne et consolider les fondements de l'avenir de la province.

OPTIONS

Après avoir évoqué les possibilités que présentent les anniversaires de la période 1991-1993, nous aborderons maintenant les différentes options qui s'offrent au gouvernement provincial pour commémorer ces anniversaires.

Nous pensons que trois options sont possibles. La première est très simple : le gouvernement pourrait ne rien faire, laissant le soin de commémorer ces anniversaires aux collectivités locales suffisamment intéressées pour assumer cette responsabilité. Selon cette option, le gouvernement ne ferait rien pour commémorer les dates marquantes de son passé comme le bicentenaire de sa constitution juridique et le bicentenaire de la première session de la première législature. Certaines collectivités pourraient mettre sur pied des programmes pour commémorer des anniversaires importants de leur histoire et de l'histoire de la province, mais le gouvernement provincial ne leur accorderait pas son soutien financier ou ses conseils. Il n'encouragerait pas non plus les autres localités à suivre leur exemple.

La deuxième option consiste à faire des années du patrimoine une opération provinciale d'envergure. Le gouvernement parrainerait et organiserait un grand nombre d'activités importantes — ayant un caractère festif et un caractère culturel et éducatif — et offrirait des subventions généreuses aux collectivités et groupes locaux pour les inciter à faire de même. L'objectif serait d'organiser des activités dans toute la province, pour faire en sorte que les années du patrimoine ressemblent à l'une des célébrations des principaux anniversaires décrites dans la troisième partie.

Dans le cadre de la troisième option, le gouvernement provincial assumerait un rôle d'orientation dans la réalisation d'un programme modeste axé principalement sur les initiatives locales. Il assumerait la responsabilité de commémorer quelques anniversaires marquants, comme les anniversaires de l'Acte constitutionnel et de la première législature, et d'entreprendre un nombre limité d'initiatives provinciales. Il encouragerait en même temps les collectivités et groupes locaux — en leur fournissant des fonds et des conseils — à réaliser leurs propres projets. L'organisation des activités relèverait de l'échelon local, le gouvernement provincial jouant un rôle de coordination. Tant au plan local que provincial, l'importance serait accordée aux activités culturelles et éducatives, et non aux festivités.

Ce sont là les options qui se présentent à nous. Laquelle est la meilleure? Ceux qui considèrent que l'histoire présente un intérêt accessoire et que l'affectation de dépenses aux fins du patrimoine relève de la frivolité et du gaspillage pourraient préconiser la première option : ne rien faire. Ce n'est pas notre choix. Nous sommes fermement convaincus que le gouvernement provincial a une responsabilité tout aussi grande en matière de conservation et de promotion du patrimoine que dans le secteur des services sociaux. S'il importe que les décisions touchant l'importance et la répartition des fonds soient situées dans le contexte des responsabilités financières générales du gouvernement, cela ne veut pas dire que le patrimoine devrait recevoir les miettes de ce qui reste une fois que d'autres priorités plus importantes ont été prises en compte. Le patrimoine doit aussi être une priorité, et les programmes de commémoration des années du patrimoine, sous une forme ou une autre, sont à la fois essentiels et éminemment justifiables.

À notre avis, en ne faisant rien pour souligner la période 1991-1993, le gouvernement provincial se trouverait à écarter des possibilités remarquables — que nous avons déjà décrites — d'atteindre un certain nombre d'objectifs essentiels. Une meilleure appréciation de notre passé, un sens accru de notre identité, un plus grand esprit communautaire, une meilleure compréhension entre les différentes régions et les divers groupes ethniques de l'Ontario, autant de possibilités qui n'auront pas été mises à profit. En outre, si la période 1991-1993 se passe sans la moindre reconnaissance de la part du gouvernement provincial, les possibilités de promotion de la collaboration intergouvernementale et d'augmentation des revenus tirés des activités touristiques ne se réaliseront pas.

Nous rejetons également l'option 1 pour d'autres raisons. À notre avis, il est tout à fait inconcevable que le gouvernement provincial passe sous silence le bicentenaire de sa constitution juridique et le bicentenaire de la première législature — pour ne rien dire des autres anniversaires des années du patrimoine. En agissant ainsi, il montrerait clairement à tous les Ontariens qu'il ne s'intéresse tout simplement pas à notre histoire. Nous pensons qu'il serait très regrettable de transmettre pareil message. Bien sûr, certaines personnes seraient satisfaites de voir que rien n'est fait pour commémorer notre passé, mais un grand nombre d'autres citoyens trouveraient la chose incroyable — surtout dans les collectivités ayant mis en marche des projets locaux à cette occasion. Ils auraient raison de penser qu'à

l'échelon local, on s'intéresse davantage au passé de l'Ontario que le gouvernement provincial. Nous ne pensons pas que c'est là le message que veut transmettre le gouvernement.

Quant à l'option 2 — «tout faire» — nous pensons qu'elle est également peu judicieuse. Tout d'abord, la mobilisation de toute une population pour des célébrations provinciales gigantesques pendant trois ans ne serait pas conforme au programme de restrictions financières du gouvernement. Sans compter qu'à notre avis, ce genre de célébrations d'envergure n'aurait pas l'appui du public. Cela plairait, bien sûr, à certaines personnes des milieux du patrimoine, mais d'autres personnes de ces mêmes milieux y verraient de l'irresponsabilité fiscale. Il faut aussi tenir compte du grand public. Dans l'ensemble de la population, l'organisation de célébrations provinciales spectaculaires au cours de la période 1991-1993 serait considérée — à bon droit, à notre avis — comme un gaspillage des fonds publics. On ne manquerait pas d'accuser le gouvernement d'avoir profité des années du patrimoine pour en faire simplement une opération coûteuse de relations publiques, d'autant plus inexcusable que la province a déjà célébré son bicentenaire en 1984.

Il ne reste que l'option 3, celle du juste milieu. À notre avis, c'est de loin l'option la meilleure que peut retenir le gouvernement. En laissant aux collectivités locales et aux différents groupes le rôle principal dans l'organisation d'une série modeste d'activités, le gouvernement provincial assurant un rôle d'orientation, de coordination et d'aide financière, on se trouverait à commémorer les anniversaires de cette période de façon appropriée, sans dépenses indues. Ces programmes ne nécessiteraient pas une mobilisation générale, mais ils consolideraient l'avenir en nous permettant de profiter des diverses possibilités offertes par les années du patrimoine. Ils montreraient également que le gouvernement provincial s'intéresse véritablement à notre passé.

Si le gouvernement adopte cette approche, il se pourrait bien que les années du patrimoine marquent une époque de transition dans l'histoire de l'Ontario — tout comme l'année 1980 l'a été en Saskatchewan, selon Ian Wilson, des Archives publiques de l'Ontario. Les activités mises en place ne ressembleraient pas à une grande fête d'une durée de trois ans; au contraire, au lieu de se contenter de célébrer notre passé, ces activités seraient axées sur la commémoration et l'approfondissement du passé. Notre patrimoine, et nous-mêmes, en serions ainsi raffermis.

Perspectives

Nous analyserons maintenant les perspectives que présenteront les années du patrimoine si le gouvernement retient l'option 3.

Comme nous l'avons dit, le gouvernement devrait, à l'occasion des années du patrimoine, entreprendre un nombre limité d'initiatives visant à commémorer les anniversaires qui ont une importance au plan provincial, notamment le bicentenaire de l'Acte constitutionnel et le bicentenaire de la première législature. Mais les années du patrimoine devraient surtout être axées sur les initiatives locales et la

participation locale. Les collectivités et groupes locaux devraient assumer la responsabilité de l'élaboration et de l'organisation des projets, le gouvernement provincial n'assumant qu'un rôle d'orientation et de coordination, offrant des conseils et une aide financière modeste pour les projets locaux, et s'assurant que tous les programmes s'inscrivent dans une thématique précise. Le processus de sélection des projets à l'échelon local (selon des critères déterminés par le gouvernement provincial) — et le choix des projets en vue d'une aide gouvernementale — devrait relever des comités locaux.

Parmi les divers projets provinciaux qui nous ont été suggérés, nous apprécions particulièrement l'idée d'une visite royale en juin 1991. Nous préconisons aussi la tenue d'une réunion du Conseil des ministres à Kingston en 1992, pour commémorer l'assermentation de Simcoe et de son conseil exécutif, et une cérémonie spéciale à Niagara-on-the-Lake, la même année, pour commémorer la formation de la Législature. D'autres initiatives pourraient aussi être entreprises : projets au Royaume-Uni en rapport avec Simcoe (qui auront pour effet de mettre l'Ontario en vedette et d'encourager les Britanniques à visiter la province); vidéocassettes, conférences et élaboration de documents d'appui sur l'histoire du Canada à l'intention des écoles. En ce qui concerne les initiatives locales, un grand nombre de suggestions intéressantes nous ont été présentées. À notre avis, des expositions muséologiques, des publications sur l'histoire locale, des ateliers sur l'histoire de l'Ontario et d'autres projets de cette nature présentent tous beaucoup d'intérêt.

Comme nous estimons que les années du patrimoine devraient être axées sur les initiatives locales, nous ne surprendrons personne en disant que les anniversaires locaux de la période 1991-1993 devraient être aussi importants que les anniversaires provinciaux. En fait, nous pensons, avec bien des gens, que les anniversaires provinciaux nous fourniront l'occasion d'approfondir l'histoire de nos diverses collectivités. Tel qu'indiqué dans la troisième partie, nous recommandons au MCC d'accorder une place particulière dans sa liste aux anniversaires qui ont une importance locale, et d'inciter les collectivités locales à dresser leurs propres listes d'anniversaires.

L'élément le plus important que nous tenons à faire ressortir en ce qui concerne les programmes mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine, c'est que dans notre optique, les projets et activités doivent être évalués principalement en fonction de leur caractère durable. C'est là un point qui nous a été répété à maintes reprises au cours des derniers mois, et avec lequel nous sommes entièrement d'accord. Par projets «à caractère durable», nous voulons parler de projets qui laisseront des traces permanentes, par exemple sous forme d'ouvrages ou d'enregistrements vidéo, ou qui visent une meilleure compréhension du passé, notamment par le biais de conférences et ateliers. Nous ne voulons pas donner à croire qu'il n'y a pas de place pour des célébrations à caractère festif; bien au contraire, diverses activités comme des festivals comportant un volet sur le patrimoine, des retrouvailles, des revues et sonneries militaires, peuvent et doivent avoir leur rôle à jouer. Mais dans l'ensemble, nous pensons que les années du patrimoine devraient être axées non pas sur la fête et les réjouissances, mais plutôt

sur les aspects éducatifs au sens le plus large, à l'exemple du bicentenaire de la Constitution américaine. Les Ontariens ont eu leur lot de fêtes provinciales en 1984; nous avons maintenant besoin de projets qui nous permettront de mieux comprendre notre passé, qui nous donneront des perspectives historiques sur nos problèmes actuels et renforceront la solidarité ontarienne. La réalisation de projets comme des conférences, des ouvrages, des concours de rédaction, etc. permettra d'atteindre ces objectifs, contrairement aux danses en plein air. Avant tout, les années du patrimoine doivent laisser une empreinte permanente sur la société ontarienne.

En ce qui concerne les aspects financiers, nous partageons le point de vue que nous ont exprimé un grand nombre de personnes : il importe que les fonds qui pourront être disponibles soient de nouveaux crédits — la réaffectation de fonds provenant des programmes actuels du MCC ne ferait qu'aggraver les problèmes des milieux du patrimoine et miner son soutien aux projets qui pourraient être mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine. Pour couvrir une partie des coûts, les responsables des programmes devraient profiter le plus possible des ressources existantes provenant, par exemple, des festivals et des expositions muséologiques, et étudier les possibilités de parrainage par des entreprises. Le ministère des Richesses naturelles entend recourir à la commandite des entreprises pour l'aider à financer le centenaire du réseau des parcs provinciaux, ce qui nous amène à penser que la même approche pourrait être efficace pour les programmes organisés à l'occasion des années du patrimoine. Mais nous ne croyons pas que les initiatives visant à souligner la période 1991-1993 devraient être décidées en fonction du recrutement d'entreprises de parrainage. Nous ne pensons pas non plus, compte tenu des délais limités, que ce parrainage puisse être mis en place à l'échelon provincial en 1991. Il serait plus réaliste d'inciter les groupes et les collectivités locales à rechercher des commandites à l'échelon local comme mesures d'appoint à l'aide financière provinciale.

Nous sommes également arrivés à des conclusions sur d'autres questions. Par exemple, les programmes mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine devraient toucher toutes les régions de la province, refléter la réalité multiculturelle de l'Ontario et englober toutes les couches de la population. À cet égard, les Premières nations, premiers habitants de l'Ontario, méritent une reconnaissance spéciale. Nous croyons aussi, comme Jean Pigott, de la Commission de la capitale nationale, et bien d'autres, qu'il est essentiel d'assurer la participation des jeunes par le biais notamment de nouveaux documents d'appui dans les écoles sur l'histoire du Canada, de concours de rédaction et d'échanges d'élèves. En ce qui concerne le rôle du système d'éducation, nous tenons à souligner que les hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation désiraient ardemment présenter un mémoire au groupe d'étude, mais qu'ils n'ont pu le faire avant l'achèvement du présent rapport. Les projets visant à faire participer les écoles aux années du patrimoine devraient naturellement être présentés au ministère de l'Éducation. Nous pensons aussi que d'autres ministères devraient être incités à élaborer des programmes à cette occasion, le MCC assumant un rôle d'orientation.

Quant aux difficultés particulières signalées à Niagara-on-the-Lake concernant l'équilibre à conserver entre le tourisme et la protection du caractère historique de la région, cette question mérite d'être considérée de façon distincte par le gouvernement provincial. Il en va de même de la suggestion des autorités de Windsor concernant le choix de leur ville comme point de départ des commémorations de la période 1991-1993. Étant donné l'intérêt extraordinaire de Windsor pour cette cause, sa demande mérite à coup sûr d'être étudiée.

Une question n'a pas été soulevée lors de nos rencontres, la question des dates, mais nous l'avons quand même étudiée. Les années du patrimoine devraient être axées sur des dates d'anniversaires, mais il ne faut pas que ces dates deviennent une obsession et nous fassent négliger l'histoire elle-même. En d'autres termes, nous considérons que les dates des anniversaires de la période 1991-1993 ne sont que des centres d'intérêt, pour nous inciter à approfondir l'ensemble de notre histoire, avant et après 1791. Les collectivités — il y en aura sûrement quelques-unes — qui ne commémorent aucun anniversaire au cours de cette période ne devraient pas conclure qu'elles n'ont aucune raison de participer aux années du patrimoine. Bien au contraire. Elles devraient quand même profiter de l'occasion pour commémorer notre passé. Dans tous les cas, elles peuvent toujours commémorer les anniversaires provinciaux ou les principaux événements de leur histoire locale.

Nous devons dire quelques mots sur la place réservée à John Graves Simcoe dans la commémoration des années du patrimoine. Il ne fait pas de doute que Simcoe a joué un rôle capital dans la fondation de la société ontarienne. C'est pourquoi la figure de Simcoe et les événements des années 1790 doivent être au coeur même des programmes de célébration du patrimoine en 1991-1993; sinon, leur signification essentielle serait perdue. Il faut cependant éviter le danger suivant : une trop grande importance accordée à Simcoe et aux années 1790 peut limiter l'intérêt des années du patrimoine. Comme ce fut le cas en 1984, ceux dont les racines dans la province ne remontent pas aux années 1790, ou qui vivent dans des régions qui n'ont été colonisées qu'après les années 1790, pourraient croire qu'ils n'ont rien à voir avec les années du patrimoine. Nous faisons donc nôtre la recommandation du directeur du Musée royal de l'Ontario, T. Cuyler Young, qui suggère de considérer la période Simcoe comme une période inaugurant deux siècles d'histoire ontarienne, et de mettre en évidence la contribution apportée par Simcoe à la société ontarienne actuelle sous la forme de notre système juridique et du parlementarisme.

Étant donné l'importance que nous accordons aux initiatives locales et à la nécessité de réduire les coûts des activités prévues pour la période 1991-1993, nous ne pensons pas que la solution des problèmes de financement des milieux du patrimoine devrait figurer à l'ordre du jour des années du patrimoine. Pour les mêmes raisons, nous ne pensons pas non plus que les projets d'investissement ou autres projets d'envergure devraient être admissibles aux subventions à cette occasion. Nous reconnaissons cependant la légitimité d'un grand nombre des doléances des milieux du patrimoine et la nécessité de mesures comme les suivantes : création d'un réseau d'archives régionales, construction de nouvelles installations pour abriter les Archives publiques de l'Ontario, rénovation de l'Édifice

de l'Assemblée législative, à Queen's Park; publication d'une nouvelle histoire critique de l'Ontario et aide à d'importants projets de publication comme le *Dictionary of Canadian Biography*. Nous recommandons au gouvernement provincial de traiter de ces questions de façon distincte, mais non pas dans le cadre de la planification des années du patrimoine.

Voilà, en résumé, comment nous envisageons les années du patrimoine. Tous les points présentés ci-dessus font l'objet de recommandations précises que nous présentons dans la cinquième partie.

Nous croyons que la commémoration des années du patrimoine dans l'optique que nous préconisons bénéficierait d'un appui considérable dans la province. Les coûts en cause seraient modestes, et les retombées économiques pourraient être importantes. En intégrant les thèmes des années du patrimoine aux campagnes de publicité touristique et en faisant dans toute la province la publicité des célébrations locales de la période 1991-1993, l'Ontario pourrait découvrir — comme l'Alberta le fait actuellement — que le patrimoine rapporte des dividendes.

Nos propositions ne sont pas une panacée pour guérir tous les maux des milieux du patrimoine, mais elles sont véritablement en mesure de sensibiliser le public aux besoins de ces milieux et de poser ainsi les assises en vue du renforcement du secteur du patrimoine. En outre, si les plans que nous recommandons pour les années du patrimoine sont mis en oeuvre, nous sommes convaincus que le gouvernement favorisera grandement une meilleure appréciation de notre passé, un renforcement de notre sens de l'identité et — ce qui compte peut-être davantage — une plus grande solidarité. Il ne faut pas exagérer les possibilités que présentent les années du patrimoine, mais il ne faut pas non plus les sous-estimer.

L'expérience que nous avons vécue comme membres de ce groupe d'étude nous a fait mieux connaître la richesse de notre histoire, ainsi que les talents et le dévouement des milieux du patrimoine. Les gens de ces milieux ainsi que les autorités municipales et un grand nombre d'autres personnes ne demandent pas mieux que de jouer un rôle actif dans les célébrations des années du patrimoine. Si le gouvernement mise sur ces ressources à l'échelon local et désigne des personnes tout aussi dévouées et enthousiastes à l'échelon de la coordination centrale, les années du patrimoine ne manqueront pas d'avoir des effets durables sur nous tous.

Mais il ne reste plus beaucoup de temps. Si le gouvernement entend faire quelque chose de valable au cours de la période 1991-1993, il ne peut attendre. Nous devons agir le plus tôt possible.

CINQUIÈME PARTIE
RECOMMANDATIONS

Les recommandations ci-après résument les principaux éléments présentés dans la quatrième partie. Elles représentent l'optique dans laquelle le groupe d'étude envisage les années du patrimoine, à partir des avis et suggestions qui lui ont été présentés par les groupes et organismes de conservation du patrimoine, les autorités municipales et d'autres intervenants de toutes les régions de l'Ontario.

INITIATIVES LOCALES ET RÔLE PROVINCIAL

1. Les années du patrimoine devraient être axées avant tout sur les initiatives locales. Le gouvernement devrait assumer un rôle d'orientation et de coordination. Il devrait assumer la responsabilité des initiatives provinciales, appuyer les initiatives locales à l'aide de crédits «d'amorçage» et de conseils, aider à faire connaître au public les activités locales et fournir les thèmes des divers programmes et activités.

NOUVEAUX CRÉDITS

2. Quelle que soit l'importance des ressources financières disponibles pour les années du patrimoine, elles ne doivent pas provenir des programmes existants. Il doit s'agir de nouveaux crédits.

PARRAINAGE PAR DES ENTREPRISES

3. La possibilité d'un parrainage par les entreprises des programmes à l'échelon local devrait être étudiée. Les initiatives à l'occasion des années du patrimoine ne devraient cependant pas dépendre du recrutement de commanditaires.

ORGANISATION LOCALE

4. En vue d'encourager les initiatives et la prise de décision à l'échelon local, la possibilité de créer des comités locaux devrait être sérieusement envisagée. Ces comités seraient chargés de recommander — en fonction de critères établis par le gouvernement — les projets admissibles à une aide financière provinciale.

COLLABORATION INTERMINISTÉRIELLE

5. Tous les ministères devraient être incités à élaborer des programmes à l'occasion des années du patrimoine, le MCC jouant un rôle d'orientation.

PROJETS DURABLES

6. Les programmes mis sur pied à l'occasion des années du patrimoine devraient avoir un caractère durable, et ne pas ressembler à une grande fête provinciale.

PARTICIPATION DE TOUS LES ONTARIENS

7. Toutes les régions de l'Ontario et toutes les couches de la population doivent participer aux activités prévues pour les années du patrimoine. Ces activités doivent tenir compte du caractère multiculturel de l'Ontario; une reconnaissance particulière doit être accordée aux autochtones, premiers habitants de la province.

ANNIVERSAIRES D'ÉVÉNEMENTS LOCAUX

8. Les anniversaires locaux devraient avoir la même importance que les anniversaires provinciaux au cours de la période 1991-1993. Le MCC devrait poursuivre ses recherches sur les anniversaires de cette période, et les collectivités et groupes locaux devraient être incités à élaborer eux-mêmes leurs propres listes d'anniversaires. Ces listes pourraient être remises à un registre central, pour être distribuées dans toute la province.

DATES DES ANNIVERSAIRES

9. Les responsables des programmes à l'occasion des années du patrimoine ne doivent pas être obsédés par les dates. Les dates d'anniversaires devraient être des occasions privilégiées pour inciter les Ontariens à approfondir et commémorer l'ensemble de leur histoire, avant et après 1791.

PLACE IMPORTANTE DE JOHN GRAVES SIMCOE

10. La période Simcoe — et particulièrement l'Acte constitutionnel de 1791 — est au coeur même des années du patrimoine. Mais pour favoriser la participation de toutes les régions de la province et de tous les citoyens, quelle que soit leur origine, cette période devrait être considérée comme une période inaugurant deux siècles de l'histoire ontarienne. Les programmes à l'occasion des années du patrimoine devraient aussi mettre en valeur la contribution de Simcoe au système social, économique et politique de la société ontarienne d'aujourd'hui.

RÔLE DES JEUNES

11. La participation des jeunes aux années du patrimoine est indispensable, et le système d'éducation doit jouer un rôle essentiel pour atteindre cet objectif. Le ministère de l'Éducation devrait étudier la possibilité d'élaborer de nouveaux documents d'appui sur l'histoire du Canada, ainsi que des programmes comme des concours de rédaction, des échanges d'élèves, des tournées de représentations théâtrales dans les écoles, etc.

UNE EXPÉRIENCE D'APPRENTISSAGE POUR TOUS

12. Les années du patrimoine devraient nous donner à tous l'occasion d'approfondir le passé pour mieux le comprendre. Les programmes doivent être élaborés en vue de faire des années du patrimoine une expérience d'apprentissage pour l'ensemble de la population. Cet objectif pourrait être atteint efficacement par le biais notamment de la production d'ouvrages et de vidéocassettes, la tenue de conférences et d'ateliers, ainsi que des expositions muséologiques spéciales.

PROFITER DES ÉVÉNEMENTS EXISTANTS

13. Dans toute la mesure du possible, les programmes à l'occasion des années du patrimoine devraient profiter des événements existants comme les festivals et expositions à l'échelon local, ainsi que des expositions itinérantes organisées par les Archives publiques, le Musée des beaux-arts de l'Ontario, le Musée royal de l'Ontario et d'autres établissements.

TOURISME

14. Comme les années du patrimoine présentent des possibilités intéressantes d'accroître le tourisme, le ministère du Tourisme et des Loisirs devrait être incité à mettre en valeur cette période dans sa publicité touristique.

PROJETS PROVINCIAUX RECOMMANDÉS

15. Visite royale le 10 juin 1991, qui pourrait être axée sur une activité importante réunissant à Toronto des représentants des divers groupes culturels de la province; visites à la Réserve des Six Nations et dans le nord de l'Ontario; réunion du Conseil des ministres à Kingston, en juillet 1992; commémoration spéciale à Niagara-on-the-Lake, en septembre 1992, de la première session de la première législature; activités variées axées sur Simcoe au Royaume-Uni, en collaboration avec la Maison de l'Ontario, à Londres; projets en collaboration avec Célébrations Montréal; participation aux festivals de musique militaire du ministère de la Défense nationale, à Ottawa; intégration aux programmes des années du patrimoine des plans prévus par le ministère des Richesses naturelles pour le centenaire des parcs provinciaux en 1993; collaboration avec le ministère de l'Éducation à l'élaboration de nouveaux documents d'appui sur l'histoire du Canada à l'intention des écoles; distribution dans toute la province d'un calendrier provincial d'activités à l'occasion des années du patrimoine.

AUTRES PROJETS PROVINCIAUX

16. Expositions muséologiques itinérantes, documents pour la radio et la télévision sur l'histoire de l'Ontario (en collaboration avec TVOntario); conférences, colloques et ateliers; échanges d'élèves; concours de rédaction (avec présentation des gagnants à la famille royale au cours de sa visite en juin 1991); tournée de représentations théâtrales sur des thèmes historiques.

PROJETS LOCAUX RECOMMANDÉS

17. Projets sur l'histoire locale et les récits historiques; expositions muséologiques; conférences, colloques et ateliers locaux; retrouvailles; représentations théâtrales et reconstitutions historiques locales; projets de recherches généalogiques; activités spéciales comme des cérémonies de dédicace; activités sportives axées sur un thème historique (par exemple, reconstitution des premiers matches de hockey).

RESPONSABLES

18. Les responsables de l'administration des programmes à l'échelon provincial, à l'occasion des années du patrimoine, devraient s'intéresser véritablement à l'histoire et au patrimoine, et avoir la même motivation que celle dont font preuve partout les milieux du patrimoine.

URGENCE D'AGIR

19. Enfin, comme il ne reste plus beaucoup de temps, le gouvernement doit agir le plus tôt possible en vue de planifier les programmes à l'occasion des années du patrimoine. Les anniversaires de cette période présentent pour l'Ontario plusieurs possibilités — meilleure compréhension du passé, renforcement de notre identité, amélioration de l'esprit communautaire, solidarité ontarienne — mais le gouvernement doit agir sans tarder pour que ces possibilités puissent se concrétiser.

BIBLIOGRAPHIE

Alberta Culture and Multiculturalism, Historical Resources Division.

The Economic Impact of Provincial Heritage Facilities in Alberta : 1988.

The Economic Impact of Provincial Heritage Facilities in Alberta : 1989.

Archives publiques de l'Ontario.

Bicentennial Events, 1984 (brochure).

The Bicentennial of the United States of America; a Final Report to the People (Washington, 1977).

British Columbia Official Centennial Records, 1858-1958 : A Century of Progress (Vancouver, 1957).

Canadian Centennial Commission.

Action : Community Improvement Program (bulletin, neuf parutions).

Centennial Facts : General Information on the Centennial of Canadian Confederation 1867-1967 (Ottawa, 1965).

Centennial Facts : General Information on the Centennial of Canadian Confederation 1867-1967 (Ottawa, 1966).

The Centennial Handbook. A Handbook of Information on the 1967 Centennial Organizations, Their Constitutions, Their Aims and Objectives (Ottawa, 1964).

The Centennial and Your Community (sans date).

First Annual Report of the National Centennial Administration, for the Fiscal Year 1962-63 (Ottawa, 1963).

Second Annual Report of the Centennial Commission, for the Fiscal Year 1963-64 (Ottawa, 1964).

Third Annual REport of the Centennial Commission, for the Fiscal Year 1964-65 (Ottawa, 1965).

National Program Progress Report, May 1, 1965.

A Report of Centennial Activities, 1966-67.

Canadian Centennial Commission and Canadian Broadcasting Corporation.

Canada 1967, 1867-1967. Programme of Events, Listed By Dates. 4 vol. (1967).

Canadian Centennial Commission, Performing Arts Division.

Festival Canada : The Performing Arts Program in the Centennial of Canadian Confederation (1966).

Canadian Centennial Committee of British Columbia.

A Tale of Two Centenaries : the Report of the Canadian Centennial Committee of British Columbia (sans date).

Celebrate Saskatchewan.

Celebrate Saskatchewan, 1905-1980. Saskatchewan Diamond Jubilee Corporation Annual Report, 1978-79.

Celebrate Saskatchewan, 1905-1980. Saskatchewan Diamond Jubilee Corporation Annual Report, 1979-80.

Celebrate Saskatchewan, 1905-1980. Saskatchewan Diamond Jubilee Corporation Annual Report, 1980-81.

Centennial Ontario. Calendar of Events : a Listing of Centennial Events, Celebrations and Projects in the Province of Ontario during 1967.

Commission on the Bicentennial of the United States Constitution.

The Constitution at 200 : the Commemoration Continues. The Second Full Year's Report (septembre 1987).

Chairman's Report, September 17, 1988.

Annual Report, September 1989.

Correspondence from Chuck Timanus, Communications Division, 4 décembre 1989.

Summary of Commission Programs, 1986-1989 (16 septembre 1989).

We the People (bulletin), vol. 5, n^{os} 2-5 (mai-novembre 1989).

Commission on the Bicentennial of the United States Constitution, Information Services.

National Constitution Bicentennial Events, 1988-1991 (octobre 1989).

Bureau fédéral de la statistique.

Canada One Hundred 1867-1967 (Ottawa, 1967).

Fraser, Blair; et Poliquin Jean-Marc.

Canada 67 : The Best of Centennial in Pictures (Ottawa, sans date).

Hartje, Robert, J.

Bicentennial USA : Pathways to Celebration (Nashville, Tenn., 1973).

Ministère de la Culture et des Communications de l'Ontario.

Dossiers divers.

New Brunswick Bicentennial Commission.

1984 : A Year of Discovery. Report of the New Brunswick Bicentennial Commission.

Société historique de l'Ontario.

Celebrating Together : A Guide to Celebrating Ontario's Bicentennial in 1984 (1983).

Bibliothèque des livres rares Thomas Fisher, Université de Toronto. Dossiers sur le centenaire du Canada, 1967.

ANNEXE A
PARTICIPATION DES ONTARIENS AU GROUPE D'ÉTUDE

On trouvera ci-après une liste des personnes qui ont rencontré le groupe d'étude ou lui ont présenté un mémoire. La catégorie «Particuliers» regroupe les personnes qui sont intervenues en leur nom propre; les personnes qui représentaient des groupes et organismes figurent dans les autres catégories. Le nom des personnes qui se sont présentées devant le groupe d'étude est suivi d'un astérisque.

PARTICULIERS

Margaret Angus *
historienne
Kingston (Ontario)

David Archibald
auteur dramatique
Newburgh (Ontario)

Kenneth Armstrong, Robert Fenton *
enseignants
Adam Scott Collegiate and Vocational Institute
Peterborough (Ontario)

Rév. Mel Bailey *
historien
Hamilton (Ontario)

Mitchell Beer
Infolink Consultants Inc.
Ottawa (Ontario)

John Boulden *
historien
Kitchener (Ontario)

Margaret M. Cohoe
Kingston (Ontario)

Edith Firth *
ex-directrice, salle Baldwin, Bibliothèque de la Communauté urbaine de Toronto
Toronto (Ontario)

Professeur John Webster Grant *
Collège Emmanuel
Université Victoria
Université de Toronto

Brian Henley *
Hamilton Spectator

Charles Humber *
éditeur
Heirloom Publishing Inc.
Mississauga (Ontario)

Professeur Don Jackson *
Collège universitaire Algoma
Sault Ste. Marie (Ontario)

Jacquelyn Johnson
Kitchener (Ontario)

Professeur J. Keith Johnson *
Département d'histoire
Université Carleton
Ottawa (Ontario)

Professeur Elwood Jones *
Département d'histoire
Université Trent
Peterborough (Ontario)

Professeur Douglas McCalla
Département d'histoire
Université Trent
Peterborough (Ontario)

Professeur Duncan McDowall •
Département d'histoire
Université Carleton
Ottawa (Ontario)

Nancy McFarlane
London (Ontario)

Floyd MacIntyre
Forest (Ontario)

Professeur Kenneth McLaughlin •
Collège St. Jerome
Université de Waterloo (Ontario)

Professeur Stan Mealing •
Département d'histoire
Université Carleton
Ottawa (Ontario)

Professeur H. Blair Neatby •
Département d'histoire
Université Carleton
Ottawa (Ontario)

Geoff Nightingale
Windsor (Ontario)

Steven Otto •
historien
Toronto (Ontario)

Gary Peck •
enseignant
Sudbury (Ontario)

Mary Black Rogers •
Département d'ethnologie
Musée royal de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Munroe Scott
Fenelon Falls (Ontario)

Professeur Donald Smith
Département d'histoire
Université de Calgary
Calgary (Alberta)

N. Smith
Ottawa (Ontario)

Professeur Gerald J. Stortz •
Collège St. Jerome
Université de Waterloo

Professeur Harry E. Turner
Département d'histoire
Université McMaster
Hamilton (Ontario)

Professeur William Westfall •
Département d'histoire
Collège Atkinson
Université York
Toronto (Ontario)

David White •
Sudbury (Ontario)

Leslie Whitford
Scarborough (Ontario)

GROUPES, ORGANISMES ET ÉTABLISSEMENTS DU PATRIMOINE

Liz Addison, directrice commerciale;
Beverley Carret •
Musée des beaux-arts de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Jim Alexander •
Friends of Fort George
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Richard Alway •
président
Fondation du patrimoine ontarien
Toronto (Ontario)

Allan Anderson •
Société historique de Tecumseh et
West Gwillimbury

Professeur F.H. Armstrong •
Département d'histoire
Université Western Ontario
London (Ontario)
(représentant aussi la Société
Champlain, Toronto)

Laura Arseneau et Sue-Ellen Boyes*
Musée McMichael
Kleinberg (Ontario)

Judith Atkinson
présidente
Groupe du patrimoine de Mississauga

Michael Baker *
Fondation du patrimoine de London, Village historique Fanshawe, Office de protection de la nature de la Tamise supérieure
London (Ontario)

Fred Bemrose
curateur
Musée et Société historique de Paris

CCLCA, canton de Bexley

Deborah Bonner *
Musée d'archéologie indienne
London (Ontario)

Claude Bordeleau *
Groupe d'histoire et de généalogie des Mille-Îles

Ian Bowering *
curateur
Musée Inverarden Regency Cottage
Cornwall (Ontario)
(représentant aussi la Société historique de Stormont, Dundas et Glengarry)

Robert Bowley *
président
Société historique de Peterborough

Barbara Bradfield
section du district de Kingston
United Empire Loyalists' Association of Canada
Kingston (Ontario)

Wally Breck *
Société historique de Kingston

Heather R. Broadbent
présidente
Comité du patrimoine de Caledon
Caledon East (Ontario)

Helen Brown *
North American Black Museum
Amherstburg (Ontario)

Joan Bumstead
Comité d'histoire et du patrimoine du canton de Tiny
Perkinsfield (Ontario)

Jennifer Bunting
présidente
Ontario Association of Archivists
North York (Ontario)

Jean Burnet *
chef de la direction
Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Mary Bush *
Comité de la Fondation Sir John A. Macdonald
Kingston (Ontario)

Jadwiga Byszewski *
Echo-European Canadian Heritage Origin Research Institute
Don Mills (Ontario)

Fran Caddo *
Conseil régional des arts de Thunder Bay

Daniele Caloz, Jane Beecroft *
Projet Rousseau
Toronto (Ontario)

Mary Capstick *
directrice
Conseil des arts de Sault Ste. Marie (Ontario)

J.M.S. Careless, Goldwin S. French, Jeanne Beck *
Série d'études historiques sur l'Ontario
Toronto (Ontario)

Dennis Carter-Edwards
président
Groupe du patrimoine de Cornwall

Madge Chan •
agent de formation des ressources
Association multiculturelle du Nord-Ouest de l'Ontario
Thunder Bay (Ontario)

Marie Charbonneau •
Ontario Genealogical Society
Windsor (Ontario)

Ann Chesworth
présidente
CCLCA, canton d'Eramosa

Comité civique du bicentenaire •
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Bill Claus
président
Société historique du district de Blenheim
Blenheim (Ontario)

Professeur Ramsay Cook et Robert L. Fraser •
Dictionary of Canadian Biography
Toronto (Ontario)

W. Laurier Courville
Société historique de Cornwall

Barbara L. Craig •
présidente
Conseil ontarien des archives
Toronto (Ontario)

Peter Cuff
Comité du bicentenaire
Église anglicane St. Mark
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Jane Davies
administratrice et curatrice
conseil du Musée de Fort Érié
Ridgeway (Ontario)

Dianne Dent, Nina Chapple, Brian Henley, Reg Wheeler •
CCLCA, Hamilton

Ken Doherty•
Musée du centenaire et Archives de Peterborough

Jean Dryden
chef archiviste
Archives de l'Église-Unie
Toronto (Ontario)

Willy Eisenbichler •
CCLCA, Sault Ste. Marie (Ontario)

Deb Emerton
directrice
Musée de Brockville

Mary Evans
Société historique d'Oxford
Woodstock (Ontario)

Janice Fialkowski •
CCLCA, Peterborough

C. Fisher
CCLCA, Goderich

J.W. ("Bill") Fitsell •
directeur
Temple de la renommée et Musée international du hockey
Kingston (Ontario)

James Fortin
curateur
Musée agricole Anderson
Lively (Ontario)

Fort Malden Volunteer Association •
Amherstburg (Ontario)

Johanna Foster •
Conseil des bibliothèques publiques de Windsor

Sharon French
CCLCA, Windsor

Sandra Fuller
CCLCA, Newmarket

Jean Gent, Audrey Storey
section de Newark
I.O.D.E.
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Verne C. Graham •
CCLCA, cantons de Anson, Hindon et Minden

John Arthur Harrison
CCLCA, Owen Sound
(représentant aussi le Comité directeur provincial des CCLCA de l'Ontario, Owen Sound)

Ann Hayes •
présidente
Conseil multiculturel de Windsor et du comté d'Essex
Windsor (Ontario)

Christine Hayward
présidente
Association des musées de Niagara
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Katherine M. Heron •
Comité civique de la Fête du Canada
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Dan Hoffman •
curateur
Musée de Nepean

Susan Hoffman •
Société historique de Waterloo
Kitchener (Ontario)

Taina Hordy •
directrice
Centre multiculturel de Thunder Bay

Edna Hudson, directrice générale; Dorothy Martin •
Ontario Genealogical Society
Toronto (Ontario)

Jeanne Hughes, Colin Read, Dorothy Duncan •
Société historique de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Isabella Hume
présidente
Société historique d'Oshawa

Maureen Hunt •
Groupe du patrimoine de Huntsville

James Hunter•
directeur
Musée de la Huronie
Midland (Ontario)

R. Scott James, administrateur délégué; Margaret L. May, coordinatrice de projets•
Commission historique de Toronto

Sheila A. Johnson
curatrice
Musée de Woodstock

Beatrice Jones
Société historique d'Oakville

Ann Judd
Société historique du canton de Bruce
Port Elgin (Ontario)

Murray Killman
Musée d'art Killman
Caledonia (Ontario)

Kenneth Lamb
président
Société historique de Milton

Village historique Lang•
Keene (Ontario)

Margaret Ledbetter
curatrice
Musée de la maison du patrimoine
Smiths Falls (Ontario)

Patricia Leduc
Société franco-ontarienne d'histoire et de généalogie
Ottawa (Ontario)

CCLCA, Lindsay

Doug Little •
président
Festival Leacock du patrimoine
Orillia (Ontario)
(représentant aussi Festivals Ontario, Toronto)

Dave Lorente
président
Groupe du patrimoine de Renfrew

Irene MacCrimmon
présidente
section de Grand River
United Empire Loyalists' Association of Canada

Nona Macdonald
présidente
John Graves Simcoe Association
Toronto (Ontario)

Judy McGonigal •
curatrice et administratrice
Musée de Sault Ste. Marie

Douglas McNicol
curateur
Musée de Perth

Peter F. McVey
directeur et curateur
Musée du district de West Parry Sound

Professeur John Marsh •
Centre Frost d'études sur le patrimoine canadien
Université Trent
Peterborough (Ontario)

Margaret L. May, présidente; Jan Schroer, directeur général; Paul Martinovich, directeur des communications•
Association des musées de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Richard D. Merritt •
Société historique et Musée de Niagara
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Bruce Milligan •
section du district de St. Catharines
United Empire Loyalists' Association of Canada
St. Catharines (Ontario)

Jamie Morris •
président
Société historique du comté de Victoria

Mary Ellen Scully Mosna •
directrice générale
Conseil des arts de la région de Windsor
Windsor (Ontario)

Su Murdoch •
Archives publiques du comté de Simcoe
Minesing (Ontario)
(représentant aussi le Groupe du patrimoine de Barrie)

Marguerite E. Murray
Société historique du canton de Westminster
Lambeth (Ontario)

Jackie Nielson •
Conseil des arts folkloriques du district de Kingston
Kingston (Ontario)

Gerrie Noble, directeur; Tory J. Tronrud, curateur-archiviste•
Société du Musée historique de Thunder Bay

Arthur Pegg •
conseiller historique et directeur, comté de Kent
Chatham (Ontario)

Arden Phair
Musée historique de St. Catharines

Jennifer Pink •
directrice suppléante
Science Nord
Sudbury (Ontario)

Nancy Poole •
Musée régional d'art et Musée historique
London (Ontario)

Phil Quattrocchi•
Winterfest, Kingston

Michele Quealey •
coordonnatrice, commercialisation et communications
Parcs historiques de la Huronie
Midland (Ontario)

Sheila Reinhard
vice-présidente
Société historique de St. Boniface et Maryhill
Breslau (Ontario)

Elizabeth Richardson
section de Kawartha
United Empire Loyalists' Association of Canada
Lindsay (Ontario)

T.A. Riddoch, Donald Swainson •
Comité du bicentenaire de la Cathédrale St. George
Kingston (Ontario)

Richard Schofield
Groupe du patrimoine de Scarborough

D. Schultz
Société historique de Grimsby

Frank Schweitzer•
H.M.S. *Detroit*
Windsor (Ontario)

Owen R. Scott
président
CCLCA, Guelph

Herbert H. Sills
président
Société historique d'Ottawa

Marjorie Simmons •
Ontario Genealogical Society
Kingston (Ontario)

Peter H. Sims, Susan Saunders Bellingham •
Friends of the Library
(Breithaupt Papers)
Université de Waterloo

Helen Spanis •
Association d'histoire du comté de Simcoe
Barrie (Ontario)

Shirley Spragge •
Musée et archives de l'hôpital de Kingston

Valerie Spring
CCLCA, Cambridge

M. Sutherland
Commission historique d'Etobicoke

Victor Suthern •
directeur
Musée canadien de la guerre
Ottawa (Ontario)

Michael Swift, archiviste adjoint; Richard Huyda, directeur général, Direction des programmes publics •
Archives nationales du Canada
Ottawa (Ontario)

Barbara E. Teatero •
curatrice et administratrice
Musée Joseph Brant
Burlington (Ontario)

Roy B. Turner
Architectural Conservancy of Ontario
Toronto (Ontario)

Patricia Vervoort •
CCLCA, Thunder Bay

Comité du centenaire de Walkerville*
Windsor (Ontario)

G. Mark Walsh *
président
Southwestern Ontario Archivists Association
Windsor (Ontario)

Jean Walton *
section du bicentenaire
United Empire Loyalists' Association of Canada
Kingsville (Ontario)

Lorraine Warner *
présidente
CCLCA, Niagara-on-the-Lake

Pat Whitehead *
Musée de Woodstock

Ian Wilson *
archiviste de l'Ontario
Archives publiques de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Groupe d'étude du patrimoine de Windsor *
(représentant la Société historique du comté d'Essex, la section du comté d'Essex de la Ontario Genealogical Society, et la Southwestern Ontario Archivists Association)
Windsor (Ontario)

Edith J. Woodbridge
présidente
Harrow Early Immigrant Research Society
Harrow (Ontario)

T. Cuyler Young
directeur
Musée royal de l'Ontario
Toronto (Ontario)

REPRÉSENTANTS ÉLUS, MINISTÈRES ET CONSEILS SCOLAIRES

J. Desmond Adam, maire
Kanata

Doug Armstrong *
chef de l'administration
comté de Peterborough

W.D. Armstrong
administrateur et secrétaire-trésorier
comté de Peterborough

R. Frank Bean
président régional
Municipalité régionale de Peel

Nigel Bellchamber
secrétaire-administrateur
comté de Huron
Goderich (Ontario)

R.W. Book, maire
Grimsby

Brian G. Boucher
coordonnateur du programme Arts et lettres
Conseil des écoles séparées catholiques du comté de Lambton
Sarnia (Ontario)

Harris Boyd *
directeur général
Département du Secrétariat d'État
Ottawa (Ontario)

Fergy Brown, maire
York

Dominic Cardillo, maire
Kitchener

Lorne Chester *, maire
Lindsay

Dave Cooke
député provincial, Windsor-Riverside

Helen Cooper, mairesse •
Kingston

Claude Cousineau, président du conseil de comté; Raymond Lapointe, secrétaire-trésorier; Stewart Hart, ex-président du conseil •
comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry

Thomas M. Davies
président
Municipalité régionale de Sudbury

Ruby Delyea
secrétaire-trésorier
canton de O'Connor
Kakabeka Falls (Ontario)

Mike Dietsch
député provincial, St. Catharines-Brock

James Durrell, maire; David O'Brien, chef de l'administration •
Ottawa (Ontario)

Hugh Edighoffer
président de l'Assemblée législative

Phyllis Eikre
coordonnatrice des programmes
Conseil des écoles séparées catholiques du district de Kenora

David Fleet
député provincial, High-Park Swansea

Walter Haldorson
surintendant
Service des parcs canadiens
Environnement Canada
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Andrew Haydon •
président
Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton

Kathy Hewitt
présidente
Conseil de l'éducation de Nipissing
North Bay (Ontario)

Stan Ignatczyk, maire
Niagara-on-the-Lake

Valerie Jahn
secrétaire-trésorière
Municipalité des cantons de Sherwood, Jones et Burns
Barry's Bay (Ontario)

Robert D. Johnston, maire
Georgina

Emil V. Kolb, maire
Caledon

Bob Kerr •
Bureau de Thomas Davies
Municipalité régionale de Sudbury

Shiu Loon Kong, président; Henry McErlean, coordonnateur général•
Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles
Toronto (Ontario)

Mark Krasnick, directeur général; David McNab, directeur, Négociations communautaires, Ouest •
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Mel Lastman, maire
North York

P.J. Leack
secrétaire
St. Thomas

E.C. McCullough, inspecteur du personnel, Direction des services administratifs, police de Kingston; sergent Jim Gillet, police de Kingston •

J.E. Marion
administrateur et secrétaire-trésorier
Harrow

James Mason, maire
Clearwater

Jack Masters, maire*
Thunder Bay

John Millson, maire; Sheila Wisdom, conseillère*
Windsor

G.R. Moore
directeur de l'éducation et secrétaire-trésorier
Conseil des écoles séparées catholiques d'Ottawa

Robert Morrow, maire*
Hamilton

Ann Mulvale, mairesse
Oakville

David L. Newlands
directeur des ressources du patrimoine
Municipalité régionale de Waterloo

Jan Patenaude
Recensement — Communications
Statistique Canada
Région de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Harry Pelissero
député provincial, Lincoln

Jean E. Pigott *
présidente
Commission de la capitale nationale
Ottawa (Ontario)

Allan C. Pilkey, maire
Oshawa

E.A. Pilon
directeur du musée
Canton de Cumberland

Frank Poole, président du conseil de comté *
Comté de Victoria

D.J. Potvin
secrétaire suppléant
Amherstburg

David Ramsay
ministre
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

D. Brent Rankin, maire
Thessalon

Norm Richards, directeur, Direction des parcs et loisirs; Mark Garscadden, agent d'élaboration des politiques *
Ministère des Richesses naturelles
Toronto (Ontario)

Major Earl Robertson*
Ministère de la Défense nationale
Ottawa (Ontario)

Hilary Sadler
superviseure de la publicité et de la promotion
Service des parcs et loisirs
Oakville

Enseignants et élèves
Conseil des écoles séparées catholiques du district de Sault Ste. Marie
(mémoire présenté par Cecile Somme, surintendante de l'éducation et de l'exploitation)

G.R. Staples
secrétaire
Ingersoll

Sylvia Sutherland, mairesse*
Peterborough

Jacqueline Taylor
bureau du maire Joseph L. McCaffery
St. Catharines

Gary Tushingham
directeur de l'éducation et secrétaire
Conseil de l'éducation de Northumberland et Newcastle
Cobourg (Ontario)

Thomas L. Wells, agent général au Royaume-Uni; Graham Wiffen, attaché culturel; George Hutchison, directeur des affaires publiques •
Maison de l'Ontario, Londres

Alta Whitfield, préfet •
Canton de North Monaghan

Elizabeth Witmer
administratrice
Conseil de l'éducation du comté de Waterloo

Bob Wong
ministre
Ministère des Affaires civiques
Toronto (Ontario)

Peter Wong, maire•
Sudbury

AUTRES

Association des francophones du Nord-Ouest de l'Ontario •
Thunder Bay (Ontario)

Jean-Guy Bigeau
directeur général
Carrefour francophone
Sudbury (Ontario)

Thérèse Boutin •
Théâtre du Nouvel-Ontario
Sudbury (Ontario)

W.C. Calvert
président
Amis du parc Algonquin
Bracebridge (Ontario)

Ralph Cruickshank
Berandol Music
Toronto (Ontario)

Ian Cunningham
directeur général
Chambre de commerce du district de Kingston
Kingston (Ontario)

Suzanne Curran et Cher Leveille •
Hospitality and Travel Sault Ste. Marie

Hugh Detlor
président
Scouts Canada, district de Niagara
Niagara Falls (Ontario)

Terry Doxtator •
Can-Am Indian Friendship Centre
Windsor (Ontario)

Shirley Farmer •
Six Nations Tourism
Six Nations Reserve

Solange Fortin, Daniel St-Jean •
Centre francophone de Sault Ste. Marie

François Gagnon, chef de projet; Marcel Tremblay, directeur de programmes •
Célébrations Montréal
Montréal (Québec)

Rév. Roman Galadza
pasteur
Paroisse St. Elias the Prophet
Brampton (Ontario)

Rév. William A. Gilbert
directeur de programmes
Diocèse d'Ottawa

Tom Hill
directeur du musée
Centre culturel Woodland
Brantford (Ontario)

Dean Jacobs •
directeur général
Centre du patrimoine de Walpole Island
Wallaceburg (Ontario)

Ray Johnston •
Kingston Whig-Standard

Kingston Collegiate and Vocational Institute •

Marilyn Nornabell •
YWCA, Peterborough

M. Oleksiuk
secrétaire
Ukrainian Catholic Women's League of Canada
Toronto (Ontario)

Beverly Polowy, présidente; Margaret Wilson, secrétaire-trésorière •
Fédération des enseignantes et enseignants de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Helen Smith •
Église épiscopale méthodiste du Canada (Chapelle Salem)
St. Catharines (Ontario)

R. Craig Swayze
chroniqueur du centenaire
St. Catharines Standard

Brad Thompson
coordonnateur intérimaire
Programmes et services d'éducation
Association des Métis et autochtones de l'Ontario
Sault Ste. Marie (Ontario)

Sylvia Thompson •
analyste des politiques
Chiefs of Ontario
Hagersville et Toronto (Ontario)

Stuart Vandewater
directeur
150e anniversaire de l'université
Université Queen's
Kingston (Ontario)

Bob Watts •
Union of Ontario Indians
Toronto (Ontario)

ANNEXE B
PROJETS SUGGÉRÉS

Voici les projets locaux et provinciaux qui ont été suggérés au groupe d'étude, répartis selon les catégories ci-après (le nom des auteurs des suggestions figure entre parenthèses).

ARCHIVES

Inciter les municipalités à créer des archives municipales (Su Murdoch, Archives du comté de Simcoe).

Créer un réseau d'archives régionales (Elwood Jones, Peterborough).

Verser des subventions provinciales aux archives locales (Su Murdoch, Archives du comté de Simcoe; Barbara L. Craig, présidente, Conseil ontarien des archives; Ontario Association of Archivists; Jean Dryden, Archives de l'Église-Unie).

Établir une base de données sur les ressources archivistiques en Ontario (Barbara L. Craig, présidente, Conseil ontarien des archives).

Construction de nouvelles installations pour les Archives publiques de l'Ontario (Ian Wilson, archiviste de l'Ontario; Barbara L. Craig, Conseil ontarien des archives; Ontario Association of Archivists; Jean Dryden, Archives de l'Église-Unie).

Adoption d'une nouvelle loi sur les archives publiques (Ian Wilson, archiviste de l'Ontario; Barbara L. Craig, Conseil ontarien des archives; Ontario Association of Archivists; Municipalité régionale de Waterloo).

Une meilleure promotion des Archives publiques de l'Ontario (Verne Graham, CCLCA, cantons de Anson, Hinden et Minden).

Instaurer un programme d'archivistique à l'Université de Toronto (Jean Dryden, Archives de l'Église-Unie).

Divers : utiliser des copies de documents d'archives comme source de documentation dans les écoles, et aider les responsables des archives à élaborer des guides thématiques pour l'utilisation des collections (Barbara Craig, Conseil ontarien des archives); publier une série de brochures sur les documents du patrimoine ontarien (Ontario Association of Archivists).

MUSÉES D'ART

Organiser une manifestation spéciale à l'occasion des expositions itinérantes du Musée des beaux-arts de l'Ontario (MBO), et organiser une exposition spéciale sur les anniversaires d'événements historiques dans la nouvelle aile du MBO, dont l'inauguration est prévue en 1992 (Liz Addison et Beverley Carret, MBO).

PRIX ET MÉDAILLES

Décerner des prix et médailles aux particuliers et aux groupes qui se sont distingués dans la conservation du patrimoine ontarien (United Empire Loyalist Association of Canada, section de Grand River).

LES NOIRS ONTARIENS

Apposer une plaque sur les murs du British American Institute, près de Dresden; réaliser un document vidéo sur le Musée de la Case de l'oncle Tom à Dresden, publier une brochure sur l'histoire des Noirs dans le sud-est de l'Ontario; organiser des manifestations spéciales dans la province sur l'histoire des Noirs et préparer des communiqués pour les journaux et des téléinserts sur l'histoire des Noirs (Société historique du district de Bleinheim).

Célébrer l'abolition de l'esclavage dans l'Empire britannique en 1833 (Helen Brown, Musée des Noirs nord-américains, Amherstburg).

CALENDRIER DES COMMÉMORATIONS

Diffusion dans toute la province d'un calendrier des commémorations d'anniversaires historiques (Brian Henley, *Hamilton Spectator*, Village historique Lang, Peterborough; Michele Quealey, Parcs historiques de la Huronie; Thérèse Boutin, Théâtre du Nouvel-Ontario, Sudbury; Musée agricole Anderson, Lively.

PROJETS D'INVESTISSEMENT

Création d'un musée de l'histoire ontarienne (Ramsay Cook, *Dictionary of Canadian Biography*; Société historique de l'Ontario (recommande une étude de faisabilité); Ville de Windsor (recommande que ce musée soit situé à Windsor)).

Aide à la création d'un nouveau musée à Windsor, qui devrait être terminé en 1992 (Ville de Windsor; Johanna Foster, conseil des bibliothèques publiques de Windsor).

Construction de nouvelles installations pour les Archives publiques de l'Ontario et les archives régionales (voir la section Archives ci-dessus).

Rénovation de l'Édifice de l'Assemblée législative, à Queen's Park (Ramsay Cook, *Dictionary of Canadian Biography*; Ken Armstrong, enseignant de Peterborough; Richard Alway, administrateur, Fondation du patrimoine ontarien).

Restauration du Musée de Woodstock (Pat Whitehead, Musée de Woodstock).

Abrogation de la politique suivie depuis longtemps par le ministère de l'Éducation, qui refuse de verser des subventions pour la rénovation des vieilles écoles (Mitchell Beer, Infolink Consultants Inc.).

Aide à la construction du *HMS Detroit* (Frank Schweitzer, Windsor).

Renaissance du Village historique de Wentworth (Robert Morrow, maire; représentants des groupes de conservation du patrimoine de Hamilton).

Aide à la restauration du Centre des arts et de la station de pompage de Niagara-on-the-Lake (Centre des arts et station de pompage).

CÉLÉBRATIONS

Organisation de pique-niques à la mode du Haut-Canada (Allan Anderson, Société historique de Tecumseh et West Gwillimbury).

CÉRÉMONIES RELIGIEUSES

Organiser des cérémonies religieuses dans les églises catholiques en l'honneur de la paroisse de l'Assomption, à Windsor (Société historique de St. Boniface et Maryhill, Breslau).

FORMATION CIVIQUE

Élaboration d'un programme de formation civique à l'intention des écoles, par le biais du ministère des Affaires civiques (Conseil consultatif des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario).

CINQUIÈME CENTENAIRE DE CHRISTOPHE COLOMB (1992)

Organiser une conférence scientifique sur les rapports entre les descendants des premiers colons et des autochtones depuis 500 ans (Don Jackson, Université Algoma, Sault Ste. Marie).

CONFÉRENCES ET COLLOQUES

Organisation d'un colloque à Niagara-on-the-Lake sur la période 1792-1796 de l'histoire de l'Ontario (Société historique et Musée de Niagara).

Organisation d'une conférence à Windsor des organismes provinciaux de promotion du multiculturalisme et des droits de la personne (Conseil des relations multiculturelles de Windsor et du comté d'Essex).

Organisation d'une conférence en 1993, à l'Université Trent, pour commémorer le centenaire du parc Algonquin et la création du réseau de parcs provinciaux (Centre Frost d'études sur le patrimoine canadien, Université Trent).

Conférence internationale sur les parcs urbains (Centre Frost d'études sur le patrimoine canadien, Université Trent).

Conférence sur le patrimoine ontarien en matière de documents historiques (Ontario Association of Archivists).

Ateliers et exposés régionaux sur la commémoration d'événements historiques (Ontario Association of Archivists).

Organisation de trois conférences thématiques en 1991, 1992 et 1993, à trois endroits différents : le Nord-Ouest (traite des fourrures); le Nord-Est (rôle des missionnaires et de l'exploitation minière); Niagara-on-the-Lake (histoire du parlementarisme) (Société historique de l'Ontario).

Simulation de conférences fédérales-provinciales par des élèves (John Boulden, historien de Kitchener; Ken Armstrong, enseignant de Peterborough).

Colloque sur les loyalistes (United Empire Loyalist Association of Canada, sections de Kingston et Kawartha).

CONSERVATION DES DOCUMENTS HISTORIQUES

Intervention majeure en faveur de la conservation des documents relatifs aux droits immobiliers (Société historique de l'Ontario).

Inciter les particuliers, les groupes, les églises, etc. à rechercher et conserver leurs vieux documents de valeur (Ian Wilson, archiviste de l'Ontario).

Dresser l'inventaire des immeubles et cimetières historiques (Blair Neatby, département d'histoire, Université Carleton).

Voir également la section Archives ci-dessus.

ÉDUCATION

Élaboration de programmes-cadres sur l'histoire locale, par le biais du ministère de l'Éducation (Groupe d'étude du patrimoine de Windsor).

Élaboration de nouveaux programmes sur l'histoire de l'Ontario (Ken Armstrong, enseignant de Peterborough; CCLCA, Goderich; conseil des écoles séparées catholiques du district de Kenora; Société historique de St. Boniface et Maryhill, Breslau; conseil de l'éducation du comté de Waterloo; CCLCA, canton d'Eramosa; conseil des écoles séparées catholiques du comté de Lambton; Ronald F. Stagg, Institut polytechnique Ryerson; Beverley Polowy et Margaret Wilson, Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario; conseil des écoles séparées catholiques d'Ottawa; Musée agricole Anderson, Lively).

Publier et diffuser dans les écoles la trousse sur l'histoire multiculturelle de l'Ontario, élaborée par la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario.

Présentations thématiques sur l'histoire de l'Ontario dans les écoles (Société historique d'Oshawa).

Exposés dans les écoles sur le patrimoine ontarien par des personnalités locales (conseil des écoles séparées catholiques du district de Kenora).

Inciter les bibliothèques à réaliser des documents audio-visuels et vidéo sur les personnes âgées (conseil des écoles séparées catholiques du district de Kenora).

Organiser à l'intention des écoles des expositions itinérantes sur l'histoire et des tournées de pièces de théâtre (Beverley Polowy et Margaret Wilson, Fédération des enseignantes et enseignants de l'Ontario).

Exhorter les conseils scolaires à accorder une attention particulière à l'enseignement de l'histoire locale (Patricia Vervoort, CCLCA, Thunder Bay).

Réalisation de journaux scolaires; simulation d'élections et de débats parlementaires; projets de recherches historiques; visite de Queen's Park par les écoles; présentation par les élèves d'oeuvres théâtrales historiques; rédaction de «lettres à un ami», visant à rapprocher les élèves de la région nord de l'Ontario et ceux de Toronto (enseignants et élèves du conseil des écoles séparées catholiques du district de Sault Ste. Marie).

Voir aussi les sections Formation civique et Concours de rédaction.

CONCOURS DE RÉDACTION

Organisation de concours de rédaction (Société historique de Milton, Société historique de St. Boniface et Maryhill (Breslau), section de Grand River de la United Empire Loyalist Association of Canada, Série d'études historiques sur l'Ontario).

ÉCHANGES

Organiser à l'intention des élèves des «voyages de découverte» entre les régions nord et sud de l'Ontario (Judy McGonigal, Musée de Sault Ste. Marie).

Organiser des échanges d'élèves dans toutes les régions de l'Ontario (Fran Caddo, Conseil régional des arts de Thunder Bay).

EXPOSITIONS

Organisation d'une exposition, à l'automne 1993, pour commémorer le 175^{e} anniversaire de l'arrivée des premiers colons irlandais de Tipperary dans le canton de London (Michael Baker, Village historique de Fanshawe).

Grande exposition sur la période 1792-1796 par la Société historique et le musée de Niagara, à condition que la Société reçoive l'aide nécessaire pour la rénovation de ses locaux (Société historique et Musée de Niagara).

Exposition itinérante spéciale sur l'histoire de Niagara-on-the-Lake (CCLCA, Niagara-on-the-Lake).

Expositions régionales sur des thèmes régionaux comme le sud-ouest de l'Ontario et le métro (Ontario Association of Archivists).

Mise à jour de l'exposition sur l'histoire du parlementarisme, à l'Édifice de l'Assemblée législative, Queen's Park, Toronto, et réalisation de «trousses» sur le même thème (Société historique de l'Ontario).

Gamme variée d'expositions itinérantes et fixes sur l'histoire de l'Ontario (Archives nationales du Canada; Musée McMichael; Comité du bicentenaire, Niagara-on-the-Lake; Ontario Association of Archivists; Musée d'Oakville; Ville de St. Thomas; Ville d'Oakville; Harry Allen, maire, Gloucester; Musée et Société historique de Paris; Festival historique Leacock; Conseil multiculturel de Windsor et du comté d'Essex; Société historique de l'Ontario; CCLCA, Goderich; conseil des écoles séparées catholiques du district de Kenora; conseil de l'éducation du comté de Waterloo; canton de Cumberland; United Empire Loyalist Association of Canada, section de Grand River; Judy McGonigal, Musée de Sault Ste. Marie; Société du musée historique de Thunder Bay).

Voir aussi la section Francophones.

FESTIVALS

Encourager les responsables de l'organisation de festivals à accorder une plus grande importance aux aspects historiques dans leurs activités (Doug Little, président de Festivals Ontario et du Festival historique Leacock).

Accorder des subventions spéciales pour l'organisation de festivals multiculturels dans les localités éloignées (Association multiculturelle du nord-ouest de l'Ontario).

Aider au financement de festivals multiculturels dans le nord-ouest de l'Ontario (Association multiculturelle du Nord-Ouest de l'Ontario).

Jumelage d'activités avec les célébrations de la Fête du Canada à Niagara-on-the-Lake (Comité pour la Fête du Canada, Niagara-on-the-Lake), le Festival du caroussel des nations, à Windsor (Conseil multiculturel de Windsor et du comté d'Essex) et les festivals francophones du comté d'Essex (Lucienne Bushnell, Windsor).

Organisation d'un important festival du patrimoine à Midland, en 1991 (James Hunter, administrateur, Musée de la Huronie).

FRANCOPHONES

Souligner l'importance historique des Franco-Ontariens par le biais de pièces de théâtre et de reconstitutions historiques, par exemple la reconstitution d'un établissement français sur les rives de la rivière Détroit (Lucienne Bushnell, Windsor).

Exposition sur l'histoire des Franco-Ontariens (Centre francophone de Sault Ste. Marie).

GÉNÉALOGIE

Organisation d'une «Fête historique des familles» — programme soutenu officiellement par le gouvernement et visant à inciter les citoyens à faire des recherches généalogiques sur leurs familles et à organiser des rassemblements et commémorations (Ontario Genealogical Society, section de Kingston).

LOI SUR LE PATRIMOINE DE L'ONTARIO

Renforcer la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* (Su Murdoch, Archives du comté de Simcoe; Patricia Vervoort, CCLCA, Thunder Bay; Société historique de Stormont, Dundas et Glengarry; CCLCA, Guelph; Municipalité régionale de Waterloo; Groupe de conservation du patrimoine de Scarborough; Ian Bowering, Musée Inverarden Regency Cottage, Cornwall; Arthur Pegg, Conseil de conservation du patrimoine du Sud-Ouest; Maureen Hunt, groupe de conservation du patrimoine de Huntsville; Willy Eisenbichler, CCLCA, Sault Ste. Marie; CCLCA, Owen Sound; Comité directeur provincial des CCLCA de l'Ontario, Owen Sound).

SUBVENTIONS À LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

Diverses suggestions ont été faites concernant l'octroi de subventions ou de fonds plus importants pour la conservation du patrimoine :

subventions provinciales de 1 $ par habitant pour les archives municipales; subventions provinciales de 1 $ par habitant aux municipalités désireuses de mettre en place des archives publiques au cours de la période 1991-1993; subventions provinciales correspondant à 75 pour 100 du coût total des projets d'investissement pour la conservation du patrimoine local dans les régions désignées, au cours de la période 1991-1993, et de 50 pour 100 par la suite; subventions provinciales de fonctionnement aux municipalités dans les régions désignées en vue de la constitution d'un plan directeur touchant la recherche archéologique, jusqu'à concurrence de 1 $ par habitant, au cours de la période 1991-1993; subventions de fonctionnement pour les musées, par habitant; aide financière à la publication de documents sur l'histoire locale, jusqu'à concurrence de 75 pour 100 des coûts, offerte une seule fois au cours de la période 1991-1993 (Groupe d'étude sur le patrimoine, Windsor).

Mise sur pied d'un programme de subventions permettant de financer la commémoration d'événements historiques par des groupes de conservation du patrimoine, au cours de la période 1991-1993 (Municipalité régionale de Waterloo).

Subventions à la recherche sur l'histoire locale et régionale (canton de Cumberland).

Subventions spéciales aux organismes et établissements culturels qui élaborent des programmes de commémoration d'événements historiques au cours de la période 1991-1993 (R.Scott James, administrateur délégué, Commission historique de Toronto).

Augmentation et stabilisation des fonds d'aide aux immobilisations et au fonctionnement versés aux établissements et organismes de conservation du patrimoine (R.Scott James, administrateur délégué, Commission historique de Toronto; Ken Doherty, Musée du centenaire et Archives de Peterborough).

Constitution de fiducies culturelles communautaires, à l'aide de fonds locaux de dotation et de fonds des loteries provinciales, en vue de favoriser à l'échelon local l'identification, la conservation, l'interprétation et l'intégration socio-économique du patrimoine ontarien (Comité directeur provincial des CCLCA de l'Ontario, Owen Sound).

Subventions en vue de la création d'un nouvel organisme philanthropique des CCLCA (Comité directeur provincial des CCLCA de l'Ontario).

Création d'un fonds de dotation en vue d'inciter les organismes de conservation du patrimoine à établir leurs propres fonds de dotation (Ken Doherty, Musée du centenaire et Archives de Peterborough).

POLITIQUE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE

Adoption d'une optique plus générale de conservation du patrimoine (Groupe d'étude du patrimoine de Windsor; Association des musées de l'Ontario).

Définir des régions appropriées de l'Ontario comme régions désignées aux fins de la mise en valeur du patrimoine (Groupe d'étude sur la conservation du patrimoine, Windsor).

Que la province s'assure, par le biais du ministère de l'Environnement, que les évaluations environnementales tiennent compte des facteurs d'ordre archéologique (Groupe d'étude sur la conservation du patrimoine, Windsor).

Créer un nouvel organisme chargé d'encourager et de coordonner le travail des particuliers et des groupes sur l'histoire de l'Ontario (Série d'études historiques sur l'Ontario).

Meilleure coordination entre les ministères sur les questions qui touchent le patrimoine et la culture (Thérèse Boutin, Théâtre du Nouvel-Ontario; Association des musées de l'Ontario).

Voir aussi les sections Archives et Musées.

CAMPAGNE DE PROMOTION

Organisation d'une campagne de promotion multimédias d'envergure sur les anniversaires historiques de la période 1991-1993 (Ville d'Ottawa; Barbara Teatero; Musée Joseph Brant, Burlington).

Organisation du même type de campagne pour mettre en valeur le rôle des organismes de conservation du patrimoine (Ken Doherty, Musée du centenaire et Archives de Peterborough).

PIÈCES DE THÉÂTRE HISTORIQUES

Pièces de théâtre historiques sur l'assermentation de Simcoe au poste de lieutenant-gouverneur, en 1792 (Comité du bicentenaire de la Cathédrale St. George, Kingston).

Tournée théâtrale sur l'histoire de l'Ontario (Ville d'Ottawa).

Tournée d'une troupe de théâtre dans les écoles pour illustrer la vie en Ontario il y a deux siècles (conseil de l'éducation du comté de Waterloo; Harry Allen, maire, Gloucester).

JOURS FÉRIÉS

Que certains anniversaires soient décrétés jours fériés (David Fleet, député provincial; CCLCA, Cambridge; conseil des écoles séparées catholiques du district de Kenora; Musée du patrimoine, Smiths Falls; Arthur Pegg, Conseil de conservation du patrimoine du Sud-Ouest; Comité du centenaire de Walkerville).

RETROUVAILLES ET RASSEMBLEMENTS FAMILIAUX

Organisation de réunions et rassemblements familiaux (Jean Pigott, Commission de la capitale nationale; Gary Peck, enseignant de Sudbury; Judy McGonigal, Musée de Sault Ste. Marie; Suzanne Curran et Cher Leveille, Hospitality and Travel, Sault Ste. Marie.

COMITÉS CONSULTATIFS LOCAUX POUR LA CONSERVATION DE L'ARCHITECTURE (CCLCA)

Plan provincial triennal visant à inciter les municipalités à se doter d'un CCLCA, à ajouter à leurs plans officiels une section de conservation de l'architecture (ou à renforcer leur section existante) et à confier aux CCLCA et aux services de planification la coordination de l'inventaire des bâtiments et de leur classement en application de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* (Su Murdoch, Archives du comté de Simcoe).

Aide financière accrue aux CCLCA (Su Murdoch, Archives du comté de Simcoe; Verne Graham, CCLCA, cantons de Anson, Hindon et Minden).

Coordination des règlements relatifs aux programmes et subventions offerts par le MCC (Fondation du patrimoine ontarien, ou Programme de subventions relatives aux biens désignés) avec ceux des autres ministères, comme le ministère du Logement et le Bureau du commissaire des incendies, du ministère du Solliciteur général (Patricia Vervoort, CCLCA, Thunder Bay).

Conservation — peut-être par le biais de nouveaux fonds des biens du patrimoine — des immeubles historiques privés dans les quartiers défavorisés (CCLCA, Peterborough).

Promotion des immeubles du patrimoine par le biais de brochures, enregistrements vidéos, circuits de visites à pied, etc. (CCLCA, Hamilton).

Programme d'apposition de plaques sur les murs de résidences privées historiques (CCLCA, Niagara-on-the-Lake).

BIBLIOTHÈQUES

Aide aux bibliothèques du nord de l'Ontario pour qu'elles puissent enrichir leurs collections et améliorer leurs services (Francess Halpenny, ex-directeur général du *Dictionary of Canadian Biography*).

PROJETS DE PUBLICATIONS HISTORIQUES LOCALES

Publications sur l'histoire locale (Allan Anderson, Société historique de Tecumseh et West Gwillimbury; Société historique de Kingston; Société historique et Musée de Niagara; CCLCA, Niagara-on-the-Lake; Comité du bicentenaire, Niagara-on-the-Lake; Société historique de Stormont, Dundas et Glengarry; Conseil multiculturel de Windsor et du comté d'Essex; YWCA, Peterborough; Echo European Canadian Heritage Origin Research Institute, Don Mills; Ville de St. Thomas; Société historique d'Oxford; Société historique de Cornwall; Johanna Foster, Conseil des bibliothèques publiques de Windsor; Susan Hoffman, Société historique de Waterloo).

LOYALISTES

Repérer la tombe du colonel John Butler, des Butler's Rangers, et ériger un monument à sa mémoire (Musée d'art Killman, Caledonia).

Voir aussi la section Conférences et colloques.

SIR JOHN A. MACDONALD

Cérémonie commémorative le 6 juin 1991 sur la tombe de Sir John A. Macdonald, cimetière Cataraqui, Kingston.

MÉDIAS

Encourager la rédaction d'articles sur l'histoire de l'Ontario dans les quotidiens et revues (Margaret Angus, Kingston).

Présentation de sketches radiophoniques et télévisés sur l'histoire locale et provinciale (Michael Baker, Village historique de Fanshawe; Ken Armstrong, enseignant de Peterborough; CCLCA, Goderich; Ville d'Ottawa; Société historique de St. Boniface et Maryhill, Breslau; Duncan McDowall, département d'histoire, Université Carleton; Deborah Bonner, Musée d'archéologie indienne; Société historique de Milton).

FORCES ARMÉES

Revue des milices au Village de Fanshawe pour commémorer le 125^{e} anniversaire, en 1991, de la levée du 7^{e} régiment de fusiliers pour défendre London et Sarnia contre les Fénians (Michael Baker, Village historique de Fanshawe).

Formation d'une unité historique de démonstrations militaires, comprenant 12 étudiants pendant la période estivale, pour représenter les soldats britanniques en garnison dans le Haut-Canada. Cette unité, basée à Fort Malden, pourrait participer à des événements locaux et à des tournées (Association de bénévoles de Fort Malden).

350e ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL (1992)

Érection d'un pavillon de l'Ontario à Montréal, et échange des garnisons de l'Ontario et des Troupes Franches de la Marine; échanges de jeunes (Célébrations Montréal).

MULTICULTURALISME

Augmentation des fonds du programme de subventions de la Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario).

Remise de médaillons aux nouveaux citoyens canadiens (Conseil des relations civiques et multiculturelles de l'Ontario).

MUSÉES

Augmentation des subventions de fonctionnement aux musées, et adoption d'une perspective d'ensemble sur l'état des musées ontariens (Association des musées de l'Ontario).

Journées spéciales de célébration du patrimoine dans les musées régionaux (Barbara Teatero, Musée Joseph Brant, Burlington).

MUSIQUE

Choix d'un hymne officiel pour l'Ontario (Mary Capstick, directrice, Conseil des arts de Sault Ste. Marie).

Adoption du chant «Ontario», du groupe «The Wiz Kids», comme hymne officiel de l'Ontario (Ralph A. Cruickshand, Berandol Music Ltd.).

Aide financière aux tournées des musiciens, des choeurs et des orchestres symphoniques (Mary Capstick, Conseil des arts de Sault Ste. Marie).

Aide aux lauréats du Festival de musique de l'Ontario en vue d'une tournée provinciale (Fran Caddo, Conseil régional des arts de Thunder Bay).

PEUPLES AUTOCHTONES

Parrainage de projets de compilation de récits historiques, notamment d'entrevues auprès des personnes âgées (Dean Jacobs, Centre du patrimoine de Walpole Island; Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario; Sylvia Thompson, Chiefs of Ontario; David White, Sudbury; Bob Watts, Union of Ontario Indians).

Soutien aux Premières nations et à la Société historique de l'Ontario à des fins de recherches et de publications sur l'histoire des tribus (Société historique de l'Ontario).

Conférences sur le patrimoine des autochtones (Dean Jacobs, Centre du patrimoine de Walpole Island; Secrétariat aux affaires autochtones).

Négociation d'ententes sur le patrimoine avec les Premières nations (Dean Jacobs, Centre du patrimoine de Walpole Island; Secrétariat aux affaires autochtones).

Réalisation de vidéocassettes et de projets sur l'histoire locale, axés sur les autochtones (Dean Jacobs, Centre du patrimoine de Walpole Island; Sylvia Thompson, Chiefs of Ontario; Secrétariat aux affaires autochtones).

Reconstitutions historiques de la signature de traités (Secrétariat aux affaires autochtones; Sylvia Thompson, Chiefs of Ontario).

Tournées théâtrales par les autochtones et à leur intention (Secrétariat aux affaires autochtones; Sylvia Thompson, Chiefs of Ontario).

Programmes spéciaux mettant en valeur la spiritualité des autochtones et leur conception de l'environnement (Sylvia Thompson, Chiefs of Ontario; Bob Watts, Union of Ontario Indians).

Reconstitution du milieu ambiant de l'époque des aborigènes (Secrétariat aux affaires autochtones; Dean Jacobs, Centre du patrimoine de Walpole Island).

Inventaire des lieux historiques autochtones (Secrétariat aux affaires autochtones).

Rassemblement de Shingwauk en 1991 : voir Partie 2, Don Jackson, Université Algoma.

Divers : favoriser les alliances et associations historiques avec les autochtones, la création de centres d'interprétation et d'information sur la vie autochtone et le retour des objets autochtones anciens, reconnaître les langues autochtones par le biais d'une résolution législative de toutes les parties et publier un ouvrage sur la dissolution du système de l'agence indienne à Walpole Island (Dean Jacobs, Centre du patrimoine de Walpole Island); commémorer la bataille de Nogojiwanog, en 1697 (Elwood Jones, Université Trent); seconder les efforts des autochtones en vue de préserver leurs langues, étudier les incidences des traités sur l'Ontario et dresser un calendrier des événements significatifs de l'histoire des autochtones (Bob Watts, Union of Ontario Indians).

LIENS ENTRE L'ONTARIO ET LE ROYAUME-UNI

Entreprendre divers projets au Royaume-Uni, axés notamment sur Simcoe, en vue d'accroître le rayonnement de l'Ontario en Grande-Bretagne et de renforcer ses liens avec le Royaume-Uni (voir Partie 2, mémoire de la Maison de l'Ontario).

PROJETS CONCERNANT L'HISTOIRE ORALE

Inciter les écoliers à interviewer leurs grands-parents (Ian Wilson, archiviste de l'Ontario, d'après une suggestion présentée pour la célébration du 75e anniversaire de la Saskatchewan).

HISTOIRE DU PARLEMENTARISME

Manifestations spéciales à Niagara-on-the-Lake pour commémorer la première session de la première législature en septembre-octobre 1792 (comité du bicentenaire, Niagara-on-the-Lake).

PLAQUES

Apposition de plaques sur les murs d'immeubles désignés en vertu de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* (CCLCA, Niagara-on-the-Lake), et pour commémorer la célébration d'anniversaires importants par des groupes et organismes (Ville de St. Thomas) et la présence de cimetières anciens (Société historique du canton de Westminster).

PARCS PROVINCIAUX

Intégrer les programmes des années du patrimoine avec les plans du ministère des Richesses naturelles pour le centenaire du réseau de parcs provinciaux (ministère des Richesses naturelles — voir Partie 2; W.C. Calvert, Amis du parc Algonquin, Bracebridge).

PROJETS DE PUBLICATIONS

Aide à divers projets de publications : *Dictionary of Canadian Biography*, Toronto; journal de Louis Jacob Breithaupt (Suzan Saunders Bellingham, chef des collections spéciales, Bibliothèque de l'Université de Waterloo); histoire illustrée de l'Université du Collège St. Jerome (Gerald Stortz, Collège St. Jerome); histoire de l'Université de Waterloo (Kenneth McLaughlin, Collège St. Jerome); ouvrage de la ville de Kingston sur les immeubles de l'Université Queen's (Margaret Angus, Kingston); publications sur l'histoire de l'Ontario (Société Champlain, Toronto); nouvelle histoire critique de l'Ontario (Série d'études historiques sur l'Ontario); réimpression de l'ouvrage *Ontario's History in Maps* (Série d'études historiques sur l'Ontario); réimpression de quelques ouvrages de la Série d'études historiques sur l'Ontario; réimpression de l'ouvrage *Allegiance : The Ontario Story* (Charles Humber, Heirloom Publishing, éditeur de *Loyal She Remains* en 1984); réimpression de la publication du ministère de l'Éducation *Ontario : An Informal History of the Land and its Peoples* (canton de Cumberland).

ÉDITION

Promouvoir l'édition et la diffusion d'oeuvres locales par le biais d'une campagne publicitaire visant la réalisation de 200 titres sur 10 ou 20 ans; recueillir des recommandations sur la publication de manuscrits auprès du réseau existant d'écrivains en bibliothèques; mettre sur pied un comité de sélection de textes

composés de ces écrivains; encourager les éditeurs locaux ayant une compétence reconnue à éditer les ouvrages; garantir la vente de chaque ouvrage à toutes les bibliothèques et à toutes les écoles élémentaires et secondaires; organiser la diffusion commerciale par le biais des distributeurs établis qui acceptent de les inscrire à leur catalogue et d'en faire la promotion sous la marque «Bibliothèque 200»; promouvoir de façon dynamique la collection «Bibliothèque 200» (Munroe Scott, Fenelon Falls).

RECONSTITUTIONS HISTORIQUES

Reconstitutions de divers événements historiques : voyages de Simcoe, bataille de la rivière Tamise au cours de la Guerre de 1812, première session de l'Assemblée législative, etc. (James Hunter, administrateur, Musée de la Huronie; Dennis Carter-Edwards, comité du patrimoine de Cornwall; Société historique de l'Ontario; conseil de l'éducation du comté de Waterloo; Société historique du canton de Bruce; United Empire Loyalist Association of Canada, section de Grand River; Musée canadien de la guerre, Ottawa).

VISITE ROYALE

Inviter la reine ou un autre membre de la famille royale à visiter l'Ontario en juin 1991, pour commémorer le bicentenaire de l'Acte constitutionnel (Ken Armstrong, enseignant de Peterborough).

BOURSES D'ÉTUDE

Création de bourses d'étude spéciales en vue d'encourager l'étude de l'histoire de l'architecture ou de la conservation du patrimoine (Comité du patrimoine de Huntsville).

JOHN GRAVES SIMCOE

Rassemblement des familles Simcoe; bal Simcoe du patrimoine à Niagara-on-the-Lake, en septembre 1992; exposition muséologique sur Simcoe; exposition Simcoe itinérante (Association John Graves Simcoe, Toronto).

PROGRAMMES SOCIAUX

Création d'un «nombre significatif» de nouvelles places en garderie en vue d'assurer efficacement la conservation de notre patrimoine (Alta Whitfield, préfet, canton de North Monaghan).

BUREAU DE CONFÉRENCIERS

Mettre sur pied un Bureau de conférenciers — en donnant un rôle important aux historiens — en vue de promouvoir les années du patrimoine et de sensibiliser davantage le public à la connaissance de notre histoire (Société historique de Milton; Francess Halpenny, ex-directeur général du *Dictionary of Canadian Biography*).

CÉLÉBRATIONS SPÉCIALES

Célébrations spéciales à Kingston (cérémonie interconfessionnelle d'action de grâce à la Cathédrale St. George, suivie d'une réunion du Conseil des ministres au salon St. George) pour commémorer l'assermentation de Simcoe et du Conseil des ministres en juillet 1792 (Comité du bicentenaire de la Cathédrale St. George).

SPORTS

Reconnaissance des équipes et des athlètes qui ont remporté un championnat en Ontario; réunions d'équipes; remise du Prix du patrimoine ontarien aux organisateurs d'activités spéciales de promotion des sports au cours des années du patrimoine; grand jeu populaire de hockey-ballon dans le port de Kingston (Bill Fitsell, Temple de la renommée et Musée international du hockey, Kingston).

NUMISMATIQUE ET PHILATHÉLIE

Émission de pièces de monnaie et timbres spéciaux pour commémorer divers événements historiques (Comité du bicentenaire, Niagara-on-the-Lake; Robert Bowley, Peterborough; CCLCA, Goderich).

STATISTIQUES

Statistique Canada a accepté de préparer une brochure contenant des photos et données historiques sur l'Ontario de 1891 à aujourd'hui.

THÉÂTRE

Encourager les artistes locaux du spectacle à mettre sur pied des projets à l'occasion des années du patrimoine; concours de création de pièces de théâtre sur un thème associé au patrimoine (Mary Capstick, Conseil des arts de Sault Ste. Marie).

Composition par des élèves d'une comédie musicale célébrant l'histoire de l'Ontario (David Archibald, auteur dramatique).

TOURISME

Transport subventionné par train ou autobus pour la visite de lieux historiques, avec hébergement (Comité du patrimoine de Renfrew).

Délivrance de passeports pour les années du patrimoine, avec apposition de visas aux différents lieux historiques visités (Douglas McNichol, Musée de Perth).

HISTORIENS MUNICIPAUX

Nomination d'historiens municipaux, comme dans l'État de New-York (Steven Otto, historien de Toronto).

PLANTATION D'ARBRES

Plantation d'arbres (Ville de Caledon; Société historique de St. Boniface et Maryhill, Breslau; United Empire Loyalist Association of Canada, section de Grand River).

ENREGISTREMENTS VIDÉO ET FILMS

Enregistrements vidéo et films thématiques sur l'histoire de l'Ontario (Section du bicentenaire, United Empire Loyalist Association of Canada; CCLCA, Goderich; comté de Huron; Série d'études historiques sur l'Ontario; Judy McGonigal, Musée de Sault Ste. Marie).

Réalisation d'un important documentaire sur l'histoire de l'Ontario (Nancy Poole, Musée d'art régional et Musée d'histoire, London; Judy McGonigal, Musée de Sault Ste. Marie).

CIRCUITS DE VISITES À PIED

Circuits de visites à pied de lieux et bâtiments historiques (CCLCA, Niagara-on-the-Lake; Société historique du canton de Westminster).

ATELIERS

Subventions provinciales visant à aider les organismes à participer aux ateliers sur le patrimoine organisés par la Société historique de l'Ontario (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario).

Ateliers, conférences et documents d'information sur les travaux de recherche et l'élaboration d'une histoire multiculturelle (Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario).

Organisation d'ateliers communautaires par la Société historique de l'Ontario (Société historique de l'Ontario).

DIVERS

Rassemblement des loyalistes de l'Empire-Uni; jamboree; vol d'avions anciens; rassemblement des anciens de Camp Niagara; pièce thématique historique au Festival Shaw; commémoration du bicentenaire des francs-maçons; rencontre du Imperial Order of the Daughters of the Empire; réception du nouvel An à Fort George (Comité du bicentenaire, Niagara-on-the-Lake).

Fouilles archéologiques à la maison Glengarry, Stonehouse Point, lieu d'une visite de Simcoe en 1792 (Dennis Carter-Edwards, Comité du patrimoine de Cornwall).

Journée spéciale de commémoration dans plusieurs municipalités d'un comté, avec exposition d'objets anciens dans un musée local (Village historique Lang, Keene).

Relocalisation à Peterborough du Musée du canot, Kanawa, près de Haliburton (Centre Frost d'études sur le patrimoine canadien).

Évaluation de l'état de la maison originale de John MacDonell, premier président de l'Assemblée législative, dans le comté de Glengarry (Ken Armstrong, enseignant de Peterborough).

Répertoire des municipalités avec date de leur constitution, noms des membres du conseil, historique, etc. (Ville de Harrow).

Classement comme routes du patrimoine de la route empruntée par Simcoe en 1793 de Niagara à Detroit, et sa désignation sous le nom «Route du gouverneur» (Société historique d'Oxford).

Concours locaux dans la presse visant à recueillir des suggestions de projets du patrimoine (Série d'études historiques sur l'Ontario).

Reconstitution des «sangfests» allemands d'avant la Première Guerre mondiale (Ken McLaughlin, Collège St. Jerome).

Réalisation de cartes du patrimoine local, indiquant les immeubles et lieux historiques (Brian Henley, *Hamilton Spectator*).

Aide financière au projet Rousseau, sur l'étude des premiers temps de l'histoire des autochtones, des Français et des Britanniques de la région de Toronto (projet Rousseau; Conseil d'histoire d'Etobicoke).

Établissement d'un centre d'intérêt historique et éducatif en bordure de l'eau, à Windsor, axé sur la reconstruction du Moy Hall (poste de traite des fourrures du XVIII^{e} siècle, détruit en 1912) et sur une réplique du navire HMS *Nancy*, qui a participé à la Guerre de 1812 (Geoff Nightingale, Windsor).

Restauration du vieux moulin d'Etobicoke en moulin à farine opérationnel (Leslie Whitford, Scarborough).

Aide à la construction d'une nouvelle église pour la paroisse St. Elias the Prophet, à Brampton, pour commémorer le centenaire de l'arrivée au Canada des premiers immigrants ukrainiens (Rév. Roman Galadza, pasteur de St. Elias).

Publication d'un répertoire des monuments, lieux historiques et plaques commémoratives en Ontario (Rév. William A. Gilbert, diocèse d'Ottawa).

Désignation de la rivière Humber comme rivière du patrimoine canadien, ou organisation de manifestations spéciales sur la rivière (Commission historique d'Etobicoke).

ANNEXE C
LISTE D'ANNIVERSAIRES PRÉPARÉE PAR LE MCC

1991

THÈMES SOCIAUX ET CULTURELS

Arts

175e anniversaire (24 février 1816) de la naissance à Memmelsdorf, en Bavière, d'Abraham Nordheimer, immigrant juif qui a fondé avec son frère Samuel la société A. & Nordheimer, première entreprise au Canada spécialisée dans l'impression de cahiers de musique.

60e anniversaire (8 octobre 1931) du décès à Toronto de Luigi Von Kunits, immigrant autrichien qui créait, en 1922, le New Symphony Orchestra (aujourd'hui l'Orchestre symphonique de Toronto).

25e anniversaire (1966) de la transformation du Musée des beaux-arts de Toronto en Musée des beaux-arts de l'Ontario.

20e anniversaire (avril 1971) de la fondation à Toronto de l'Association du théâtre multiculturel de l'Ontario.

Communications

60e anniversaire (1931) de la fondation à Sudbury du *Vapaa Sana* (Monde libre) devenu aujourd'hui le plus important journal finnois en Amérique du Nord.

50e anniversaire (1er janvier 1941) de l'inauguration du service des nouvelles de langue anglaise, de la CBC, dont Lorne Greene fut le premier annonceur.

40e anniversaire (1951) de la Ethnic Press Association of Ontario.

20e anniversaire (1971) de la fondation à Toronto du *Nase Novine* (Notre journal), publication socialiste conjointe de groupes yougoslaves du Canada (Serbes, Croates, Macédoniens, Slovènes, Monténégrins et Musulmans).

Éducation

175e anniversaire de la loi de 1816 intitulée *Common School Act*, qui marquait le début du système d'éducation dans la province en établissant des écoles élémentaires financées par les fonds publics.

150e anniversaire de la loi de 1841 intitulée *Common School Act* (entrée en vigueur le 1er janvier 1842), qui améliorait le financement des écoles élémentaires par le biais de l'impôt et de subventions et mettait sur pied une nouvelle structure administrative.

150e anniversaire (1841) de la création, près de la ville actuelle de Dresden, du British American Institute, école de formation professionnelle pour les esclaves fugitifs, mise sur pied par Josiah Henson et un groupe d'abolitionnistes.

150e anniversaire (27 août 1841) de l'octroi à la Upper Canada Academy, à Cobourg, d'une charte provinciale sous le nom de Victoria College (aujourd'hui Université), l'autorisant à décerner des grades universitaires. Le premier principal choisi fut Egerton Ryerson.

150e anniversaire (16 octobre 1841) de l'octroi d'une charte royale au Queen's College (aujourd'hui Université Queen's), à Kingston.

150e anniversaire (octobre 1841) de l'inauguration, près de Picton, de la West Lake Boarding School, premier séminaire canadien de la Society of Friends.

150e anniversaire (1841) de la naissance à Breslau (Silésie) de Eugene Emil Felix Richard Haanel, homme de science et enseignant immigré en Ontario qui enseigna l'histoire naturelle à l'Université Victoria, à Cobourg, et fonda la Cobourg Faraday Hall, première fondation scientifique au Canada.

125e anniversaire (15 août 1866) de l'octroi au Collège d'Ottawa (aujourd'hui l'Université d'Ottawa), première université bilingue au Canada, d'une charte l'autorisant à décerner des grades universitaires.

25e anniversaire (1966) de l'inauguration à Scarborough du premier collège communautaire de l'Ontario, le Collège d'arts appliqués et de technologie Centennial.

Patrimoine

50e anniversaire (25 avril 1941) du décès à Ottawa de William J. Wintemberg, autochtone de New Dundee, qui devint un spécialiste de réputation internationale des cultures préhistoriques iroquoise et algonquine.

Multiculturalisme

75e anniversaire (décembre 1916) du premier congrès, à Welland, de la Srpska Narodna Odbrana (société du bouclier serbe).

60e anniversaire (9 décembre, 19 septembre, 3 et 25 octobre, 7 novembre 1931) de la création de sections de la Croatian Peasant Society (HSS) à Sudbury, Cooksville, Hamilton, Welland et Windsor.

50e anniversaire (13 octobre 1941) de l'établissement à Toronto du Kraljica Aleksandra (Cercle des soeurs serbes), organisme de ce genre le plus ancien en Ontario.

50e anniversaire (1941) de l'établissement à Thunder Bay de la Bled Mutual Benefit Society (slovène).

10e anniversaire (septembre 1981) de la tenue à Toronto de la Conférence sur le patrimoine des Sikhs.

Autochtones

150e anniversaire (10 août 1841) de la naissance, dans la réserve des Six Nations de Grand River, d'Oronhyatekha, Mohawk célèbre qui devint président du Grand conseil des chefs, puis chef suprême de l'Ordre indépendant des gardes forestiers.

Religion

20e anniversaire (1971) de l'érection à Sudbury d'un nouveau temple pour desservir l'Église catholique ukrainienne de St. Mary's. Conçu par un fils d'immigrants ukrainiens, ce bâtiment conjugue de façon inédite l'art byzantin traditionnel et l'architecture moderne.

Colonisation

175e anniversaire (1816) de la colonisation de Perth par des immigrants écossais et des soldats licenciés de l'infanterie légère de Glengarry et d'autres régiments.

Sports

Centenaire (décembre 1891) de l'invention du basket-ball par James Naismith (1861-1939), originaire du comté de Lanark.

60e anniversaire (12 novembre 1931) de l'inauguration à Toronto du Maple Leaf Gardens.

Divers

75e anniversaire (29 juillet 1916) du grand incendie qui a consumé 500 000 acres de terre et un grand nombre d'établissements dans le district de Cochrane. Ce sinistre a accéléré l'amélioration des techniques et des lois concernant la prévention et la maîtrise des incendies de forêt, et à la création, en décembre 1916, de la direction de la protection des forêts, relevant du ministère des Terres et forêts et des Mines (aujourd'hui le ministère des Richesses naturelles).

THÈMES ÉCONOMIQUES

175e anniversaire (4 juillet 1816) de la naissance au Massachussets de Hiram Walker, fondateur de la distillerie qui fut à l'origine d'une importante industrie canadienne et de la ville de Walkerville.

150e anniversaire (1841) de la naissance à Galt de Joseph Emm Seagram, qui devint en 1883 le seul propriétaire de la distillerie de Waterloo, dont les produits sont vendus à l'échelle internationale.

125e anniversaire (26 octobre 1866) du décès à London de John Kinder Labatt, qui devint en 1854 seul propriétaire de l'entreprise qui s'imposa, grâce à son fils et à ses petits-fils, comme l'une des plus importantes brasseries au Canada.

Centenaire (4 mai 1891) de la création du Bureau des mines de l'Ontario.

Centenaire (19 décembre 1891) de la création de l'Association des banquiers canadiens.

60e anniversaire (1931) de la fondation par Finns, à Timmins, de la Consumers Co-operative Society Limited.

THÈMES MILITAIRES

Bicentenaire (1791) de la constitution, sous l'égide du lieutenant-gouverneur John Graves Simcoe, des Queen's Rangers, premier régiment levé à des fins précises de service militaire dans le Haut-Canada.

175e anniversaire (13 août 1816) de la capture de Fort William, siège de la Compagnie du Nord-Ouest, par Lord Selkirk, par représailles contre l'opposition violente manifestée par les commerçants de fourrures envers sa colonie écossaise dans la vallée de la rivière Rouge.

125e anniversaire (2 juin 1866) de la bataille de Ridgeway, au cours de laquelle les fusiliers de la Reine, le 13e bataillon de Hamilton et les compagnies de fusiliers Caledonia et York, de Haldimand, résistèrent aux envahisseurs féniens venus des États-Unis.

75e anniversaire (11 juillet 1916) de l'inauguration officielle de Camp Borden, l'une des plus importantes bases des Forces armées canadiennes.

THÈMES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Bicentenaire (adoption le 10 juin 1791, entrée en vigueur le 26 décembre 1791) du Canada Act ou Acte constitutionnel, instituant le Haut-Canada (Ontario) et reconnaissant le bicaméralisme, le droit civil anglais et la tenure anglaise.

Bicentenaire (24 août 1791) du décret divisant l'ancienne province de Québec en deux entités distinctes, le Haut-Canada et le Bas-Canada.

Bicentenaire (12 septembre 1791) de la nomination de John Graves Simcoe au poste de premier lieutenant-gouverneur du Haut-Canada.

Bicentenaire (31 décembre 1791) de la nomination de William Osgoode au poste de premier juge en chef du Haut-Canada.

Bicentenaire (24 septembre 1791) de la naissance en Pennsylvanie de Samuel Lount, réformateur qui était commandant associé des forces rebelles de Mackenzie lors de leur défaite à la taverne de Montgomery, en 1837, et fut par la suite reconnu coupable de trahison et exécuté.

150e anniversaire (adoption le 23 juillet 1840, entrée en vigueur le 10 février 1841) de l'Acte d'Union, qui mettait fin à l'existence du Haut-Canada et du Bas-Canada et réunissait sous la même constitution le Canada-Ouest (Ontario) et le Canada-Est (Québec) dans la seule Province du Canada. Kingston fut désignée siège du gouvernement et servit de capitale de 1841 à 1844.

Centenaire (6 juin 1891) du décès de Sir John A. Macdonald.

60e anniversaire (11 décembre 1931) du Statut de Westminster, qui reconnaissait au Parlement du Canada l'égalité législative avec celui de la Grande-Bretagne.

20e anniversaire (octobre 1971) de l'annonce par le gouvernement fédéral de sa politique sur le multiculturalisme.

THÈMES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Agriculture

Bicentenaire (automne 1791) de la fondation de la Société agricole du Haut-Canada, premier organisme ontarien consacré à l'amélioration de l'agriculture.

Médecine

Centenaire (14 novembre 1891) de la naissance à Alliston de Sir Frederick Banting (décédé en 1941 — également 50e anniversaire de son décès), qui isola et purifia l'insuline en 1921, avec les chercheurs Charles Best, J.J.R. MacLeod et J.B. Collip.

Innovation scientifique et technologique

175e anniversaire (septembre 1816) de la mise à l'eau à Finkle's Point (aujourd'hui Bath) du *Frontenac*, premier navire à vapeur à faire la navette sur les Grands Lacs.

150e anniversaire (28 décembre 1841) de l'éclairage au gaz des rues de Toronto.

Transports

Centenaire (19 septembre 1891) de l'achèvement du tunnel St. Clair, premier tunnel sous-marin et ferroviaire en Amérique du Nord, reliant Sarnia et Port Huron, au Michigan.

50e anniversaire (1er novembre 1941) de l'inauguration du Rainbow Bridge, à Niagara Falls.

1992

THÈMES SOCIAUX ET CULTURELS

Arts

175e anniversaire (13 octobre 1817) de la naissance en Angleterre de William Kirby, journaliste, poète, romancier et historien, qui écrivit son oeuvre la plus connue, *The Golden Dog*, pendant son séjour à Niagara-on-the-Lake.

Centenaire (25 octobre 1892) du décès à Paris de Paul Peel, peintre de renom, né à Londres.

Centenaire (1892) de la remise par Hart Massey à la ville de Toronto du Massey Hall (inauguré le 14 juin 1898).

75e anniversaire (8 juillet 1917) du décès dans le parc Algonquin de Tom Thomson, artiste de renom associé aux peintres canadiens qui formèrent plus tard le Groupe des Sept.

60e anniversaire (29 octobre 1932) de la fondation du Dominion Drama Festival.

60e anniversaire (26 novembre 1932) du décès à Toronto de J.E.H. Macdonald, membre fondateur du Groupe des Sept.

20e anniversaire (1972) de la fondation à Sudbury de la Coopérative des artistes du Nouvel-Ontario, l'un des établissements culturels franco-ontariens constitués lors du regain des activités culturelles suscité par l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* (1969) et l'octroi de subventions à la culture française par le Secrétariat d'État et le Conseil des arts de l'Ontario.

20e anniversaire (1972) de la présentation à Toronto de la première production de Aitvaras (troupe de théâtre lituanienne).

10e anniversaire (4 octobre 1982) du décès à Toronto du pianiste Glenn Gould, de réputation internationale.

Éducation

150e anniversaire (7 mars 1842) de l'inauguration des cours au Queen's College (aujourd'hui Université Queen's), à Kingston.

150e anniversaire (23 avril 1842) de la pose de la pierre angulaire du King's College (aujourd'hui l'Université de Toronto) à Queen's Park, à Toronto.

50e anniversaire (21 septembre 1942) de l'inauguration du collège Carleton (aujourd'hui Université Carleton) à Ottawa.

Patrimoine

150e anniversaire (1er mai 1842) de la naissance en Écosse de David Boyle, premier curateur du Musée provincial d'archéologie à Toronto. Les travaux de Boyle sur la préhistoire de l'Ontario lui ont valu une réputation internationale comme archéologue et anthropologue.

50e anniversaire (1942) de la fondation de la Société historique du Nouvel-Ontario.

25e anniversaire (1967) de l'inauguration, près de Midland, de Sainte-Marie-au-pays-des-Hurons, reconstruction d'une mission jésuite du XVIIe siècle.

Multiculturalisme

75e anniversaire (10 juin 1917) de la création à Toronto de la salle de lecture ukrainienne T. Shevchenko (Chytal'nia Prosvity im. T. Shevchenko v Toronto).

60e anniversaire (23-27 janvier 1932) de la tenue à Toronto du premier congrès national de la Croatian Peasant Society (HSS).

50e anniversaire (26 avril 1942) de la formation à Port Arthur (Thunder Bay) de la section 19 de la Polish Alliance of Canada Friendly Society.

30e anniversaire (1962 — à l'occasion de l'indépendance de la Jamaïque) de la création à Toronto de la Jamaican Canadian Association.

25e anniversaire (1967) de la première célébration Caribana à Toronto.

20e anniversaire (7 septembre 1972) de la création du Conseil des organismes ethniques de Thunder Bay (aujourd'hui l'Association multiculturelle de Thunder Bay).

20e anniversaire (1972) de la tenue à Toronto du premier Festival international des Estoniens.

Autochtones

250e anniversaire (1743) de la naissance à Cayahoga (près de Akron, Ohio) de Thayendanegea (Joseph Brant), chef de guerre mohawk et homme politique.

Religion

325e anniversaire (1667) de l'établissement d'une mission jésuite chez les Nipissings, en bordure de la rivière Nipigon.

225e anniversaire (1767) de la fondation de la paroisse de l'Assomption, qui desservait les Hurons et les colons français de la région de la rivière Détroit, paroisse catholique la plus ancienne en Ontario.

Bicentenaire (1792) de l'érection de la première chapelle méthodiste dans le Haut-Canada, à Hay Bay, qui existe encore de nos jours.

150e anniversaire (1842) de la création du diocèse catholique de Toronto.

25e anniversaire (23 avril 1967) de la première cérémonie religieuse de l'Église coréenne de Toronto (aujourd'hui l'Église-Unie coréenne de Toronto), première congrégation coréenne en Ontario. L'église sert également de centre communautaire — elle a parrainé des cours de langue et mis sur pied un hebdomadaire en langue coréenne, et son choeur est devenu le Toronto Korean-Canadian Choir.

Sports

75e anniversaire (22 novembre 1917) de la création de la Ligue nationale de hockey.

THÈMES ÉCONOMIQUES

175e anniversaire (1817) de la naissance de Theodore August Heintzman, fondateur de la Heintzman Piano Company.

125e anniversaire (1867) de l'ouverture de la première mine d'or en Ontario, à Eldorado.

50e anniversaire (1942) de l'acquisition de la raffinerie d'Eldorado, à Port Hope, par le gouvernement canadien en vue de la production d'uranium.

THÈMES MILITAIRES

175e anniversaire (29 avril 1817) de la signature de l'entente Rush-Bagot, traité de réduction des armements qui a permis de démilitariser les Grands Lacs.

75e anniversaire (avril 1917) de la bataille de la crête de Vimy.

75e anniversaire (2 juin 1917) de la remise de la Croix de Victoria à Billy Bishop.

75e anniversaire (1917) de l'établissement d'un camp de recrutement de bénévoles pour l'armée polonaise, à Niagara-on-the-Lake. Environ 22 000 Polonais ont été recrutés.

50e anniversaire (19 août 1942) du raid allié sur Dieppe.

THÈMES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Bicentenaire (8 juillet 1792) de l'assermentation du lieutenant-gouverneur Simcoe.

Bicentenaire (12 juillet 1792) de la nomination à vie au Conseil exécutif et au Conseil législatif de Jacques Baby, premier francophone du Haut-Canada à occuper un rang éminent dans les milieux gouvernementaux.

Bicentenaire (16 juillet 1792) de la division du Haut-Canada par Simcoe en 19 comtés, allant de Glengarry à l'est, à Essex, dans l'ouest.

Bicentenaire (août 1792) des premières élections organisées dans la province.

Bicentenaire (17 septembre 1792) de l'ouverture à Newark (Niagara-on-the-Lake) de la première session du premier parlement, qui marquait le début du parlementarisme dans la province. Le parlement adopta alors officiellement le droit civil anglais et le procès avec jury, autorisa la construction de palais de justice et de prisons dans les districts et adopta le système anglais des poids et mesures.

150e anniversaire (27 janvier 1842) de la naissance à Toronto de William P. Hubbard, qui fut conseiller municipal du quartier no 4 pendant treize mandats, et maire intérimaire de 1906 à 1907.

125e anniversaire (entrée en vigueur le 1er juillet 1967) de la Confédération canadienne.

Centenaire (1892) de l'achèvement des travaux de construction de l'immeuble actuel du Parlement, à Queen's Park.

75e anniversaire (12 avril 1917) de l'exercice de leurs droits électoraux provinciaux pour la première fois par les femmes.

75e anniversaire (12 avril 1917) de l'élection à l'Assemblée législative provinciale de Louise C. McKinney, première femme dans l'Empire britannique à occuper un siège parlementaire.

50e anniversaire (21 mars 1942) du décès à Vancouver de James Shaver Woodsworth, originaire d'Etobicoke, réformateur social, pacifiste et fondateur principal (1932) de la Cooperative Commonwealth Federation (CCF).

25e anniversaire (27-30 novembre 1967) de la tenue à Toronto de la Conférence sur la Confédération de demain.

25e anniversaire (1967) du décès de Charles Vincent Massey, qui devint en 1952 le premier gouverneur-général du Canada d'origine canadienne.

10e anniversaire (17 avril 1982) de la proclamation à Ottawa de la nouvelle Constitution canadienne et de la Charte des droits et libertés, par la reine Elisabeth II.

THÈMES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Agriculture

150e anniversaire (1842) de la première production (à la ferme de David Fife, dans le comté de Peterborough) de blé Red Fife, qui fut pendant plus de 60 ans la variété standard de blé de printemps produit au Canada.

125e anniversaire (2 février 1867) de la naissance à Londres de Sir Charles Edward Saunders (décédé en 1937), céréaliste fédéral à la Ferme expérimentale d'Ottawa, où il mit au point en 1904 le célèbre blé Marquis.

Exploration

350e anniversaire (27 octobre 1642) du décès, près de Sillery (Québec), de Jean Nicolet de Belleborne, qui vécut avec les Algonquins et les Nipissings, sur les instructions de Champlain, et apprit leurs langues et coutumes.

Bicentenaire (10 octobre 1792) du début de l'expédition de Sir Alexander Mackenzie, en 1792-1793. Il atteignit l'océan Pacifique et fut le premier Européen à traverser le continent au nord du Mexique.

Innovation scientifique et technologique

125e anniversaire (14 avril 1867) de la naissance à Ingersoll de Sir John Cunnigham McLennan, homme de science canadien qui a acquis une réputation internationale pour ses travaux de recherche sur la spectroscopie et les basses températures.

Centenaire (1892) de la découverte par Thomas "Carbide" Willson d'un procédé commercial de production de carbure de calcium, composé chimique qui entre dans la fabrication du gaz acétylène.

Transports

150e anniversaire (1842) de l'achèvement du canal Cornwall, l'un des huit canaux reliant l'Ouest canadien à l'océan par la voie des Grands Lacs et le Saint-Laurent, qui a grandement contribué à l'industrialisation de Cornwall.

Centenaire (13 juin 1892) de l'inauguration du Hamilton Incline Railway.

60e anniversaire (15 juillet 1932) de l'achèvement du chemin de fer Temiskaming and Northern Ontario (aujourd'hui Ontario Northland) jusqu'à Moosonee, sur la baie James.

60e anniversaire (6 août 1932) de la fin des travaux d'agrandissement du canal Welland.

1993

THÈMES SOCIAUX ET CULTURELS

Arts

125e anniversaire (27 juin 1868) de la naissance à Cobourg de Leila Maria Koerber, qui devint célèbre comme actrice de la scène et de l'écran, sous le nom de Marie Dressler.

Centenaire (8 avril 1893) de la naissance à Toronto de Mary Pickford, actrice que des millions de cinéphiles avaient surnommée "America's Sweetheart".

75e anniversaire (1er janvier 1918) du décès, près d'Ottawa, de William Wilfred Campbell, membre du "Sixties Group", qui a donné au Canada ses premières oeuvres poétiques anglaises dignes d'attention.

75e anniversaire (28 janvier 1918) du décès à Boulogne de John McCrae, qui a écrit dans une tranchée, près de Ypres, en avril 1915, son célèbre poème "In Flanders Fields".

20e anniversaire (1973) de la présentation par les professeurs et étudiants de l'Université Laurentienne de Sudbury, de la Nuit sur l'étang, festival de deux jours célébrant les oeuvres des musiciens, poètes et auteurs franco-ontariens.

20e anniversaire (1973) de la fondation à Toronto du Black Theatre Canada.

Communications

Bicentenaire (18 avril 1793) de la parution à Newark (Niagara-on-the-Lake) du premier numéro du premier journal de la province, *The Upper Canadian Gazette*.

Centenaire (5 juin 1893) du décès à Washington de Mary Ann Shadd, première journaliste de race noire en Amérique du Nord, qui serait également la première directrice de journal au Canada (au cours des années 1850, elle a publié un quotidien abolitionniste, *The Provincial Freeman*).

60e anniversaire (1933) de la création du Conseil de la radiodiffusion canadienne.

Éducation

150e anniversaire de la loi de 18 .3 intitulée *Common School Act* (entrée en vigueur le 1er janvier 1844), qui renforçait l'efficacité de l'administration et de la supervision de l'éducation.

150e anniversaire (8 juin 1843) de l'inauguration à Toronto des cours du King's College (aujourd'hui l'Université de Toronto), première université de la province dotée d'une charte.

25e anniversaire (1968) de l'adoption des projets de loi 140 et 141, autorisant l'implantation de programmes d'éducation complets en langue française dans les écoles bilingues ou les écoles séparées de langue française.

25e anniversaire (juin 1968) de la publication du rapport de la Commission Hall-Dennis, intitulé *Living and Learning : The Report of the Provincial Committee on Aims and Objectives of Education in the Schools of Ontario*.

Patrimoine

125e anniversaire (11 décembre 1868) de la naissance à Hamilton de William Arthur Parks, premier directeur du Musée royal de paléontologie de l'Ontario.

125e anniversaire (24 octobre 1868) de la naissance à Toronto de Sigmund Samuel, industriel, philanthrope et amateur enthousiaste de l'histoire canadienne, qui a fait don à l'Université de Toronto de la Bibliothèque Sigmund Samuel, aux Archives publiques de l'Ontario de la Collection Canadiana Sigmund Samuel, et au Musée royal de l'Ontario d'une aile pouvant abriter les 48 000 ouvrages de littérature chinoise qu'il lui avait déjà confiés. La synagogue Holy Blossom le compte aussi parmi ses bienfaiteurs.

Centenaire (1893) de la création du parc Algonquin, premier parc provincial de l'Ontario.

30e anniversaire (4 novembre 1963) de l'inauguration à Toronto de l'exposition sur les Noirs en Ontario au XIXe siècle, première exposition de ce genre jamais réalisée dans la province, parrainée par la Toronto Negro Business and Professional Men's Association.

Multiculturalisme

75e anniversaire (1918) de l'établissement de la première église grecque à Thunder Bay.

60e anniversaire (1933) de la construction du siège permanent de la section de Sudbury de la Fédération nationale ukrainienne.

25e anniversaire (1968) de la fondation de la Société Dante Alighieri de Sudbury.

10e anniversaire (18-19 novembre 1983) de la tenue à Toronto de la Première conférence des Philippins en Ontario.

Autochtones

225e anniversaire (année présumée, 1768) de la naissance près de Springfield (Ohio), de Tecumseh, grand chef shawnee, qui consacra ses efforts à la création d'une confédération des Indiens de l'Ouest, et qui mourut au cours de la Guerre de 1812, lors de la bataille de Moraviantown.

30e anniversaire (1963) de la fondation du Centre canadien des autochtones de Toronto.

Religion

325e anniversaire (1668) de l'établissement par deux Sulpiciens de la mission Kente (Quinte) à l'emplacement actuel de Consecon, pour desservir les bandes d'Iroquois sur la rive nord du lac Ontario.

125e anniversaire (19 janvier 1868) du décès à Marquette de Frederic Baraga, missionnaire d'origine yougoslave, qui a vécu dans la région nord-ouest de l'Ontario et a composé une grammaire et un dictionnaire en langue ojibwa, encore en usage aujourd'hui.

30e anniversaire (1953) de l'église Holy Trinity, premier temple de l'Église apostolique arménienne érigé à Toronto.

Colonisation

275e anniversaire (17 janvier 1718) du décès à Montréal de Madeleine de Roybon d'Allone, fille d'un noble français et première propriétaire foncière connue dans le territoire actuel de l'Ontario.

Bicentenaire (août 1793) de la "fondation" de York (Toronto), selon un plan d'aménagement que Simcoe fit réaliser par les soldats du régiment des Fusiliers de la reine.

30e anniversaire (juin 1953) du début de l'immigration portugaise en Ontario en provenance de Madère.

Sports

Centenaire (23 février 1893) de la remise de la première Coupe Stanley.

Divers

25e anniversaire (1968) du changement de nom de l'Association canadienne-française d'éducation de l'Ontario (ACFEO), qui devint l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), pour traduire la détermination de l'organisme de ne pas se cantonner dans des luttes de reconnaissance de ses droits à une école française, mais de devenir un organisme politique important pour les Franco-Ontariens dans sa promotion de l'idéologie de la "survivance".

125e anniversaire (1868) de la création à Ottawa de l'organisme "Canada First", mouvement patriotique influent.

Centenaire (février 1893) de la création à Hamilton du premier Canadian Club, organisme qui vise à encourager l'étude de l'histoire, de la littérature et des ressources du Canada.

Centenaire (octobre 1893) de la fondation du National Council of Women of Canada.

75e anniversaire (30 mars 1918) de la fondation de l'Institut national canadien pour les aveugles.

60e anniversaire (1933) de la fondation de l'organisme Associated Country Women of the World, créé principalement grâce aux efforts de Margaret Watt, originaire de Collingwood, qui en fut la première présidente.

THÈMES ÉCONOMIQUES

175e anniversaire (1818) de l'établissement de la fonderie Normandale, l'une des premières usines métallurgiques dans la province.

125e anniversaire du déménagement à Toronto du magasin de nouveautés Thimothy Eaton, de St. Mary's. Au moment du décès de Eaton en 1907, l'entreprise était devenue le plus important établissement de vente au détail au Canada.

THÈMES MILITAIRES

Bicentenaire (août 1793) de l'établissement de la garnison de Fort York, à l'emplacement actuel de Toronto.

175e anniversaire (21 août 1818) du décès de Sir James Lucas Yeo, commandant des troupes britanniques des Grands Lacs en 1813, qui imposa un blocus à la flotte américaine dans le port de Sackett et captura Oswego.

125e anniversaire (17 octobre 1868) du décès à Chippawa de Laura Ingersoll Secord, qui informa les Britanniques de l'imminence d'une attaque américaine au cours de la Guerre de 1812 et devint ainsi l'une des héroïnes de l'Ontario les plus célèbres.

60e anniversaire (30 novembre 1933) du décès à Montréal de Sir Arthur William Currie, originaire du comté de Middlesex, qui devint commandant du corps d'armée canadien après la bataille de la crête de Vimy.

25e anniversaire (5 mars 1968) du décès à Ottawa de la colonel Elizabeth Smellie, née à Port Arthur (Thunder Bay), première femme à devenir colonel dans les Forces armées canadiennes.

THÈMES POLITIQUES ET JURIDIQUES

Bicentenaire (9 juillet 1793) de l'adoption de la loi interdisant l'importation d'esclaves dans le Haut-Canada et prévoyant l'abolition progressive de l'esclavage.

Bicentenaire (27 août 1793) de l'établissement à York (Toronto) de la capitale provisoire du Haut-Canada, par décision de Simcoe.

175e anniversaire (29 novembre 1818) de la naissance en Écosse de George Brown, fondateur et directeur du journal *Globe*, qui a joué un rôle de premier plan dans les événements préparatoires à la Confédération.

Centenaire (4 avril 1893) de l'inauguration de la première session législative dans le nouvel immeuble érigé à Queen's Park.

75e anniversaire (24 mai 1918) de l'exercice de leurs droits électoraux fédéraux pour la première fois par les femmes.

25e anniversaire (22 juillet 1968) de la décision unanime de l'Assemblée législative de l'Ontario de se déclarer bilingue.

THÈMES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Exploration

350e anniversaire (2 novembre 1643) de la naissance en France du grand explorateur français René Robert Cavelier de La Salle, qui a entrepris des expéditions vers l'ouest et le sud-ouest, à partir de Fort Frontenac (aujourd'hui Kingston) et descendit le Mississippi jusqu'à son embouchure.

150e anniversaire (1843) de la fondation de la Geological Survey of Canada.

125e anniversaire (1868) de la découverte d'argent à Silver Islet, dans le district de Thunder Bay. Pendant son exploitation, ce gisement fut l'une des sources les plus importantes d'argent en Amérique du Nord.

Innovation scientifique et technologique

Centenaire (5 décembre 1893) du premier tramway électrique à Toronto, propriété de F.B. Featherstonhaugh.

Transports

Bicentenaire (mai 1793) du début des travaux de construction, par le régiment des Fusiliers de la reine, de la rue Dundas (route du gouverneur), première route provinciale, reliant la baie de Burlington à la rivière Tamise.

Bicentenaire (3 juillet 1793) de la naissance dans l'État de New-York de William Hamilton Merritt, entrepreneur de la région de Niagara à qui l'on doit en grande partie la construction du premier canal Welland.

125e anniversaire (1868) du début des travaux de construction de la route Dawson, lien essentiel entre le littoral de Thunder Bay et le lac Shebandowan.

75e anniversaire (24 juin 1918) du premier courrier aéropostal au Canada, entre Montréal et Toronto.